

BULLETIN

DU

CEPREL

N° 2

BULLETIN DU CEPREL

paraissant sans périodicité
avec le concours de la VI^e Section
de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean BENARD

*Professeur à la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques de Poitiers*

Directeur du CEPREL

Rédaction - Administration: CEPREL - 16, rue Berthollet
ARCUEIL - Seine - Téléphone: PELletan 76-00

PRIX DU NUMERO

France: 7 F

Etranger: 8 F

SOUSCRIPTION à trois numéros

France: 18 F

Etranger: 20 F

Les fonds doivent être adressés
par chèque postal ou bancaire

établi à l'ordre de l'

ASSOCIATION MARC BLOCH - PARIS VII^e -

envoyé à l'adresse suivante:

CEPREL - Service Bulletin - 16, rue Berthollet -
ARCUEIL (Seine)

**EN AUCUN CAS LES CHEQUES NE DOIVENT ETRE ADRESSES
DIRECTEMENT AU CENTRE DE CHEQUES POSTAUX
OU A L'ASSOCIATION MARC BLOCH**

L'EXECUTION
DU III^e PLAN FRANÇAIS :

ESSAI DE MESURE ET D'ANALYSE

•

LIVRE I

SOMMAIRE

	Pages
AVANT-PROPOS par A. SAUVY, Professeur au Collège de France Président au Conseil Scientifique du C.E.P.R.E.L.	5
INTRODUCTION GENERALE	9
LIVRE I :	
<u>ANALYSE DES COMPTES DE FLUX ECONOMIQUES</u>	
Introduction.	17
Chapitre I : Les données globales	30
- L'évolution démographique globale et l'équilibre de l'emploi.	30
- Les agrégats.	39
Chapitre II : L'équilibre physique	49
<i>Première partie : La consommation intérieure</i>	49
- Présentation d'ensemble	49
- La consommation des ménages	50
- La consommation des administrations	67
<i>Deuxième partie : Les investissements.</i>	71
- Aperçu des investissements réalisés par le III ^e Plan	72
- Les investissements productifs par secteur maître-d'oeuvre.	83
<i>Troisième partie : La production</i>	92
- Problèmes de méthode.	92
- Les résultats	95
- Tentative d'explication	102
<i>Quatrième partie : Le commerce extérieur</i>	117
- La balance commerciale au niveau global	118
- La balance commerciale par produits	126
Chapitre III : L'équilibre financier	139
- Considérations méthodologiques.	141
- La position créditrice des administrations.	150
- Les entreprises et les ménages.	164
CONCLUSION DU LIVRE I	181

AVANT-PROPOS

par Alfred SAUVY

Professeur au Collège de France

Président du Conseil Scientifique du C.E.P.R.E.L.

Quelles que soient les divergences des opinions sur la voie dans laquelle devrait s'engager la société, nul ne peut contester que son allure se soit accélérée depuis la guerre. Insensible et tenace, la technique poursuit son chemin, sans se préoccuper des destructions que provoque, directement ou non, chacune de ses innovations. D'autre part, la secousse de la guerre a précipité des processus économiques, sociaux ou politiques, jusque là retardés par l'inertie, par la grande crise aussi, tels que Sécurité Sociale, diffusion de l'enseignement, décolonisation etc... Il serait hasardeux de dire que le mouvement est près de se ralentir.

Lorsqu'un véhicule avance plus vite, son conducteur ou ses passagers ont besoin de voir plus loin et plus ce véhicule est pesant, difficile à manoeuvrer, plus cette visée doit être lointaine. Cette simple constatation, jointe au progrès des techniques prévisionnistes propres, explique la faveur qui s'attache maintenant à la prospection à long terme.

Au temps de désespérance que nous connaissons, il y a 30 ans, celui qui, en dehors des rêveurs, se serait hasardé à prévoir l'économie sur 10 ou 20 ans, n'aurait, dans la meilleure hypothèse, recueilli que des sourires indulgents. Aujourd'hui, la nécessité de reculer l'horizon se précise constamment. Les plans de cinq ans ayant vite paru insuffisants, la vue a porté plus loin et déjà une commission du Commissariat Général au Plan explore l'année 1985.

Si l'on peut se féliciter de voir se développer ce souci, encore faut-il redouter les effets possibles de plongées dans le temps mal assurées, qui, sous la poussée de l'affectivité ou d'intérêts trop étroitement calculés, tourneraient assez vite à l'utopie, dans le sens défavorable du mot, et aux contremesures.

Faute d'une science consommée, peut-être un empirisme indigent fournirait-il encore les moins médiocres solutions pratiques.

*

* *

C'est dans ces conditions, dans cette atmosphère, en quelque sorte, qu'est né en Septembre 1961 le Centre d'Etude de la Prospection Economique à Moyen et Long Termes, dit C.E.P.R.E.L.

La mission du CEPREL est d'étudier et d'améliorer les méthodes de planification et de prévision du développement en économie industrialisée. Aussi ses principaux clients intellectuels sont ils au Commissariat Général au Plan, à l'INSEE, au SEEF et dans tous les organismes responsables de la croissance de l'économie française ou spécialisés dans son analyse.

Le Centre a, en outre, une vocation internationale et participe de façon suivie aux activités de l'Association Scientifique Européenne pour la Prévision Economique à long Terme.

Les promoteurs de la création du CEPREL, parmi lesquels on compte Messieurs P. MASSE, C. GRUSON, F. BRAUDEL et P. FIGANIOL, et auxquels vont nos remerciements, ont voulu lui donner des moyens d'existence encore modestes mais réguliers et lui assurer la nécessaire indépendance scientifique.

Financé par la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique le Centre est rattaché à l'Association MARC-BLOCH et par là à la 6ème Section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes. Il comprend actuellement une dizaine de chercheurs (dont moitié à mi-temps) dont les travaux, publiés par son Bulletin, montrent suffisamment la qualité.

Pour diriger un tel organisme, nul choix ne pouvait être plus heureux que celui de M. Jean BENARD. Ses préoccupations sociales, l'étendue de ses connaissances, le cumul rare qu'il a réalisé des spéculations théoriques et des recherches pratiques, la liaison qu'il assure, en somme, entre les deux écoles économiques françaises, et qu'il soit permis de l'ajouter, l'ampleur de son espérance de vie scientifique, tout le prédisposait à cette tâche délicate, à la fois travail de mise en ordre et oeuvre de pionnier.

*

* *

Depuis une vingtaine d'années, la connaissance des rouages de l'économie et la science de planification ont fait des pro-

grès considérables. La création du Commissariat Général au Plan en 1946, alors que les techniques étaient bien incertaines, pour ne pas dire davantage, pouvait passer pour franchement illogique. Des esprits positifs auraient volontiers proposé de faire passer l'étude des méthodes et la formation des hommes avant la création de l'instrument. C'eût été mal connaître les lois d'une société en marche, qui passe son temps à corriger des distorsions, à chercher à aligner les secteurs attardés sur les secteurs avancés, suivant la formule "Je vaudrais par ce qui me manque" devise propre au développement. Ce geste audacieux suscitait un besoin; l'organe a créé la fonction, le mouvement a été prouvé par la marche.

Certes, la méthode est, dans son principe, loin d'être toujours recommandable. Provoquer délibérément un déséquilibre, un besoin, n'a de valeur créatrice que si le geste est opportun, bien lancé dans la bonne direction. Personne ne conteste aujourd'hui que ce fut bien le cas, en l'occurrence.

De tâtonnement en tâtonnement, de plan en plan, nous sommes parvenus à la situation actuelle, que l'on peut qualifier de préscientifique, voire de scientifique, si nous voulons bien à la fois reconnaître notre ignorance en bien des domaines et profiter des leçons du récent passé.

Nous voici parvenus au point le plus délicat peut-être: la science économique a trop longtemps été considérée (faut-il parler seulement au passé?) comme un exercice intellectuel, la tâche des uns étant d'établir des constructions satisfaisantes pour l'esprit, voire pour le cœur, celle des autres, les plus nombreux, d'analyser et de comparer avec soin les divers systèmes ainsi élaborés. Dans ce concept, l'expérience ne tient qu'une place modeste et la mesure systématique un rôle plus réduit encore. Il suffit que lesdites constructions, édifiées par les novateurs, ne soient pas trop en désaccord avec les faits tels qu'ils apparaissent aux hommes de leur culture et de leur milieu social.

En science physique, le critère fondamental n'est pas la véracité, mais l'utilité. Ce que l'on demande à une théorie scientifique n'est pas d'être "vraie", mais de fournir une explication commode, essentiellement provisoire, des faits observés jusque là (opération assez facile) et surtout de permettre de prévoir d'autres faits. Ce sont ceux-ci les véritables juges. L'homme de science est un infidèle, voire un traître, qui renie ses enfants, qui abandonne ses êtres chers et familiers pour en adopter d'autres qui s'avèrent plus appropriés. "Rien ne nous rend si grands qu'une grande douleur", qu'un affreux déchirement, que ce soit celui de Galilée, de Pasteur, d'Einstein ou de Freud.

Il faut bien reconnaître que, dans les sciences humaines, nous sommes encore loin de pareilles disciplines. Et cependant, elles sont plus nécessaires encore qu'en sciences physiques et naturelles, car, aux progrès mêmes de la prospection des secrets de la nature, s'ajoutent ici les changements des hommes eux-mêmes. Si nous pouvons admettre la permanence de "l'attitude" du sodium ou de telle radiation, il faut absolument renoncer, pour les hommes, à une telle commodité; raison supplémentaire pour accorder plus de souci à l'observation qu'à la fidélité.

Ce souci ne peut se limiter à l'observation au jour le jour, au mois le mois. Pour construire des plans futurs, avec quelque chance de succès, il est indispensable de procéder à une critique serrée de l'exécution des précédents, de distinguer les réussites des échecs, en accordant naturellement plus d'attention à ceux-ci. Sous cet angle, chaque observation est un sujet de satisfaction ou un facteur d'améliorations futures.

L'analyse des résultats du III^o Plan, présentée ici, est un travail de haute qualité, qui, tout en permettant de mesurer les progrès accomplis en France, dans la science économique, est la promesse d'une réussite plus accentuée dans la multiplication des richesses et leur distribution, objectif économique fondamental.

Dans cette stratégie délicate, qui met en oeuvre des mécanismes de plus en plus complexes, nous sommes encore, il faut le dire, des apprentis. Seules les certitudes de l'ignorance peuvent être la base de jugements personnels assurés, combien divergents, bien entendu. Mais l'existence d'une recherche scientifique donne, pour l'avenir, de précieuses promesses de lumière.

Il reste à espérer que des travaux de si haute valeur bénéficient de relais suffisants pour que soit évitée une déplorable scission entre les spécialistes et l'ensemble de la population. Nous formulons ici un vœu fervent en faveur d'une large diffusion, avec des méthodes appropriées, des résultats les plus accessibles. La science humaine ne saurait se séparer, si faiblement que ce soit, du souci de la pleine démocratie, qui, elle aussi, relève de la prospection... à moyen et à long termes.

INTRODUCTION GENERALE

par Jean BENARD

L'expérience française de planification à moyen terme peut sembler aujourd'hui parfaitement connue. Ses institutions, ses méthodes d'élaboration et d'exécution, son orientation et sa portée ont été décrites par des voix autorisées et par des ouvrages devenus classiques.

Cependant, l'étude rigoureuse des résultats des plans français comparés aux prévisions ou objectifs énoncés par eux, ni surtout l'analyse des causes de divergence entre l'avenir prévu et l'avenir observé n'avaient jamais encore été opérées de façon systématique.

Certes des efforts partiels ont été de longue date déployés en ce sens. Chacun des trois derniers Plans débute par un chapitre consacré à la description de l'état de l'économie française et aux progrès accomplis sous l'égide du Plan précédent. Des rapports annuels "d'exécution du Plan" font état des opérations de modernisation réalisées. Enfin les services d'élaboration du Plan (Commissariat Général du Plan, I.N.S.E.E., S.E.E.F.) n'ont cessé de critiquer et d'amender leurs propres techniques prospectives ainsi qu'en témoignent les progrès remarquables affichés par celles-ci.

Il n'en reste pas moins que la multiplicité et l'hétérogénéité des documents traitant de l'exécution des Plans affaiblissent leur portée explicative.

Jusqu'à ces toutes dernières années les rapports annuels d'exécution ne se préoccupaient de comparer prévisions et résultats que pour l'ensemble de l'économie nationale et pour quelques secteurs privilégiés, l'accent étant principalement mis sur les réalisations sans que les objectifs, qui devaient en principe les commander, soient toujours rappelés de façon précise. L'hétérogénéité des nomenclatures et des modes d'évaluation s'opposent aussi à une comparaison avec les chiffres de la comptabilité nationale rétrospective. Avec le Plan Intérimaire et le IV^o Plan un tournant semble avoir été amorcé. Le

premier présente quelques confrontations dans le cadre comptable national désagrégé; les annexes statistiques du second adoptent délibérément ce même cadre, ce qui facilitera beaucoup le contrôle de l'exécution. Enfin l'un des principaux soucis du rapport d'exécution 1962-1963 est de déterminer le degré de réalisation du Plan en cours afin de mesurer le chemin restant à parcourir.

Ces efforts partiels doivent être complétés et systématisés. Ils doivent l'être parce que, comme tout projet humain, un plan ne vaut que par son exécution. Au moment où, soucieux de stimuler la croissance de leurs économies nationales, gouvernements et économistes étrangers se penchent avec intérêt sur l'expérience française de planification, au moment aussi où les conditions de celle-ci se trouvent profondément modifiées par notre participation au Marché Commun Européen et par l'ouverture de nos frontières économiques, le contrôle de l'efficacité de notre gestion économique nationale et de la modernisation rationnelle de nos structures se pose avec plus d'acuité que jamais.

Le Plan, par la vue synthétique qu'il nous donne des perspectives et des contraintes du développement, est l'instrument privilégié de cette gestion et de cette modernisation. Encore faut-il qu'il passe dans les faits et qu'en cas de résistance de ces derniers les raisons en soient analysées.

La nécessité d'une connaissance précise des résultats ainsi que des obstacles et des facteurs de succès rencontrés est d'autant plus pressante que le Plan est moins impératif.

Etant alors obligé de se servir de stimulants et de freins indirects pour amener les entreprises les capitaux et les travailleurs à adhérer aux priorités qu'il énonce, le Plan doit être des plus attentifs aux contradictions physiques, aux incompatibilités financières, voire aux conflits de conduite économique des Groupes sociaux en présence révélés par l'expérience vécue.

Mais, pour ce faire, l'étude aussi complète que possible des conditions d'élaboration et d'exécution d'un Plan entier, l'analyse des résultats obtenus et des causes d'écart entre prévisions et réalisations, s'imposait.

C'est pourquoi, avec l'accord du Commissariat Général au Plan et avec son appui comme avec celui du Directeur Général de l'I.N.S.E.E., le CEPREL a entrepris en 1962 l'étude d'un cas précis: celui du III^o Plan français de modernisation et d'équipement.

Le choix du III^o Plan s'imposait pour deux raisons. Il est

le dernier Plan en date dont la période d'exécution (1958-1961) soit révolue. Il est le premier dont les évaluations prospectives aient été guidées par des projections préliminaires puis synthétisées dans le cadre d'un Tableau Economique d'ensemble de la Comptabilité Nationale française, de sorte qu'un "test de cohérence" a pu leur être appliqué, ce qui est devenu l'un des traits distinctifs des plans français à moyen terme.

Ayant concentré ses efforts sur les "secteurs de base" et sur les tâches urgentes de reconstruction, le 1er Plan n'avait pu procéder de la sorte et le II^o Plan, amorçant déjà cette démarche, avait dû s'en tenir à des comptes prospectifs très agrégés, la Comptabilité Nationale française en étant alors à ses débuts.

En dépit de ces éléments favorables, des difficultés considérables, déjà pressenties au départ, ont surgi en cours d'étude. Tant en raison d'accidents économiques conjoncturels que des évènements politiques, la préparation du III^o Plan a duré trois ans et demi (1956-1959) et a subi bien des avatars. Au cours de son exécution (1958-1961) le Marché Commun Européen qui ne figurait pas explicitement dans les hypothèses prospectives, a été mis en place, tandis que le conflit algérien (dont on prévoyait la cessation) se poursuivait. Enfin, dans le domaine statistique et comptable, des modifications de séries numériques et de nomenclatures affectaient l'observation des résultats. Mais ce sont là des périls qui assaillent inévitablement l'historien économiste surtout s'il veut mesurer quantitativement les phénomènes. Il ne peut reculer pour cela.

L'objet de l'étude entreprise a consisté, non seulement à comparer systématiquement dans un cadre cohérent et normalisé, les objectifs ou prévisions du III^o Plan et les résultats obtenus, mais encore à tenter d'analyser les causes des écarts éventuellement constatés entre prévisions et réalisations.

Les problèmes conceptuels et numériques soulevés par la confrontation des grandeurs prospectives et rétrospectives sont exposés en introduction du Livre I ci-après.

Quant à l'analyse des causes d'écart on peut envisager de la mener à deux niveaux : celui de l'élaboration du Plan et celui de son exécution.

Trois séries d'erreurs ont pu être commises lors de l'élaboration d'un plan.

Erreur sur les Hypothèses d'abord, affectant le cadre institutionnel, les relations internationales, la conjoncture mondiale, voire les tendances démographiques. Dans ce domaine l'erreur peut se manifester par défaut, comme dans le cas du

III° Plan qui ne se préoccupa guère des répercussions du Marché Commun.

Erreur sur les méthodes prévisionnelles ensuite, en particulier sur les relations et les paramètres unissant dans un réseau d'interdépendance les variables économiques directement ou indirectement affectées par le Plan. Lorsque ces relations sont formalisées la mesure de l'erreur éventuelle s'en trouve facilitée; elle reste encore possible quand les méthodes de calcul d'une grandeur sont explicitées. Elle est impossible dans les cas contraires, hélas encore trop fréquents. Notons que le repérable d'une erreur sur les méthodes prévisionnelles doit, le plus souvent, remonter le long d'une chaîne causale et procéder par éliminations successives. Ainsi l'erreur sur un volume de production d'une branche donnée peut provenir d'une erreur sur l'évaluation de la demande finale, ou sur les coefficients techniques du tableau d'échanges interindustriels prospectif ou, enfin, sur les plafonds de capacité de production et leur éventuel rehaussement par des investissements. Le troisième groupe d'erreurs prévisionnelles concerne le choix des instruments de politique économique destinés à faciliter l'exécution du Plan. Plus délicates encore à détecter que les premières, ces erreurs affectent, pour l'essentiel, l'efficacité et l'intervalle de validité des instruments.

Au niveau de la réalisation du Plan, mieux vaut parler de "facteurs d'inexécution" plutôt que d'erreurs, car certains de ces facteurs sont objectivement justifiés. Nous laisserons de côté les modifications imprévues des hypothèses de base, puisque nous les avons considérées comme des erreurs prévisionnelles. Relèvent, en revanche, des facteurs d'inexécution, les modifications délibérées d'objectifs. Le sous-emploi, enfin, des instruments prévus concourt à l'inexécution du Plan. S'il n'est pas dû à une erreur prévisionnelle sur leur efficacité, ce sous-emploi ne peut être imputé qu'à la pression des groupes d'intérêt ou à des engagements internationaux contractés après l'élaboration du Plan.

Ces distinctions, trop rapidement esquissées ici, pour acceptables qu'elles soient, sont malaisément traduisibles en termes de politique économique. En particulier le groupe des facteurs d'inexécution se laisse plus mal cerner encore que celui des erreurs prévisionnelles. L'analyse de la portée des écarts et de leurs causes se heurte en effet à plusieurs obstacles.

Il s'en faut de beaucoup, tout d'abord, que le classement en objectifs et instruments des variables économiques contrôlées directement par l'Etat soit clairement établi. A côté des

objectifs proprement dit, assignés par l'Etat à ses propres services publics, voire aux entreprises publiques ou nationalisées, de simples "perspectives" destinées au secteur privé situent le plan entre le prévisible et le souhaitable. Si l'on admet, par ailleurs, que strictement parlant, seules ont droit au titre d'"instruments" les grandeurs économiques que l'Etat peut modifier directement (dépense publique, fiscalité, taux de change, réglementation du crédit, ...), bon nombre d'objectifs intermédiaires vont s'intercaler entre objectifs finals primaires et instruments. Si, par exemple, l'accroissement de la consommation finale et le plein emploi de la main-d'oeuvre sont considérés comme objectifs primaires, investissements, commerce extérieur et productions sectorielles seront traités en objectifs intermédiaires, dont il nous faudra vérifier le degré de réalisation sans y attacher autant d'importance qu'à celui des objectifs primaires, puisqu'une économie sur les moyens est, au contraire, des plus profitables si les fins sont atteintes.

Mais c'est surtout du côté des instruments d'exécution du Plan et de leur efficacité que nos connaissances sont singulièrement minces. Les documents préparatoires et le texte même des Plans sont souvent discrets en cette matière. Quant aux études quantitatives rétrospectives, au demeurant fort délicates, elles sont encore des plus rares. C'est dire combien l'analyse visant à imputer une part des écarts de réalisation, à la défaillance ou à la modification délibérée des instruments de politique économique, est difficile.

Se proposant de régir l'avenir à moyen terme, mais astreint dans un nombre croissant de domaines à scruter un horizon à long terme, le Plan se heurte enfin à cette "incertitude pure" échappant aux probabilités objectives, justement soulignées par M.P. MASSE. De plus l'exécution d'un plan qui se veut souple et peu contraignant, ne peut être appréciée de façon trop rigide. Doit-on dès lors, tenir pour intangibles tous les objectifs (ou perspectives) de l'année terminale d'un plan ? Doit-on, au contraire, considérer comme hautement rationnels les changements d'objectifs intervenus en cours d'exécution face aux obstacles rencontrés, et ne juger des résultats que par rapport aux objectifs modifiés ?

Parmi les solutions possibles les trois plus commodes et plus fructueuses semblent être les suivantes.

La première a été proposée par M. Massé. S'inspirant des processus de décision séquentiels, elle consiste à distinguer, dans le Plan initial avant toute modification en cours d'exécution, l'irréversible et le révoquant et, partant, des objectifs intangibles et des objectifs flexibles. On peut penser que feraient partie du premier groupe les objectifs les plus certains

et ceux dotés des priorités les plus élevées. Cette solution, de beaucoup la plus séduisante, n'est malheureusement pas encore appliquée. Nous n'avons donc pas pu nous y référer.

Une seconde solution considère, elle aussi, que le Plan est un ensemble de stratégies alternatives mises en oeuvre selon les circonstances pour atteindre des buts fondamentaux dans les meilleures conditions possibles. Mais ici les variantes stratégiques ne sont pas simultanément définies dès l'origine; elles se succèdent dans le temps, l'insuccès de la première - par suite d'inefficacité foncière ou de modification imprévue de la conjoncture - conduisant à en élaborer une seconde. Tel fut le cas du III^e Plan dont la stratégie initiale fut partiellement rectifiée en cours de route par celle du Plan Intérimaire. Il conviendra, alors, de mesurer les écarts entre prévisions et réalisations et d'analyser leurs causes pour chacune des deux stratégies en n'oubliant pas que si une révision vaut mieux qu'un échec, elle ne signifie pas pour autant - bien au contraire - le succès total des prévisions initiales. Notons, pour en terminer avec cette seconde procédure, que, pour être valable, elle doit s'appliquer à des stratégies visant les mêmes buts fondamentaux ou objectifs prioritaires, faute de quoi, mieux vaudrait parler d'abandon du Plan initial et de son remplacement par un autre. De même la généralisation abusive de la formule, qui adapterait continuellement les objectifs du Plan à moyen terme aux avatars de la politique conjoncturelle ("Plan glissant") assujettirait le plan de développement à la politique à court terme, excluerait donc toute ambition de modification délibérée des structures en même temps qu'elle rendrait inutile, parce que sans objet, la vérification de la réalisation de buts toujours changeants. Dans ses formes extrêmes la seconde solution a été écartée. Nous avons, en revanche, cherché à mettre en évidence les degrés de réalisation de chacune des deux stratégies successives (III^e Plan et Plan Intérimaire), tout en nous attachant principalement à la première, beaucoup plus fouillée et qui a défini les principaux objectifs de la période.

Reste une troisième méthode, plus empirique et plus fruste, qui considère que les objectifs de l'année horizon du Plan représentent un point sur une ligne de tendance et non sur une courbe conjoncturelle. Autour de ce point un "intervalle de fluctuations admissibles" devrait être quantitativement défini, ce qui permettrait d'assouplir la notion d'indice de réalisation. Admettre que ces indices sont valables à quelques pour cent près, est une façon de définir l'intervalle en question, et c'est, pratiquement, ce que nous avons fait le plus souvent.

Inspirée par ces préoccupations notre étude a été conduite à deux niveaux.

Le premier, aride mais indispensable, est d'ordre statistique et comptable. Il confronte les prévisions et les réalisations du III^e Plan pour l'ensemble de l'économie nationale, subdivisée en 17 secteurs, puis, de façon plus détaillée, pour quelques secteurs témoins.

Sur les bases numériques les plus solides et homogènes possibles, ainsi établies, nous avons alors abordé le niveau de l'analyse explicative. Celle-ci porte sur les hypothèses fondamentales et les techniques de prévision utilisées par les planificateurs, dans la mesure où elles avaient été explicitées, ainsi que sur les instruments prévus et ceux effectivement utilisés. Nous avons enfin tenté d'élucider les comportements des divers agents économiques, au cours de la période étudiée. L'attitude de ceux-ci, leur position dominante ou dominée dans l'économie peut expliquer le choix de certains objectifs ou instruments au niveau de la prévision puisque, rappelons-le, la plupart des groupes économiques participent à l'élaboration de cette dernière. Cette attitude est peut-être encore plus significative lorsqu'il s'agit d'expliquer les conditions d'exécution du Plan dans la mesure où celle-ci est l'oeuvre de ces divers groupes économiques, qu'ils soient publics ou privés.

Nous n'avons pas cru devoir limiter notre recherche aux flux macroéconomiques. Il a paru intéressant de compléter ce travail au niveau général par des études spécifiques portant sur des secteurs particulièrement représentatifs de certaines structures de l'économie et susceptibles d'apporter des éléments d'informations détaillées et par là même plus proches de la réalité.

L'optique que nous avons adoptée pour suivre cette étude nous conduit ainsi à présenter le résultat de nos travaux selon le schéma suivant:

Le Livre I exposera l'analyse des données chiffrées prévues et réalisées par le III^e Plan dans le cadre synthétique et rigoureux de la Comptabilité Nationale. Cette confrontation permettra d'aborder au niveau macroéconomique les problèmes de techniques de prévision et les erreurs susceptibles d'affecter les hypothèses faites sur le déroulement des événements politiques, économiques ou sociaux. Ces deux aspects de la prévision concernent avant tout le domaine des objectifs qui sont étudiés ici. Le Livre II examinera au contraire plus particulièrement les instruments de la politique économique prévus ou utilisés pour l'exécution du Plan. Plutôt que de nous livrer à une analyse exhaustive mais forcément rapide, nous avons préféré approfondir deux points essentiels : le financement des investissements et les méthodes de contrôle et de promotion des échanges extérieurs. Ce Livre tentera de faire apparaître le comportement des divers agents envers le choix et la mise en oeuvre

des instruments d'exécution du Plan; de ce fait il permettra peut-être d'apporter quelques éclaircissements sur les procédures concrètes de décision politique. Enfin, nous réunirons dans un Livre III des études plus fouillées portant sur des secteurs précis, qui apporteront à partir de cas concrets des précisions à la fois sur les techniques de prévision et sur les moyens d'exécution du Plan.

Le Livre I, intitulé Analyse des Comptes de Flux économiques, fait l'objet du présent bulletin. Les Livre II (Analyse de la Politique Economique d'exécution du Plan) et III (Les études Sectorielles-Témoins) encore inachevés, paraîtront ultérieurement.

LIVRE I

ANALYSE DES COMPTES DE FLUX ECONOMIQUES

par Jean **BENARD**, Claude **ROUX** et Catherine **GIRARDEAU**

avec la collaboration de Michel **MANUEL** (1)

Nous présentons ici les résultats de notre comparaison chiffrée dans le cadre de la Comptabilité Nationale entre prévisions et réalisations. Cette comparaison a été effectuée à deux niveaux différents. D'une part nous avons analysé les opérations portant sur biens et services à un degré aussi désagrégé que possible (qui n'a pu dépasser faute de renseignements suffisants dix-sept secteurs). D'autre part, nous avons confronté les tableaux économiques d'ensemble prévu et réalisé, nous penchant alors sur les conditions de l'équilibre financier. Auparavant nous avons rassemblé les données disponibles en matière démographique. Avant de proposer nos conclusions chiffrées nous montrerons quelles sont les difficultés inhérentes au travail effectué, à la fois pour avertir de ses limites et pour éliminer à l'avenir certains obstacles au contrôle de la réalisation des plans. Deux types de difficultés nous semblent ici devoir être distinguées: certaines tiennent aux sources documentaires du plan, d'autres sont d'ordre proprement statistique.

(1) Nous tenons à remercier ici, les personnes qui nous ont aidé dans cette étude et plus particulièrement, Monsieur Ph. MADINIER, chargé de mission au Commissariat Général au Plan, pour la collaboration qu'il a bien voulu nous apporter.

I - DIFFICULTES D'ORDRE DOCUMENTAIRE

Il peut paraître curieux qu'un problème se pose à ce niveau puisque le Plan est toujours publié, et ce dans un document officiel. Toutefois force est bien de constater que ce texte -qui légalement représente seul le Plan- se trouve être parfois très insuffisant, notamment lorsqu'il s'agit de confronter des chiffres. Par ailleurs, il arrive que le Plan soit modifié en cours d'exécution, comme ce fut le cas pour le troisième. Cette procédure a même été envisagée comme normale au début du IV^o Plan (1). Il reste alors à savoir quels objectifs doivent être retenus en dernier ressort pour les confronter avec les réalisations.

A) Les documents de base du III^o Plan

L'histoire de l'élaboration du III^o Plan est assez mouvementée puisqu'amorcée dans les derniers mois de 1955, celle-ci se prolongea presque jusqu'à la parution du Décret du 19 Mars 1959 officialisant un Plan qui eut d'abord l'ambition d'être quinquennal avant de redevenir -le temps aidant- quadriennal.

En fait, après l'étape des projections préalables (2), les travaux essentiels eurent lieu dans les années 1956 et 1957 et furent jalonnés par l'établissement de deux documents principaux. En juillet 1957 le Rapport du Groupe de l'Equilibre (3) sur la synthèse des travaux préparatoires du III^o Plan procédait à un premier test de cohérence à partir des travaux des Commissions. Ensuite tandis que l'on transposait le compte prospectif 1961 des Biens et Services dans une nouvelle nomenclature S.E.E.F. en 195 postes, des améliorations étaient apportées, certains choix effectués pour aboutir en Février 1958 à une synthèse que l'on peut qualifier de définitive, comportant un compte 1954 et un compte prospectif 1961 des Biens et Services détaillés en 195 postes exprimés en francs 1954, valeur adoptée jusque là pour la plupart des travaux.

-
- (1) Communication de M. P. MASSE au colloque pour une planification démocratique. Cahiers de la République - Juin 1962 - P. 455.
 - (2) Retraccée d'une part dans les "Perspectives de l'économie française en 1965" (publié en Juin 1956) et d'autre part le "Projet de Rapport sur les Perspectives de l'Economie Française en 1961" (doc. rénéoté, daté du 25 Août 1956).
 - (3) Groupe qui, rappelons-le, fonctionne au sein de la Commission Générale de l'Economie et du Financement.

Mais avec l'année 1958, c'est la phase exécutoire du Plan qui débute; la publication s'impose et il paraît judicieux à cet effet d'"actualiser" un travail élaboré en francs 1954, sur une base 1954 désormais lointaine. On procède alors à plusieurs transpositions en vue de présenter le III^o Plan sur la base de l'année 1956 en francs 1957. Les événements politiques de l'année 1958 expliquent enfin que le Plan, objet secondaire des préoccupations de l'heure, ne paraisse qu'en Mars 1959, bien que le rapport général préparé par le Commissariat au Plan fût prêt depuis le mois d'Août 1958 (1).

En face de documents aussi nombreux, un choix s'imposait donc. A priori celui-ci devait privilégier le travail présentant à la fois le caractère le plus officiel, le plus récent et le plus détaillé. Or si le Plan tel qu'il est publié au Journal Officiel du 22 mars 1959 (2) est sans conteste le document le plus récent et le seul légal, il peut difficilement servir de base à notre recherche. En effet, bien que le J.O. donne plus de chiffres que la plupart des plans étrangers, les renseignements chiffrés y demeurent insuffisants et en particulier les données en termes de comptes nationaux. Au niveau des objectifs physiques seuls les agrégats prévus pour 1961 sont publiés (3), sans reprendre les travaux détaillés figurant dans le Rapport du Groupe de l'Equilibre et la Synthèse de février 1958 qui avait servi à les élaborer. Quant à la répartition des revenus et au financement du Plan, il n'y est fait aucune allusion chiffrée dans la brochure du J.O. Ce texte n'a également pas repris divers travaux ayant porté notamment sur les valeurs ajoutées et les taux de productivité. Ces lacunes s'expliquent essentiellement par deux raisons: d'une part certains travaux étaient considérés comme trop imparfaits ou provisoires pour être publiés (c'est le cas en particulier de ceux traitant des problèmes délicats de financement du Plan). D'autre part une certaine volonté de ne pas alourdir le texte légal du Plan s'est manifestée.

Parallèlement au silence du document officiel, et pour les mêmes raisons semble-t-il, signalons le caractère incomplet des sources au niveau des travaux préparatoires: ceux-ci sont en effet loin d'être actuellement tous disponibles dans la mesure où leur conservation et leur classement n'ont guère été entrepris de façon systématique par les Services intéressés. Ce

(1) Voir annexe I retraçant la succession chronologique des documents d'élaboration du III^o Plan.

(2) Que nous appellerons le plus souvent "Brochure du J.O."

(3) P. 38.

dernier état de faits nous semble particulièrement regrettable. Les lacunes du texte officiel peuvent se justifier par le désir de ne pas donner des armes — nous voulons dire des chiffres — à une opinion mal informée qui risque d'en faire un usage peu scientifique (1). En revanche on conçoit mal que les planificateurs ne conservent pas soigneusement les bases sur lesquelles reposent leurs prévisions dans la mesure où ils accordent une certaine valeur à ces dernières. Cette imprévoyance ne peut que les desservir à long terme puisqu'elle les empêche de vérifier à posteriori la validité de leurs calculs (2).

L'utilisation des documents préparatoires du III^e Plan, malgré leurs lacunes, nous a donc paru s'imposer puisque ceux-ci sont la véritable base scientifique de la planification. Au niveau des biens et services, parmi les travaux successifs, nous avons retenu la Synthèse de Février 1958 en francs 1954 (3). Nous avons en effet écarté — après les avoir étudiées et avoir consulté un certain nombre de personnes ayant participé à la préparation du III^e Plan — les diverses notes détaillées qui font le lien entre la Synthèse parue au début de l'année 1958 et la Brochure du Journal Officiel de Mars 1959. Ces notes ont consisté à convertir les objectifs physiques en francs 1954 en objectifs exprimés en francs 1957, tout en les transposant dans la nomenclature du S.E.E.F. en 65 postes. Or cette double transformation a entraîné des erreurs sensibles. Tout d'abord il est avéré que les indices de prix 1957/1954 utilisés à l'époque rendaient mal compte de la réalité. Ensuite la nouvelle nomenclature du S.E.E.F. s'ébauchait seulement en 1958, (certains postes n'existaient pas encore), et le passage de l'ancienne à la nouvelle nomenclature effectué alors laisse beaucoup à désirer; il n'a d'ailleurs eu lieu que pour la production totale, les importations et les exportations.

La Synthèse nous semble donc le document détaillé le plus valable pour l'étude des objectifs physiques du III^e Plan. Issue directement du Rapport du Groupe de l'Equilibre (4) et des

(1) Mais ce risque devrait disparaître avec une plus grande démocratisation de la planification et de l'information économique.

(2) Signalons que des progrès importants ont été accomplis en la matière grâce à la publication d'annexes chiffrées au IV^e Plan. Souhaitons toutefois que par exemple le tableau prospectif des opérations financières qui a été établi, mais non publié, soit disponible en 1965 lorsqu'on voudra tester la validité des perspectives adoptées en matière de financement.

(3) Que nous appellerons dorénavant "la Synthèse".

(4) Dénommé communément "Rapport Orange" (en raison de la couleur de sa couverture).

travaux des Commissions, elle résulte des calculs d'équilibre et des arbitrages auxquels on a dû procéder entre le mois de Juillet 1957 et la fin de cette année. Les travaux ultérieurs ne sont qu'une traduction parfois imprécise de ce document fondamental.

Ce choix nous a permis d'utiliser alors d'autres travaux dans la mesure où ils reprenaient les mêmes chiffres que ceux de la Synthèse. Ce fut le cas notamment pour les investissements pluri-annuels pour la période 1958-1961 et pour la productivité distinguée selon trois secteurs. Enfin nous nous sommes servis à deux titres du Rapport du Groupe de l'Equilibre, malgré son caractère provisoire. D'une part nous avons retenu le tableau économique prospectif établi par ce document puisque ce sont là les seules prévisions chiffrées dont nous disposons en matière de revenus et d'épargne. Nous avons alors modifié certaines données en vue de rendre ce tableau cohérent avec la Synthèse. D'autre part ce rapport nous a été extrêmement précieux dans la mesure où il donne quelques détails sur les méthodes même de prévision.

En définitive le critère de choix des documents définissant le III^o Plan a été pour nous la correspondance avec les chiffres de la Synthèse ou ceux de la Brochure du J.O. Au niveau de l'explication par contre, tous les travaux préparatoires nous ont paru dignes d'attention. Nous nous sommes ainsi servis de toutes les notes disponibles des divers groupes de travail ou des services. En outre nous avons approfondi certaines questions grâce à des entretiens avec les personnes responsables de la planification à cette époque.

B) Le problème du Plan Intérimaire (1)

Nous rencontrons ici le problème de l'immutabilité du Plan. Lorsque celui-ci fait l'objet de redressements en cours de route, que faut-il retenir comme objectif définitif prévu par les planificateurs au moment de juger la validité de leurs prévisions? Nous avons décidé de retenir avant tout les prévisions initiales du III^o Plan, et non celle du Plan Intérimaire, pour diverses raisons.

Le Plan Intérimaire apparaît tout d'abord comme un document assez incomplet: la mise au point à laquelle il a donné lieu ne peut en aucun cas se comparer aux travaux normaux d'élaboration du Plan quadriennal, même si certaines commissions

(1) Le Plan Intérimaire est paru au début de 1960.

se sont réunies. Il en résulte que les objectifs n'ont pas le caractère détaillé qui est le leur dans le III^o Plan. Toutefois, en considérant le Plan Intérimaire comme un cas particulier on pourrait concevoir que le Plan soit repris systématiquement dans le détail au bout d'un certain délai pour l'adapter à la réalité. Il s'agirait sans doute là d'une procédure assez lourde; en outre et surtout, elle risque de modifier la nature même du Plan qui se transformerait en un budget économique. Tel nous paraît en particulier être le caractère du Plan Intérimaire.

S'il faut dans notre travail comparatif substituer au III^o Plan le Plan Intérimaire nous tombons sous le coup des critiques que l'on a pu adresser au "Plan glissant" dont la principale est de faire disparaître le contenu même du Plan, et donc de dénier toute signification à la planification à moyen terme. Il ne resterait plus alors que des "perspectives" dans lesquelles s'inséreraient des budgets économiques annuels ou bisannuels. Remarquons que les Comptes de la Nation de l'année 1961 ont procédé à une confrontation des prévisions du Plan Intérimaire avec les réalisations comme cela se fait habituellement pour les budgets économiques. La base retenue était l'année 1959 comme dans les prévisions, et le raccordement avec les objectifs du III^o Plan n'était pas envisagé. Au contraire les rapports des commissions de même que le chapitre introductif du IV^o Plan, retiennent les prévisions initiales du III^o Plan en vue de les confronter aux réalisations, puisqu'il s'agissait principalement d'en tirer quelques enseignements sur la valeur des techniques de prévision à moyen terme en vue de préparer le Plan suivant.

Le caractère de budget économique du Plan Intérimaire nous conduit donc à considérer celui-ci avant tout comme un moyen d'exécution du III^o Plan; son influence en tant que tel apparaît d'ailleurs bien sur le déroulement des années 1960 et 1961. Nous utiliserons par conséquent ce document de la façon suivante: au niveau des agrégats nous comparerons à la fois les prévisions initiales du III^o Plan et celles du Plan Intérimaire avec les réalisations en particulier pour mesurer si les corrections apportées au III^o Plan se sont révélées judicieuses. Par ailleurs nous retiendrons le Plan Intérimaire comme un facteur susceptible d'éclairer les conditions d'exécution du Plan, au même titre que les divers budgets économiques établis de 1958 à 1961: nous considérerons alors ce texte comme ce qu'il a été avant tout -un instrument de politique économique conjoncturelle.

II - DIFFICULTES D'ORDRE STATISTIQUE

Nous nous sommes fatalement heurtés dans notre travail aux difficultés inhérentes à toute comparaison portant sur des données chiffrées à travers le temps, dès que la période incriminée dépasse quelques années. Le problème est particulièrement complexe du fait qu'il faut confronter des prévisions et des réalisations dans un cadre comptable qui a généralement varié. Cette discontinuité des séries de comptes nationaux s'explique si l'on songe au fait que la réalité décrite change dans sa nature même (en raison de la modification de la qualité des produits ou de l'apparition de biens nouveaux notamment), et que par ailleurs les méthodes d'investigation des comptes nationaux s'améliorent et par là même la connaissance qu'ils possèdent des phénomènes économiques (1).

Nous distinguerons le problème du choix de la série à retenir au titre des réalisations de celui posé par la multiplicité des nomenclatures pour exposer enfin le contenu de notre méthode comparative qui a permis de raccorder le cadre prévisionnel du III^o Plan au cadre de la série rétrospective de la période étudiée.

A) Choix de la série rétrospective

Les contraintes se sont révélées très restrictives en la matière. Dans la mesure où le Plan était constitué par une projection basée sur l'année 1954, il nous fallait retenir une série rétrospective 1954-1961. A l'époque où cette étude a débuté -précisément en Janvier 1962- l'unique série utilisable était celle basée sur l'année 1956 (2). Cette série reste actuellement la seule qui soit homogène pour la période 1954-1961, même depuis la parution successive des Comptes 59-62 et des Comptes révisés 1949-1959. En effet, l'I.N.S.E.E. n'a pu, -en raison du travail considérable que cela représentait- effectuer le raccord des nouveaux Comptes 1959-1962 fondés sur une étude détaillée de l'année 1959, avec les Comptes 1949-1959 qui bien que révisés restent basés sur l'année 1956.

Les anciens Comptes 1949-1961 s'ils présentent le double avantage d'être cohérents entre eux et relativement proches du cadre prévisionnel du III^o Plan, comportent pourtant deux inconvénients dont le premier nous paraît assez sérieux: l'année terminale du Plan -1961- s'y trouve retracée dans des comptes provisoires. Ceci est particulièrement regrettable dans la me-

- (1) cf. Claude GRUSON - Introduction aux Comptes de la Nation 1949-1959.
Etudes et Conjonctures n° 12 - Décembre 1963 - P.1106
- (2) Publiée d'une part dans le Volume I des Comptes parus en 1960 et d'autre part dans les Comptes de la Nation de l'année 1961.

sure où la centralisation définitive des renseignements statistiques est assez lente en France, ce qui entraîne souvent des variations importantes entre chiffres provisoires et définitifs concernant la même année. Les chiffres définitifs de l'année 1961 n'ont jamais été établis dans le cadre basé sur l'année 1956, mais simplement dans celui basé sur l'année 1959 et publiés dans les Comptes 1959-1962. Le second inconvénient provient des révisions apportées en 1963 aux Comptes 1949-1959 et 1959-1961 qui montrent que la croissance entre les années 1956 et 1961 avait été sous-estimée à l'époque: l'erreur d'appréciation a porté particulièrement sur la progression entre 1956 et 1959 des industries mécaniques et électriques et surtout du Bâtiment et des Travaux Publics pour lesquels le phénomène d'amélioration de la qualité avait été très mal évalué. Il en résulte que le taux d'accroissement de la Production et des investissements entre 1956 et 1961 apparaît actuellement plus élevé qu'à l'époque où nous avons effectué nos travaux. Comme ceux-ci étaient pratiquement terminés lorsque les nouvelles données du S.E.E.F. ont été élaborées, il nous a été impossible d'en tenir compte. Aurions-nous entrepris notre étude plus tardivement que l'utilisation des Comptes Nationaux base 1959 eût été très difficile: d'une part comme nous l'avons dit, la série récente 1954-1961 n'est pas homogène; d'autre part remodeler les prévisions du III^e Plan sur la nouvelle base 1959 aurait certainement posé des problèmes quasi insolubles, les différences de cadre avec la base 1951 des Comptes utilisés vers 1957 étant considérables. On peut enfin se demander s'il est valable d'utiliser un outil d'analyse en matière de réalisations très différent de celui possédé à l'époque de la prévision pour juger de la validité de cette dernière, dans la mesure où le moyen de connaissance peut agir et déformer la nature même du phénomène étudié. On serait ainsi amené à penser que comparer l'évolution prévue de la branche bâtiment au moyen d'un instrument qui ne permettait pas de faire apparaître l'aspect qualitatif du phénomène avec une évolution réalisée qui tient compte de cet aspect grâce à l'utilisation d'un instrument nouveau aboutit en fait à comparer deux choses différentes.

Remarquons d'ailleurs que nous n'avons pu éviter totalement cette source de distorsion dans notre travail de comparaison, puisque notre série rétrospective 1954-1961 est exprimée dans un cadre déjà différent de celui du III^e Plan. Cet obstacle, que l'on retrouvera malheureusement pour le IV^e Plan (1), est pratiquement inévitable pour nous, puisque les comptes du type de ceux du III^e Plan ont été interrompus en 1958, c'est-à-

(1) Cf. à ce sujet l'Annexe I du Rapport d'exécution du Plan pour 1962 et 1963.

dire au début de la période d'exécution de ce dernier. Il nous a paru alors inutile d'aggraver les distorsions en retenant pour la période 1956-1961 les derniers en date des comptes de l'I.N.S.E.E..

B) Problèmes de nomenclatures

Les changements de base effectués par le S.E.E.F. s'accompagnent généralement de modifications de nomenclatures. Rappelons en outre que le Commissariat au Plan jusqu'à une date très récente utilisait des classifications assez différentes de celles de la Comptabilité Nationale dans la mesure où elles se rapprochaient des concepts utilisés par les professionnels.

De ce fait nous avons dû renoncer à un certain nombre de comparaisons dans le cadre S.E.E.F. (en particulier au niveau des investissements et de la balance des paiements). Par ailleurs, en raison de la difficulté de passage entre les deux nomenclatures du S.E.E.F. nous avons été amenés à négliger de nombreux et précieux détails au niveau des prévisions. C'est ainsi qu'il nous a été impossible de regrouper les 195 produits détaillés dans la Synthèse prévisionnelle de Février 1958 entre les 65 postes des Comptes 1961 rétrospectifs. Nous n'avons pu retenir davantage la nomenclature en 28 ou en 16 produits de façon stricte en raison de difficultés au niveau des produits mécaniques et électriques. Nous avons alors adopté une ventilation en 17 postes qui retient tantôt la décomposition en 16 branches et tantôt celle en 28 branches. Cette perte d'information qui nous a ramenés de 195 à 17 produits est très regrettable, mais elle permet d'assurer que la correspondance entre nomenclatures prévisionnelle et rétrospective est tout à fait satisfaisante et ne risque pas de fausser notre travail de comparaison.

C) Méthode comparative utilisée (1)

Rendre les documents prévisionnels du III^o Plan comparables à la série rétrospective 1954-1961 adoptée par nous exigeait de leur faire subir un certain nombre de modifications.

Dans un premier stade nous avons effectué les changements de nomenclatures. Ensuite il a fallu trancher les problèmes de prix en vue de retenir une unité de mesure unique. Comme la pro-

(1) Voir Annexe II retraçant le schéma général de notre méthode.

jection est effectuée en francs constants, nous avons retenu la série rétrospective 1954-1961 en francs 1956 établie par le S.E.E.F.. Ceci nous a obligé à exprimer les prévisions en francs 1956 alors qu'elles avaient été faites en francs 1954. Nous avons vérifié que les distorsions dues aux écarts entre les systèmes de prix de ces deux années sont minimales. De ce fait elles ont été peu gênantes.

Nous pouvions alors procéder au raccordement entre l'ancien compte 1954 du III^o Plan et les comptes de la série rétrospective 1954-1961. Pour ce faire nous avons calculé à partir des valeurs absolues du III^o Plan 1954 et 1961 les taux de croissance prévisionnels retenus pour chacune des opérations envisagées. Ces taux ont été alors projetés sur le compte 1954 de la série rétrospective en vue de déterminer de nouveaux objectifs prévisionnels pour 1961. La conversion des prévisions en francs 1956 s'est effectuée à la faveur de cette opération, car nous avons retenu comme base de notre projection le compte 1954 exprimé en francs 1956 (1).

Nous obtenons de ce fait des objectifs 1961 en valeurs absolues qui sont directement comparables au compte 1961 rétrospectif en francs 1956 des Comptes de la Nation de l'année 1961. Ce procédé de raccordement nous a paru justifié dans la mesure où il est relativement conforme aux méthodes mêmes utilisées jusqu'alors par la planification française. La procédure d'élaboration du Plan (notamment le fait qu'au départ un taux de croissance soit proposé par le Gouvernement), la lecture des rapports des Commissions, enfin les conversations avec les responsables permettent de penser que l'établissement du Plan commence par le choix raisonné d'un certain rythme de croissance, compatible avec les structures politiques, économiques et sociales. La détermination d'objectifs en valeurs absolues pour l'année terminale du Plan découle principalement de ce choix.

Nous avons donc supposé implicitement que le taux de croissance adopté par les planificateurs n'aurait guère été différent si ceux-ci avaient mieux connu la réalité concernant l'année 1954. Cette affirmation ne nous paraît guère discutable étant donné la faiblesse, sauf exceptions, des écarts entre les deux Comptes ancien et actuel de 1954.

Il reste alors à déterminer l'année de base la plus judicieuse pour mesurer les effets du III^o Plan. D'une façon générale et à la différence du décret du 19 Mars 1959, nous avons

(1) Une exception importante a été apportée en ce domaine au niveau du Tableau Economique d'ensemble puisque le S.E.E.F. n'établit pas de tableau économique en francs constants. (cf. Infra - Chapitre III).

retenu 1957, puisque c'est la dernière année avant le début de la phase exécutoire du Plan: lorsque nous insistons sur la comparaison entre accroissements prévus et réalisés durant les quatre années du Plan, la rigueur impose bien de se référer à 1957 comme année de base. Il est alors possible de calculer des "indices de réalisation" exprimant le rapport entre l'accroissement réalisé et celui prévu. Toutefois il nous est souvent arrivé de retenir également 1956 ou 1954 comme année de base dans la mesure où ce procédé apportait des éclaircissements au niveau des techniques de la prévision qui s'appuyaient la plupart du temps sur ces deux années, ou même rendait notre méthode comparative plus rigoureuse (cas des Investissements). En fait le problème de l'année de base est secondaire pour nous dans la mesure où nous avons la plupart du temps utilisé des indices de réalisation calculés comme le rapport entre valeurs absolues réalisées en 1961 et valeurs absolues prévues, procédé qui n'exige pas la prise en compte d'une année de base.

En définitive la démarche suivie comporte principalement deux opérations.

Notre premier soin a consisté à calculer les taux de croissance envisagés par le Plan de 1954 à 1961 et à appliquer ces taux au compte définitif de l'année 1954 en francs 1956 (ou pour le Tableau Economique en francs 54). Un nouveau compte prospectif 1961 est ainsi obtenu qui se trouve cohérent avec le compte rétrospectif pour la même année de la série 1954-1961 que nous avons retenue. Les distorsions entre les systèmes de prix des années 1954 et 1956 pour les biens et services d'une part, et les écarts entre l'ancien et le nouveau compte 1954 pour les biens et services comme pour les opérations de répartition d'autre part, risquaient évidemment d'aboutir à un compte non équilibré. Ce ne fut pas le cas car cette double source de disparités est assez minime.

C'est ce nouveau compte prospectif 1961 que nous allons comparer aux réalisations retracées dans les Comptes de la Nation de l'année 1961. Dans un premier chapitre intitulé "Les données globales" nous présenterons les résultats en matière démographique ainsi que ceux concernant les agrégats. Le chapitre II analysera en détail l'équilibre physique au niveau des opérations sur biens et services. Le chapitre III enfin traitera de l'équilibre financier.

*

* *

ANNEXE IDOCUMENTS DE BASE POUR LA SYNTHÈSE DU III^e PLAN

DEFINITION	AMPLEUR DE LA DIFFUSION	ABREVIATION UTILISEE PAR LE C.E.P.R.E.I.
Perspectives de l'Economie française en 1965. Juin 1956 (1)	Publié	Perspectives 65
Projet de rapport sur les perspectives de l'économie française en 1961 Août 1956 (1)	Communiqué aux divers services intéressés et aux Commissions	Perspectives 61
Rapports des Commissions de Modernisation et d'Equiement; les dates de parution s'échelonnent sur les années 1957 et 1958.	Les principaux rapports sont publiés et diffusés dans le public et surtout dans les milieux professionnels	
Rapport du groupe de l'Equilibre sur la synthèse des travaux préparatoires du III ^e Plan - dit "Rapport Orange" ronéoté et daté du 19 juillet 1957 (1).	Communiqué aux divers services intéressés, aux Commissions et à un public restreint (Université, Presse économique, Bureaux d'études économiques)	Rapport Orange
Synthèse présentant 2 Tableaux Biens et Services en 195 postes en francs 1954, le premier pour l'année 1954, le second, prospectif, pour l'année 1961, dactylographié, daté du mois de février 1958	Document interne élaboré par le service des Etudes Economiques et Financières en collaboration avec le Commissariat Général au Plan.	La Synthèse
Synthèse présentant 2 Tableaux Biens et Services en 195 postes en francs 1957, le premier pour l'année 1957, le second, prospectif, pour l'année 1961, dactylographié, daté du mois de février 1958	Idem	La Synthèse en francs 1957
Note pour le Commissaire Général au Plan, qui transpose les données de la synthèse en francs 1957 dans la nomenclature en 65 postes, tout en étudiant les perspectives du III ^e Plan à la date du 7.10.1958, photocopié	Elaboré par le S.E.E.F. Diffusion restreinte dans les services intéressés	La note d'Octobre 1958
Troisième Plan de Modernisation et d'Equiement Décret n° 59-443 du 19 Mars 1959 publié au J.O. du 22 Mars 1959.	Diffusé dans le public	Brochure du J.O. ou Décret du 19 Mars 1959

(1) Documents élaborés par la Division des Programmes du S.E.E.F., en collaboration avec le Commissariat Général au Plan.

ANNEXE II

SCHEMA GENERAL DE LA METHODE UTILISEE

Les X correspondent aux Quantités de la Synthèse.

Les Y " " évaluées par le S.E.E.F. dans la série rétrospective 1954-1961.

Les données affectées du signe "prime" sont toutes des données prévisionnelles.

p = prix

Les indices sont en lettres minuscules

(1)	(2)	(3) = $\frac{(2)}{(1)}$	(4)	(5) = (3) × (4)	(6)	(7) = $\frac{(5)}{(6)}$	(8)	(9) = $\frac{(8)}{(6)}$	(10) = $\frac{(9)}{(7)} \cdot 100$	(11) = $\frac{(9)-100}{(7)-100} \times 100$
Synthèse Fév. 58 10 ⁶ NF 1954 1954	1961	Indice 61/54	1954 Compte définitif 10 ⁶ NF 56	Prévisions pour 1961 10 ⁶ NF 56	1957 Compte défi- nitif 10 ⁶ NF 56	Prévisions pour 1961 en indice 1957 = 100	Résultats pour 1961 en valeur 10 ⁶ NF 56	en indice 1957 = 100	Indices de réalisation du III ^e Plan	
$P_{54} X_{54}$	$P_{54} X'_{61}$	$x' = \frac{P_{54} X'_{61}}{P_{54} X_{54}}$	$P_{56} Y_{54}$	$P_{56} Y'_{61} = x' \cdot P_{56} Y_{54}$	$P_{56} Y_{57}$	$y' = \frac{P_{56} Y'_{61}}{P_{56} Y_{57}}$	$P_{56} Y_{61}$	$y = \frac{P_{56} Y_{61}}{P_{56} Y_{57}}$	$a = \frac{y}{y'}$	$b = \frac{100 - y}{100 - y'} \cdot 100$

CHAPITRE ILES DONNEES GLOBALES

L'élaboration des plans français débute jusqu'à présent par une projection de divers agrégats qui s'appuie sur les perspectives dégagées en matière démographique. Cette première esquisse du développement escompté par le Plan servira de cadre aux travaux détaillés des divers services d'études économiques et des Commissions. En vue d'obtenir dans ce chapitre un aperçu d'ensemble des réalisations du III^e Plan comparées aux prévisions, nous étudierons tout d'abord l'évolution démographique et l'emploi pour analyser ensuite l'équilibre des divers agrégats de ressources et d'emplois.

I - L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE ET L'EQUILIBRE DE L'EMPLOI

A) La population totale

L'accroissement de la population totale de 1956 à 1961 a été sensiblement plus important que ne le prévoyait le III^e Plan: il a atteint 5 % au lieu des 3 % qui avaient été prévus; l'écart entre le niveau effectif et le niveau prévu de la population en 1961 est à très peu de choses près d'un million de personnes.

TABLEAU 1

Variation de la population totale entre 1956 et 1961

	Evolution effective	milliers de personnes		
		Variations prévues par le III ^e Plan	Ecart 1 - 2	Ecart annuel moyen
	1	2	3	4
Population totale en 1956	43 843			
Excédent des naissances sur les décès (56-61)	1 515	993	+ 522	+ 104
Immigration nette (56-61)	805	340	+ 465	+ 93
Variation totale de 1956 à 1961	2 320	1 333	+ 987	+ 197
Population totale en 1961	46 163			

Le rapport du III^o Plan lui-même est peu explicite en matière de prévisions démographiques. Le tableau n^o 6 indique que la population totale passera de 42,8 millions en 1954 à 44,5 millions en 1961, compte tenu de l'immigration. Il est indiqué par ailleurs que l'immigration nette prévue de 1954 à 1961 représenterait 360.000 personnes actives, mais cette prévision n'est pas traduite en termes de population totale.

Les travaux préparatoires (et notamment un tableau dactylographié établi par le S.E.E.F., daté du 26 Avril 1958) permettent de pallier cette lacune.

En ce qui concerne la prévision du mouvement naturel de la population totale, les auteurs du III^o Plan se sont fondés sur les projections effectuées par MM. Henry et Pressat, dont une première version a été publiée en 1955 dans la revue *Population* (1955, n^o 1) et une deuxième version, légèrement révisée, un an plus tard, dans la même revue (1956, n^o 1).

On peut noter que les prévisions démographiques sur lesquelles étaient fondé le II^o Plan avaient, elles aussi, sous-estimé la croissance de la population totale entre 1953 et 1957, comme le fait ressortir le tableau suivant:

TABLEAU 2

Variation de la population totale entre 1953 et 1957

milliers de personnes

	Evolution effective	Variation prévue par le II ^o Plan	Ecart 1 - 2	Ecart annuel moyen
	1	2	3	4
Population totale en 1953	42 752(1)			
Excédent des naissances sur les décès (53 - 57)	1 098	1 000	+ 98	+ 25
Immigration nette (53 - 57)	461	280	+ 181	+ 45
Variation totale de 1953 à 1957	1 559	1 280	+ 279	+ 70
Population totale en 1957	44 311			

On observera que le III^o Plan a sous-estimé davantage encore l'accroissement annuel moyen de la population totale (sous-estimation de 197.000 contre 70.000 dans le II^o Plan) et ses deux composantes: immigration (sous-estimation de 93.000 contre

(1) Estimation approximativement conforme à la définition admise par l'I.N.S.E.E. pour les années 1954 et suivantes.

45.000) et accroissement naturel (sous-estimation de 104.000 contre 25.000).

10) *Le mouvement naturel de la population au cours du III^e Plan*

Il convient tout d'abord de remarquer que l'écart indiqué ci-dessus entre l'excédent prévu des naissances sur les décès et l'excédent réalisé exagère sans doute quelque peu "l'erreur" des projections démographiques sur lesquelles s'était fondé le III^e Plan, car une petite partie de l'excédent constaté de 1956 à 1961 est certainement imputable à l'immigration intervenue pendant cette période. Il n'est pas possible de donner une évaluation chiffrée de cette part. Il est seulement permis de penser qu'elle est faible et qu'en l'absence de toute immigration nette entre 1956 et 1961 le nombre des naissances, celui des décès et l'excédent des naissances sur les décès n'aurait pu différer que de quelques dizaines de milliers des nombres effectivement enregistrés qui figurent au tableau 1 (1).

La supériorité de l'accroissement naturel de la population par rapport aux prévisions tient à la fois à l'évolution de la natalité et à celle de la mortalité.

La projection sur laquelle s'étaient fondés les auteurs du III^e Plan admettait le maintien des taux de fécondité de la population féminine à chaque âge au niveau moyen observé depuis la guerre, ce qui conduisait à prévoir une baisse du nombre des naissances. Cette baisse en fait ne s'est pas réalisée: on a même enregistré une légère augmentation du nombre des naissances entre 1956 et 1961. Ce relèvement du taux de fécondité qui se manifeste dès 1957 et semble actuellement se maintenir était difficilement prévisible. Toutefois on peut se demander si cette modification n'est pas due avant tout au fait que les couples ont de plus en plus tendance à avoir leurs enfants dans les premières années du mariage, auquel cas il s'agirait d'un phénomène plus apparent que réel.

Si la mortalité a été plus faible que ne l'admettait la projection, c'est essentiellement pour deux raisons. Tout d'abord les taux de mortalité de la population âgée de plus de 45 ans ont légèrement décliné, alors que la prévision avait admis qu'ils

(1) A seule fin de situer l'ordre de grandeur concevable du phénomène signalé, remarquons qu'une immigration de 810 000 personnes au cours de la période considérée, si elle s'était réalisée selon un rythme parfaitement régulier, équivaldrait à la présence, pendant la totalité de la période, de 405 000 personnes supplémentaires, soit un peu moins de 1 % de la population totale. Il serait probablement excessif d'imputer 1 % des naissances et des décès constatés en France à cette population étant donné l'âge moyen relativement jeune et la forte prédominance masculine qui caractérise les populations migrant entre pays.

resteraient stables comme au cours de la période antérieure. Cette hypothèse paraît contestable dans la mesure où l'évolution des pays de civilisation comparable à la nôtre aurait dû permettre de constater cette baisse des taux de mortalité au-delà de 45 ans. Précisons d'ailleurs que cette erreur n'a pas été répétée par le IV^o Plan. En second lieu, le taux de la mortalité infantile a diminué un peu plus rapidement que prévu comme le montre le tableau 3.

TABLEAU 3
Taux de mortalité infantile

	en %.								
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
Prévu		34	32	30	29	27	26	24	23
Constaté	37	34	32	29	27	25	23	22	22

2^o) L'immigration au cours du III^o Plan

Les immigrants ont été près de deux fois et demie plus nombreux qu'il n'avait été prévu: cela tient principalement aux rapatriements de Français du Maroc, de Tunisie et d'Algérie (360.000 personnes environ de 1956 à 1961), dont l'éventualité avait été envisagée par les auteurs du III^o Plan sans être intégrée dans leurs prévisions chiffrées.

Toutefois l'immigration étrangère semble avoir également dépassé les prévisions: c'est en tout cas ce qui apparaît pour l'immigration nette de travailleurs étrangers. Le III^o Plan prévoyait une immigration nette de 150.000 travailleurs étrangers de 1956 à 1961 (objectif présenté comme ambitieux); selon des évaluations à vrai dire assez approximatives (1), celle-ci aurait atteint en fait 270.000.

Enfin l'immigration musulmane en provenance d'Afrique du Nord a été au contraire moins importante que prévu, du moins en ce qui concerne les travailleurs: une immigration nette de 75.000 travailleurs musulmans était prévue de 1956 à 1961; elle n'a été que de 55.000 environ.

En termes de population totale (actifs + inactifs) on peut très approximativement schématiser comme suit l'écart entre prévisions et réalisations:

(1) L'Office National de l'Immigration comptabilise les entrées de travailleurs étrangers mais non pas leurs sorties. L'évaluation de ces dernières est donc très incertaine.

TABLEAU 4

Immigration nette de population de 1956. (1) à 1961 (1)

milliers de personnes

	Prévue par le III ^e Plan (1)	Réalisée (2)	Ecart entre 1 et 2 (3)
Rapatriés d'Afrique du Nord	-	360	+ 360
Etrangers	225	370	+ 145
Algériens musulmans	115	75	- 40
Ensemble	340	805	+ 465

Les prévisions en matière d'immigration peuvent paraître particulièrement difficiles dans la mesure où ce phénomène dépend de mesures politiques souvent inspirées par les fluctuations de la conjoncture. En réalité depuis 1945 les courants migratoires se sont renforcés en raison de la diffusion accrue de l'information sur les conditions de vie dans les pays riches et la baisse des coûts de transports. Ces deux facteurs semblent plus importants que toute mesure politique prise en vue de favoriser l'afflux des immigrants, et il est donc regrettable que le III^e Plan n'en ait pas tenu compte. Cette sous-évaluation affectera d'ailleurs - également pour les mêmes raisons - les prévisions du IV^e Plan qui se trouvent déjà dépassées même en éliminant le phénomène des rapatriements d'Algérie.

En définitive une natalité plus élevée et une mortalité plus faible que prévu ont permis aux effectifs de jeunes enfants et de personnes âgées de dépasser les prévisions. Mais en même temps l'immigration plus forte venait renforcer particulièrement l'effectif des jeunes adultes. Si bien qu'en fin de compte la structure par âge de la population française en 1961 fut très voisine de celle qui avait été envisagée.

TABLEAU 5

Structure par âge de la population

en pourcentage

	1954	Prévisions 1961	Estimation 1961
0 à 19 ans	30,84	32,58	32,73
20 à 64 ans	57,71	55,73	55,61
65 ans et plus	11,45	11,69	11,65
	100,00	100,00	100,00

(1) Milieu de l'année.

Toutefois ceci n'atténue guère l'effet de l'écart entre prévisions et réalisations en matière démographique sur le niveau de vie qui sera nettement inférieur à ce qui avait été prévu. Il ne préjuge surtout pas des résultats enregistrés en matière d'emploi.

B) L'Equilibre de l'Emploi

Contrairement à ce que l'on pourrait penser en effet, l'effectif de la population active employée se trouve inférieur de 442.000 personnes aux prévisions, enregistrant un indice de réalisation de 98. (1)

TABLEAU 6
La population active

en milliers de personnes

	Prévisions			Réalizations			Indice de réalisation (7) = $\frac{(6)}{(3)}$	Variations en valeur absolue par rapport à 1954		
	1954	1961	Indice 61/54	1954	1961	Indice 61/54		prévisions	réalisations	écart
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)		(8)	(9)	(10) = (8) - (9)
Population active disponible	19 520	19 800	101,4	19 613	19 695	100,4	99	+ 280	+ 82	- 198
- contingent	320	300	93,7	307	550	179,2	191	- 20	+ 243	+ 263
- chômage	330	250	76,0	311	212	68,2	90	- 80	- 99	- 19
Total = population active employée	18 870	19 250	102,0	18 995	18 933	100,0	98	+ 380	- 62	- 442

Sources :

Prévisions : III^e Plan - P. 80. Il n'existe pas de prévisions basées sur 1956.

Réalizations : chiffres de l'I.N.S.E.E. fondés sur le recensement de 1962. (sondage au 1/20e). On remarquera que l'I.N.S.E.E. a modifié entre 1957 et 1963 les évaluations tirées du recensement de 1954.

Cet écart s'explique en premier lieu par l'évolution du contingent qui loin de se stabiliser a presque doublé entre 1954 et 1961 en raison des événements d'Algérie. Aucune compensation n'a pu intervenir pratiquement du côté du chômage

(1) Tous les indices de réalisation présentés dans cette étude ont été arrondis à la demi-unité près.

puisque la période a été caractérisée par une pénurie de main-d'oeuvre qui a maintenu le nombre des chômeurs à un niveau quasi incompressible correspondant au chômage frictionnel. C'était l'hypothèse de la projection qui nécessairement envisageait pour l'année 1961 une situation de plein emploi que le Plan a précisément pour but de promouvoir.

Il n'en reste pas moins qu'en ce qui concerne la population active disponible un écart subsiste entre prévisions et réalisations (s'élevant à environ 200.000 personnes) dont l'explication doit être cherchée ailleurs que dans l'accroissement disproportionné du contingent. Cette erreur par défaut paraît d'autant plus curieuse que l'on sait que l'immigration nette a dépassé le niveau retenu par les planificateurs et qu'en outre les taux de mortalité au-delà de 45 ans ont été plus faibles que prévus.

On peut donc penser que les hypothèses adoptées en matière de taux d'activité n'ont pas été confirmées par les faits. Les taux observés en 1954 étaient censés s'infléchir pour deux raisons: l'accroissement spontané de la scolarisation au-delà de 14 ans devait diminuer les effectifs de la population active de 250.000 personnes entre 1954 et 1961. Mais ceux-ci s'accroîtraient par contre de 150.000 femmes supplémentaires par suite d'une hausse escomptée des taux d'activité de la population féminine. Or la scolarisation a été en fait beaucoup plus importante puisqu'elle a eu pour effet de soustraire 334.600 personnes à la population active entre 1954 et 1961 (1). En revanche il est exclu que les taux d'activité féminine se soient relevés dans les proportions prévues par les planificateurs. En cette matière, il est assez difficile d'avancer des chiffres, du fait en particulier du problème de l'évaluation du nombre de femmes actives dans l'agriculture. Tout au plus peut-on dégager une évolution dans le sens de la stabilité ou même de la baisse des taux d'activité féminine aux âges post-scolaires. Ce processus s'explique avant tout par une tendance plus générale et plus accentuée au ralentissement de l'activité des personnes âgées de 55 ans et plus. Ce phénomène n'avait absolument pas été pris en compte par le III^e Plan: or entre 1954 et 1961, la baisse de la population active résultant de cette modification des taux d'activité au-delà de 55 ans s'élève à 272.650 personnes (2).

En définitive, on constate donc que l'évolution a été nettement différente des prévisions en matière de population active. Il faut toutefois admettre à la suite de M. SAUVY que la dé-

(1) I.N.S.E.E. - Projections démographiques - 1963, P. 115. (doc. ronéoté).

(2) I.N.S.E.E. - Projections Démographiques 1963 - P. 115.

finition de cette donnée a pu varier dans un sens restrictif entre 1954 et 1962 car on répugne de moins en moins à se déclarer inactif en raison de l'officialisation de ce statut auquel sont maintenant conférés des avantages pécuniers en particulier. L'évolution des conditions de vie de la femme dans le secteur agricole a pu également jouer dans le même sens: dans la mesure où un certain nombre d'activités annexes qui étaient généralement de son ressort ont été abandonnées en raison de leur peu de rentabilité - notamment celles destinées à l'autoconsommation - la femme a pu se sentir moins "active". En effet son rôle se bornait de plus en plus, comme celui de la citadine, à la tenue de la maison et à l'éducation des enfants.

Cette différence de comportement d'un recensement à l'autre n'explique que très partiellement l'écart considérable observé dans le secteur agricole lorsqu'on examine l'équilibre de l'emploi prévu et réalisé en 1961 dans l'agriculture, l'industrie et le tertiaire. Signalons que nous adoptons pour ce dernier terme la définition de la Comptabilité Nationale de l'époque qui excluait les Administrations et les domestiques du secteur productif. Ceci nous permettra de faire plus tard des comparaisons avec les valeurs ajoutées pour en tirer des enseignements sur la productivité.

TABLEAU 7

Répartition de la Population active employée par secteur

en milliers de personnes

	PREVISIONS			REALISATIONS			Indice de réalisation
	1954	1961	Indice 61/54	1954	1961	Indice 61/54	
Agriculture	5 200	4 600	88,4	5 019	3 893	77,6	88
Industrie	6 630	7 300	110,0	6 734	7 144	106,1	96,5
Tertiaire	4 990	5 210	104,4	4 802	5 278	109,9	105
Production intérieure brute	16 820	17 110	101,6	16 555	16 315	98,6	97
Administrations + Domestiques	2 050	2 140	104,2	2 440	2 618	108,1	104
Total: Population active employée	18 870	19 250	101,4	18 995	18 933	99,7	98

Le tableau 7 permet de constater combien les planificateurs ont mal prévu la répartition de la main-d'oeuvre par secteur d'activité. Les contraintes qui pèsent sur la prévision expliquent en partie ces erreurs. Ainsi dans le domaine agricole, les organisations professionnelles s'opposaient à toute

projection enregistrant une baisse de la population active, allant jusqu'à accuser le Plan de vouloir "déporter les agriculteurs" (1).

Dans ce climat psychologique le II^o Plan avait crû pouvoir pronostiquer la stabilité de l'emploi agricole. En fait sa diminution fut particulièrement forte entre 1952 et 1957. Si le III^o Plan qui ne niait plus la tendance à la baisse s'était montré plus perspicace, l'indice de réalisation de 88 % en la matière prouve à quel point on était encore loin du compte. Toutefois il faut dire à la décharge des milieux professionnels que la sous-évaluation de la baisse de la population active agricole, dans le III^o Plan, fut aussi le fait des démographes (2). Ajoutons enfin que les prévisions du IV^o Plan seront également déjouées, notamment parce que l'on ne possédait pas encore les résultats du recensement de 1962 à l'époque. En outre le revirement des organisations agricoles sur ce délicat problème s'est produit postérieurement à l'élaboration des projections en matière d'emploi.

Il faut ensuite rappeler qu'à l'époque du III^o Plan le "gonflement" du secteur tertiaire était considéré comme particulièrement néfaste et artificiel. Les prévisions montrent de ce fait une volonté de favoriser la croissance de l'emploi dans le secteur secondaire par rapport au tertiaire. On n'alla cependant pas jusqu'à définir les mesures susceptibles de renverser la tendance observée dans les pays industrialisés d'un glissement de la main-d'oeuvre du secondaire vers le tertiaire. Il n'est donc pas étonnant que les indices de réalisation soient respectivement inférieur pour l'industrie et supérieur pour le tertiaire à 100 (3).

Les prévisions en matière d'emploi posent donc de difficiles problèmes. En particulier il paraît délicat de modifier la répartition spontanée de la main-d'oeuvre entre les diverses branches d'activité. Toute politique dirigiste ou même toute mesure d'incitation semble à beaucoup attentatoire à la liberté individuelle, que le Plan indicatif se promet de respecter. Dans ces conditions, on comprend mal que les planificateurs privés de moyens d'agir aient cependant prévu ce qui leur paraissait souhaitable, bien que contraire à l'évolution prévisible.

(1) L'expression a été employée pour le III^o Plan.

(2) cf. les prévisions de MM. PRESSAT et FEBVAY qui inclinèrent le Commissariat Général au Plan à relever ses propres évaluations sous la pression notamment du Conseil Economique.

(3) Remarquons que la sous-estimation a joué également pour les Administrations dont le comportement relève de celui du tertiaire.

Par ailleurs l'exemple de la prévision de la population agricole conduit à se demander dans quelle mesure des préoccupations d'ordre professionnel et politique doivent légitimement être prises en considération lors de l'élaboration de projections quantitatives? On touche ici au fonctionnement même de la planification indicative qui suppose - et exige - un accord entre les divers intéressés. Le résultat en est souvent que non seulement la fixation de buts proprement dits, mais les prévisions sur le déroulement de phénomènes soumis aux contraintes objectives de lois économiques échappant à la volonté des Pouvoirs Publics comme des organisations professionnelles, sont le résultat de compromis entre ceux-ci. Or - sous peine d'inefficacité - le Commissariat au Plan ne peut fixer unilatéralement ses propres chiffres sans se soucier des données avancées par les milieux professionnels qui sont aussi parfois la source statistique principale (ce qui n'est cependant pas le cas en démographie). Dans ces conditions il nous paraîtrait souhaitable que le document officiel du Plan fasse état des divers chiffres avancés à côté de celui finalement retenu. Les conséquences des erreurs commises comme les responsabilités respectives seraient alors plus clairement perçues.

II - LES AGREGATS

A.- Le Troisième Plan

Selon les prévisions du III^e Plan les ressources nationales devaient croître de 25 % au cours de la période 1956-1961. Mais, en raison de la situation critique de nos échanges extérieurs vers 1956-1957, cet accroissement serait le fait de la production intérieure brute dont l'objectif était à l'indice 127 par rapport à 1956 tandis que les importations se situeraient à l'indice 107. La nécessité de rétablir l'équilibre de la balance des paiements et de dégager une marge de sécurité en ce domaine explique également que le taux d'accroissement prévu pour les exportations fût de 37 % pour la même période contrastant avec celui enregistré entre 1952 et 1957 qui n'avait été que de 24 %. Cet effort ne devait pas nuire aux investissements dont la croissance serait la même que celle de la production, mais se faire aux dépens de la consommation publique et privée. En particulier la hausse du niveau de vie individuel - compte tenu des perspectives démographiques - allait voir son rythme se ralentir sensiblement par rapport aux années antérieures.

En définitive, l'équilibre prévu pour l'année terminale du Plan se distinguait de ceux de la période précédente sur deux points (voir Tableau 8) : par rapport à la production intérieure la part de la consommation des ménages serait légèrement inférieure à ce qu'elle avait été jusqu'alors et les échanges extérieurs devaient modifier leur situation, la part des importations dans les ressources totales étant réduite et celle des exportations augmentée. Il faut toutefois noter que ces modifications étaient de très faible amplitude et que par ailleurs le taux d'accroissement prévu pour la production intérieure prolongeait rigoureusement les tendances passées (1).

TABLEAU 8
Comparaisons structurelles

Pourcentage

	REALISATIONS				PREVISIONS			1961 réalisé	Pro- jection 1965 IV ^e Plan
	1949	1954	1956	1957	Syn- thèse	Bro- chure du J.O.	Plan inté- rimaire		
Part de la Con- sommation des ménages	72,4	72,2	72,6	71,9	71,6	71,7	69,3	70,4	70,1
" de la F.B.C.F.	21,1	18,5	20,3	21,1	20,3	20,8	21,0	21,3	21,4
" des impor- tations	10,8	10,9	12,8	12,6	10,6	11,0	12,1	12,9	12,1
" des expor- tations	10,4	13,1	11,7	12,0	12,7	12,3	15,3	15,3	14,3

Un même esprit de prudence marquait le cadre institutionnel dans lequel s'inséraient ces prévisions chiffrées; outre la stabilité politique intérieure, classiquement postulée par les projections, le III^e Plan avait considéré que nos relations avec l'étranger tout en évoluant dans le sens d'une libération ne seraient pas sérieusement modifiées, pas plus que nos liens avec les Pays d'Outre-Mer. Par ailleurs, on avait supposé que le montant de nos charges militaires serait ramené en 1961 à leur niveau de 1954. Or, force est bien de constater que ces hypothèses n'ont pas été vérifiées: nos relations économiques avec l'extérieur ont subi de sérieux changements par suite de

(1) Le taux prévu sur la période 1956-1961 était de 4,9 % correspondant à celui observé entre 1952 et 1956.

la mise en route du Marché Commun européen et du relâchement de nos liens avec les Pays d'Outre Mer. Par ailleurs, en 1961, les dépenses militaires étaient bien plus importantes qu'en 1954.

Il est nécessaire d'avoir ces faits présents à l'esprit lorsqu'on constate que si les chiffres prévisionnels du III^o Plan montrent que les planificateurs avaient à peu près perçu le sens de l'évolution à venir, ils n'avaient guère osé la plupart du temps en prévoir l'ampleur. C'est ainsi que la part de la consommation des ménages dans la production a accusé un fléchissement plus prononcé que prévu, se rapprochant de 70 %, alors que les échanges extérieurs progressaient fortement, les exportations atteignant plus de 15 % de la production intérieure - niveau jamais atteint jusqu'alors.

En définitive, si l'on considère les indices de réalisation calculés dans le tableau 9, on voit que le niveau des ressources totales avait été correctement projeté, de même que les investissements globaux et la consommation des Administrations. En revanche une erreur assez importante a pesé sur la consommation des ménages ($IR^* = 95,5$) et sur la place des échanges extérieurs dans l'économie française, tandis que la production se situait à un niveau légèrement inférieur aux prévisions. Ces échecs sont toutefois moins graves qu'il n'y paraît dans la mesure où ils se sont parfois compensés. Ainsi les ressources totales ont atteint le niveau prévu car les importations ont suppléé aux défaillances de la production. Or ce dépassement des objectifs d'importations n'a pas eu de conséquences trop néfastes sur notre balance commerciale car il s'est accompagné d'un dépassement simultané des objectifs d'exportations. De ce fait l'une des "trois tâches impératives" du Plan - l'équilibre des échanges extérieurs - a bien été remplie. Les raisons de cette erreur sur le niveau des échanges extérieurs résident d'abord dans les hypothèses institutionnelles du III^o Plan qui considérait en particulier, comme nous l'avons dit, que les effets du Marché Commun ne se feraient guère sentir en 1961. En outre il faut souligner que de toute manière les planificateurs avaient sous-estimé les simples effets de l'accroissement de la division internationale du travail (1).

Les succès obtenus en matière d'investissement et d'excédent de la balance extérieure l'ont été toutefois aux dépens de la consommation privée. Ce sacrifice avait d'ailleurs été envi-

* IR = Indice de réalisation calculé sur les valeurs absolues.

(1) cf. Chapitre II - Quatrième partie.

TABLEAU 9
III^o Plan - Quantités globales

Millions de NF

Agrégats	Prévisions 1961			Réalizations 1961		Indices de Réalisation		Comparaison avec le Plan Intérimaire			
	Fracs 56 (1)	Indices		Fracs 56 (4)	Indice base 100 en 1957 (5)	Valeurs absolues (6) = $\frac{(4)}{(1)}$	Accrois- sements (7) = $\frac{(5)-100}{(2)-100}$	Indices prévisionnels base 100 en 1957		Indices de réalisation sur valeurs absolues	
		(2) base 100=57	(3) base 100=56					III ^o P.I. (8)	P.I. (9)	III ^o P.I. (10)	P.I. (11)
	Production Intérieure Brute	211 183	119,7	127,3	205 080	116,3	97	83	119,7	116,0	97
Importations	22 421	100,5	106,6	26 536	119,0	118,5	(3.700)	100,5	110,6	118,5	108
Consommation des ménages	151 254	119,3	125,6	144 451	113,9	95,5	72	119,3	111,8	95,5	102
Consommation des Administrations	10 235	103,8	107,4	10 329	104,8	101	126	103,8	110,6	101	95
F.B.C.F. Entreprises	30 928	120,1	135,0	30 782	119,5	99,5	97	120,1	116,8	99,5	102,5
" Ménages	6 662	91,9	99,0	7 414	102,3	111	(-28,5)	91,9	99,1	111,3	103
" Administrations	5 320	127,2	129,1	5 407	129,2	101,5	107	127,2	134,6	101,6	96
" totale	42 910	115,4	127,1	43 603	117,3	101,5	112	115,4	115,3	101,6	102
Exportations	26 750	126,1	137,3	31 270	147,4	117	181,5	126,1	147,6	116,9	100
Solde	2 455	-	-	1 963	-	80	-	-	-	-	-
Total Ressources = Emplois	233 604	117,6	125,0	231 616	116,6	99	94	117,6	115,4	99,1	101

sagé par le planificateur qui avait considéré que l'amélioration du niveau de vie serait inférieure à celle indiquée si le volume des dépenses militaires ne se réduisait pas (1). Sur ce point la hiérarchie des objectifs du III^o Plan a bien été observée. L'erreur sur les données démographiques (2) a cependant aggravé le ralentissement de la progression du niveau de vie individuel, la consommation par tête enregistrant un indice de réalisation de 93,5. Le freinage de la croissance des revenus qui a rendu possible la compression de la demande des biens de consommation s'est exercé à deux stades: à la source même d'abord, dans la mesure où la production n'a pas atteint l'objectif prévu et du fait d'un certain blocage des salaires dans le secteur public. En second lieu au niveau du revenu disponible qui s'est trouvé amoindri par suite de l'aggravation de la fiscalité au cours de la période. L'écart entre prévisions et réalisations en matière de consommation des ménages a été toutefois atténué du fait de l'erreur commise sur l'élasticité de la consommation par rapport au revenu. Les faits ont prouvé en effet que la valeur adoptée pour ce paramètre par le III^o Plan était trop faible, ce qui explique la différence entre indices de réalisation du revenu disponible (94) et de la consommation (95,5).

Le retard de la production varie selon les trois secteurs pour lesquels des prévisions en termes de valeurs ajoutées avaient été effectuées (3). La projection est correcte pour le secteur tertiaire (Transports inclus) mais assez mauvaise pour

TABLEAU 10
Les valeurs ajoutées

Millions de NF

	(1)	(2)	(3)	(4) (5)		(6)
	Synthèse Indice prévisionnel 61/54	Compte 1954 rétros- pectif frs 56	Prévisions 1961 francs 1956 (2) x (1)	Réalisations 1961 francs 1956	indice 1954=100	Indice de Réalisation (4)/(3)
Agriculture	117,5	19 921	23 407	22 002	110,4	94
Industrie	151,6	79 969	121 233	115 464	144,3	95
Tertiaire	137,7	49 002	67 476	67 614	138,0	100
Production Intérieure brute	142,0	148 892	212 254(a)	205 080	137,7	96,5

a) Ce chiffre est de 0,5 % plus élevé que le chiffre obtenu par projection sur ventilation de la P.I.B. en 17 produits.

(1) Brochure du J.O. p. 30.

(2) cf. Supra.

(3) Source: doc. dactylographié du SEEF daté du 28 avril 1958, ventilant la PIB (chiffres de la Synthèse) en trois secteurs.

l'industrie et surtout pour l'agriculture (1). Toutefois la hiérarchie entre les progressions respectives prévues a été respectée puisque ce sont bien l'industrie et à un moindre degré le tertiaire qui ont assuré l'essentiel de l'accroissement de la production intérieure brute entre 1954 et 1961.

Il est intéressant alors de rapprocher ces résultats de ceux commentés plus haut en matière d'emploi en vue d'en tirer quelques conclusions sur les taux de productivité (2). Rappelons que le rythme d'accroissement de cette dernière constituait la seconde des trois tâches impératives du III^e Plan (3), en raison de la stagnation de la population active prévue pour la période 1954-1961. Par un souci de prudence qui s'est trouvé justifié, les planificateurs avaient adopté pour la période 1956-1961 un taux annuel de 4,6 %, inférieur à celui atteint au cours des années précédentes (4). Ce taux était cependant plus élevé que ceux des "Perspectives 1965" et des "Perspectives 1961" (5). Au niveau global cette prévision s'est révélée exacte. On peut ainsi penser que le retard enregistré sur la production intérieure brute est imputable avant tout à l'erreur sur l'emploi. La pénurie de main-d'oeuvre observée au cours du III^e Plan aurait donc constitué le principal goulot d'étranglement pour la production puisque les investissements des entreprises ont pratiquement été réalisés (IR 99,5). La prévision a cependant été moins bonne au niveau des trois secteurs. Les progrès de la productivité agricole avaient été sous-estimés, en partie consciemment appelons-le, de façon à ne pas effrayer les organisations agricoles très hostiles à l'époque à toute perspective, même fondée, de diminution de l'emploi agricole. Au contraire dans le tertiaire où l'afflux de main-d'oeuvre a dépassé les prévisions, la croissance de la productivité a été plus faible que prévue et c'est seulement dans le secondaire qu'on observe une certaine concordance entre projection et réalisation.

(1) cf. Tableau 10.

(2) cf. Tableau 11.

(3) La première étant, comme nous l'avons signalé, l'équilibre des échanges extérieurs, et la troisième un effort particulier dans le domaine de la formation scolaire et professionnelle. Brochure du J.O. p. 26.

(4) La brochure du J.O. parle d'un "taux d'accroissement de la productivité d'environ 4 % par an". Nos chiffres calculés par le SEEF correspondent au rapport de la P.I.B. de la Synthèse sur la population active prévue par la brochure du J.O. (doc. dactylographié daté du 28 avril 1958).

(5) Dans ce dernier document daté d'août 1956, la productivité du produit intérieur brut prévue pour 1961 est à l'indice 135 base 100 en 1954 contre 140,6 dans le document du 28 avril 1958.

TABLEAU 11
La Productivité

	(1) Productivité prévue 61/54 Base 100 = 1954	(2) Productivité réalisée Indice VA/ Indice emploi base 100 = 1954	(3) Indices de réalisation de la productivité
Agriculture	132,9	110,4/77,6 = 142,3	107
Industrie	137,8	144,4/106,1 = 136,1	99
Tertiaire	131,8	138,0/109,9 = 125,6	95
P.I.B.	139,7	137,7/98,6 = 139,7	100

Source: Doc. dactyl. du SEEF du 28 Avril 1958

Les liens de cause à effet entre production, emploi et productivité sont évidemment complexes à définir. Dans l'agriculture les progrès de la productivité ont sans doute provoqué une certaine diminution de la population active et notamment des salariés, mais il ne s'agit là que d'un facteur secondaire parmi d'autres plus importants tel l'attrait d'un niveau de vie meilleur. Ce serait plutôt la baisse de l'emploi agricole, phénomène dépendant de conditions sociologiques et démographiques, qui obligerait l'agriculteur à s'équiper et à accroître sa productivité. On peut considérer par ailleurs que l'évolution conjuguée de la productivité et de l'emploi agricoles commande plus ou moins l'accroissement de la production. Celle-ci est de ce fait relativement indépendante de la demande, ce qui pose de difficiles problèmes en matière de débouchés. Au contraire dans les secteurs secondaire et tertiaire, l'emploi apparaît le plus souvent comme une résultante de l'accroissement de la production (gouvernée par la demande) et de celui de la productivité (qui dépend du progrès technique). Sans doute à court terme le taux de la productivité est-il commandé par l'évolution de la production. En revanche, dans le moyen et le long terme le progrès technique reste le facteur moteur en matière de productivité. Ce schéma doit toutefois être nuancé en raison de l'existence éventuelle d'une contrainte sous forme de pénurie de main-d'œuvre, contrainte qui a précisément pesé sur l'exécution du III^e Plan et a sans doute exercé un rôle non négligeable sur la croissance de la productivité.

B. - Le plan intérimaire

L'éventualité de rectifications du plan en cours d'exécution n'a jamais été exclue par les planificateurs français. Le

Plan Monnet a fait l'objet d'importantes modifications dans le cadre de l'aide Marshall. Les textes officiels des II^o et III^o Plan (1) envisageaient explicitement des réajustements de parcours: tel fut l'objet du Plan Intérimaire qui a tiré les conséquences pour l'année 1961 d'un certain nombre de faits survenus depuis l'engagement du III^o Plan - précisément la récession de 1958-1959 et l'entrée en application du Marché Commun. Ceci impliquait tout d'abord la révision de la plupart des prévisions du Plan. Mais il fallait aussi et surtout pallier l'effet le plus néfaste de la récession constitué par le ralentissement des investissements, particulièrement dangereux en période d'ouverture des frontières. Le maintien des objectifs initiaux du III^o Plan en matière d'investissements globaux et la mise en oeuvre de mesures diverses d'incitation à investir constitue ainsi le second aspect du Plan Intérimaire.

D'horizon plus court que le III^o Plan (deux ans à peine) cette prévision a été comme il est normal mieux réalisée, ce qui se traduit par une dispersion beaucoup moins forte des indices de réalisation autour de celui des ressources qui est voisin de 100 (2). Le Plan Intérimaire a ainsi redressé les principaux écarts du III^o Plan qui, nous l'avons vu, affectaient le commerce extérieur, la consommation des Ménages et à un moindre degré la production. Toutefois dans le domaine des échanges extérieurs une erreur sensible a été commise sur le montant de l'excédent de la balance des biens et services (IR 71) ce qui paradoxalement n'était pas le cas du III^o Plan. Une fois de plus en effet les importations avaient été sous-estimées, sans que par contre les exportations l'aient été. La sous-estimation a surtout concerné les importations en provenance de l'étranger ce qui montre bien que, même au début de l'année 1960, on prévoyait assez mal les conséquences du Marché Commun européen sur notre économie.

Si le Plan Intérimaire n'a pas modifié les objectifs globaux des investissements, il a toutefois prévu une répartition entre les trois agents différente de celle du III^o Plan, répartition qui n'a pas été confirmée par les faits notamment en ce qui concerne les Administrations (IR 96). Si l'on rapproche ce résultat de l'indice de réalisation de la consommation des Administrations (95), le plus bas des indices de réalisation du Plan Intérimaire, on est en droit de se demander si les prévisions des dépenses publiques n'avaient pas été consciemment surestimées en vue d'insister sur la volonté des Pouvoirs Publics de relancer l'économie. Dans la mesure en outre où les

(1) II^o Plan p. 9 - III^o Plan p. 10.

(2) cf. Tableau 12.

TABLEAU 12
Le Plan Intérimaire

Millions de NF 1956

Agrégats	1959 réalisé frs 56 (1)	Taux 61/59 (2)	Objectifs 61		Réalizations 61		Indices de réalisation	
			frs 56 (3)=(2)x(1)	base 100=57 (4)	frs 56 (5)	base 100=57 (6)	(7) = $\frac{(5)}{(3)}$	(8) = $\frac{(6)-100}{(4)-100}$
			Production Intérieure Brute	183 797	111,3 (2)	204 566	116,0	205 080
Importations	20 898	118,0	24 660	110,6	26 536	119,0	107,5	179
Consommation Ménages	129 721	109,3	141 775	111,8	144 451	113,9	102	118
Consommation Administrations	9 708	112,3	10 902	110,6	10 329	104,8	95	45
F.B.C.F. (1), Entreprises	26 384	114	30 066	116,8	30 782	119,5	102,5	118
" Ménages	7 076	101,5	7 182	99,1	7 414	102,3	103	103
" Administrations	4 690	120,1	5 632	134,6	5 407	129,2	96	84,5
" totale	38 150	112,4	42 880	115,3	43 603	117,3	102	113
Exportations	25 512	122,7 (3)	31 303	147,6	31 270	147,4	100	99,5
Stocks	1 613	146	2 366	-	1 963	-	83	-
Total des ressources	204 695	111,9	229 226 (4)	115,4	231 616	116,6	101	108

- (1) F.B.C.F.= Nous avons assimilé les Administrations au terme "Etat et Collectivités" et les Ménages au terme "Particuliers" utilisé dans le tableau p. 11 du Plan Intérimaire. Les Entreprises sont déduites par différence du total.
- (2) Cet indice concerne la P.I.B. évaluée dans les cadres du Vol. I 1960, c'est-à-dire qu'il comprend le montant de la consommation des institutions financières. Nous n'avons pas pensé que cette différence de cadre soit susceptible d'introduire une distorsion importante puisqu'elle n'affecte que l'indice et pas les valeurs absolues.
- (3) La pondération n'est pas la même que dans les autres indices en raison du traitement du solde des utilisations de services.
- (4) ressources = P.I.B. + Importations.

investissements privés ont adopté un rythme de progression accélérée dès 1960, la réalisation des objectifs d'investissements publics a pu présenter un caractère moins urgent, et ne devait en aucun cas concurrencer le financement des entreprises privées.

Le Plan Intérimaire, première tentative consciente et systématique d'ajustement entre un plan à moyen terme parvenu à mi-course et un budget économique à court terme, a donc réalisé l'ajustement si nécessaire entre politique structurelle et conjoncturelle -et la réussite du III^o Plan en matière d'investissements est sans aucun doute due à son existence.

En définitive on doit constater que les erreurs commises au niveau global n'ont pas mis sérieusement en péril l'exécution du III^o Plan. Une population totale supplémentaire de près d'un million de personnes, une population active employée dans le secteur productif inférieure de 3 % aux prévisions ont certes freiné l'accroissement du niveau de vie et de la production. Toutefois le III^o Plan, bien qu'il ait mal prévu le niveau et la répartition géographique des échanges extérieurs, a atteint son but qui était de rétablir l'équilibre extérieur sans nuire à l'équipement du pays: la hiérarchie des objectifs et l'esprit même du Plan ont bien été respectés. Il nous reste donc à étudier si ce jugement ne doit pas être nuancé lorsqu'on se penche sur la réalisation obtenue à un niveau plus désagrégé où des priorités nombreuses avaient été dégagées. Les chances d'erreur risquent alors de se multiplier.

*

* *

CHAPITRE II

L'EQUILIBRE PHYSIQUE

Nous détaillerons ici les ressources et les emplois en biens et services dans un cadre utilisant les nomenclatures de la Comptabilité Nationale et qui comprend dix sept produits (1). Toutefois en vue de mettre l'accent sur certains points - en particulier les objectifs considérés comme prioritaires - nous adopterons parfois aussi les ventilations plus désagrégées des Commissions du Plan.

En privilégiant tout d'abord en raison de son rôle moteur la demande, ce chapitre analysera en premier lieu la Consommation Intérieure (première partie) et les Investissements (deuxième partie). Ces derniers toutefois seront non seulement étudiés en 1961 mais également au cours de la période d'exécution du plan, sous l'aspect d'un moyen de production. Cet examen nous permettra alors d'aborder l'offre en étudiant dans une troisième partie la Production. Une quatrième partie traitera enfin du problème particulier du Commerce Extérieur.

*

* *

PREMIERE PARTIE

LA CONSOMMATION INTERIEURE

I - PRESENTATION D'ENSEMBLE

Selon la brochure du J.O. (p. 37) la consommation des particuliers devait s'accroître de 24 % entre 1956 et 1961. Pendant la même période les achats courants des Administrations civiles et militaires devaient augmenter de 12 %.

(1) cf. Introduction du Livre I. On trouvera en annexe à ce chapitre la description de la nomenclature utilisée.

On constate qu'en ce qui concerne les Administrations le taux retenu diffère sensiblement de celui qui ressort de la Synthèse de Février 1958. D'une part le changement d'évaluation pour l'année 1956 entre comptes anciens et nouveaux et d'autre part l'arrondissement des chiffres effectué pour la publication du Décret, expliquent que le taux d'accroissement ait été relevé. Nous avons donc préféré utiliser les prévisions de la Synthèse de Février 1958. Dans ces conditions les accroissements prévus par rapport à l'année 1957 (1), tels qu'ils apparaissent au tableau 9, atteignent 19 % pour la consommation des Ménages et 4 % pour la consommation des Administrations.

Le volume effectif atteint par la consommation des Ménages en 1961 dépasse de 14 % celui de 1957. La consommation des Administrations, de son côté est supérieure de 5 % au volume de 1957. Ainsi seule la consommation des Ménages est en retard sur les prévisions puisque son indice de réalisation est de 95,5 contre 101 pour la consommation des Administrations.

Comme on l'a souligné au chapitre précédent ce retard reflète un freinage des revenus, partiellement compensé par la sous-estimation du coefficient d'élasticité de la consommation par rapport au revenu. C'est donc à la consommation des Ménages que sera consacré l'essentiel de cette première partie du Chapitre II.

II - LA CONSOMMATION DES MENAGES

Selon le texte officiel du III^e Plan, l'accroissement de la consommation par tête devait être de 20 % entre 1956 et 1961 (Décret du 19 mars 1959 - Page 30). Mais cette prévision ne peut être détaillée qu'en utilisant comme document de référence la Synthèse de Février 1958 qui adoptait déjà ce même objectif global. Nous exposerons dans une première partie comment a été établie cette projection en ce qui concerne la consommation des ménages. Nous examinerons en une deuxième partie les écarts entre prévisions et réalisations et les enseignements que l'on peut en tirer sur les diverses causes possibles d'erreur dans la projection.

(1) Pour l'année 1957; source: Vol. I des Comptes de la Nation 1949-1959 (édition 1960).

A) L'élaboration des prévisions jusqu'à la synthèse de 1958

La Synthèse de Février 1958 est détaillée en 195 produits mais le premier rapport du Groupe de l'Equilibre de Juillet 1957 mentionne qu'en matière de consommation le travail de prévision a été effectué dans le cadre d'une nomenclature par fonction de consommation qui donne plus de chances de mettre en évidence des stabilités de comportement. Trois moments essentiels peuvent être distingués dans l'élaboration des prévisions de consommation, bien qu'ils n'aient pas constitué trois étapes rigoureusement successives et indépendantes.

1^o) *Evaluation des revenus disponibles*

Ce travail a été effectué une première fois en 1955-56 pour établir les rapports préalables sur les perspectives à moyen terme de l'économie française pour 1965 et 1961. Il a été repris au début de 1957 dans la première synthèse rassemblant les travaux des commissions de modernisation. La projection démographique a fourni une répartition en catégories socio-professionnelles de la population active pour 1961. On a alors admis que le revenu individuel pour chaque catégorie socio-professionnelle augmenterait proportionnellement à la productivité de la branche correspondante. Ainsi la projection dépend à ce stade de trois hypothèses concernant: le taux de croissance du revenu disponible des particuliers, le taux de croissance démographique, et l'évolution prévue des migrations entre catégories socio-professionnelles.

2^o) *Prévision de la consommation par fonction*

C'est à ce moment qu'intervient la méthode spécifique des projections de consommation. Ici encore le travail avait été effectué une première fois en 1955-1956, puis a été repris au premier semestre 1957, par la Section des Ménages du SEEF, agissant comme bureau d'études pour le compte du Groupe de l'Equilibre Economique du Commissariat au Plan.

La projection n'a pas été détaillée par produit dans la nomenclature correspondant aux branches de la production, mais dans une nomenclature correspondant aux fonctions et sous-fonctions de consommation. Une note interne du SEEF de 1956 mentionne que dans la plupart des cas "les lois de consommation utilisées ont été, faute de mieux, des lois à élasticités constantes", par rapport au revenu disponible. En fait les calculs réalisés en Juin 1957 ont utilisé pour toutes les fonctions, à l'exception des "Services de logement", de l'"Energie"

à usage domestique, et des "Soins médicaux", des coefficients d'élasticité constants. Pour ces trois dernières fonctions la projection a été réalisée par extrapolation d'un trend autonome et le coefficient d'élasticité apparent dans les calculs de l'époque a été calculé après coup.

Les coefficients, distincts selon les catégories socio-professionnelles, ont été induits d'études de budgets de famille. En 1955-1956 ils provenaient de deux enquêtes, l'une urbaine de 1951, l'autre rurale de 1952, et de comparaisons avec des séries temporelles (1). En 1957 les auteurs de la projection disposaient, de plus, des résultats d'un certain nombre d'enquêtes spécialisées effectuées entre 1953 et 1955 pour l'habillement, l'équipement ménager, le logement, la viande et les produits laitiers.

Ces coefficients étant établis par rapport à la dépense totale, on les a multipliés par le coefficient d'élasticité prévu de la dépense totale par rapport au revenu. Deux versions de la projection avaient été construites en Juin 1957 pour des coefficients d'élasticité de la consommation totale de 0,8 et 0,9.

C'est la version fondée sur le coefficient 0,9 qui fut finalement choisie.

Le taux d'accroissement de la consommation pour chaque fonction a été chiffré de la façon suivante:

$$\frac{\Delta C_{ij}}{C_j} = \frac{\Delta R_i}{R_i} \times a_{ij}$$

R_i = revenu disponible par unité de consommation pour la catégorie socio-professionnelle i ,

C_{ij} = consommation pour la fonction j ,

$a_{ij} = c \times \varepsilon_{ij}$

c = coefficient d'élasticité de la dépense totale par rapport au revenu,

ε_{ij} = coefficient d'élasticité pour la fonction j .

La projection a été réalisée à prix constants. Trois nouvelles hypothèses ont donc été introduites concernant le com-

(1) La comparaison d'élasticités "statiques" et "dynamiques" est assez délicate. Voir à ce sujet l'article de C. Fourgeaud "Lois de consommation statiques et dynamiques" (Etudes de Comptabilité Nationale n° 2 - 1961)

portement d'épargne des ménages, les lois de consommation utilisées, et l'absence de variation des prix relatifs (1).

3^o) *Passage des prévisions par fonction aux prévisions par produit et équilibrage des prévisions de consommation et de production*

Cette dernière étape a commencé avec le rapport du Groupe de l'Equilibre en Juillet 1957. Les renseignements fournis par les Commissions de Modernisation et l'extrapolation de tendances passées ont permis de formuler les hypothèses nécessaires sur les substitutions possibles entre certains produits réunis dans une même fonction de consommation. Mais les prévisions ainsi établies ont été assez sensiblement remaniées entre Juillet 1957 et Février 1958 (2) par suite des équilibrages nécessaires entre prévisions de ressources et d'emplois par produit. De plus des retouches ont été apportées pendant cette période aux taux de croissance prévus pour certaines fonctions et certains produits.

Ces modifications postérieures à l'été 1957 ont eu pour résultat de transformer, de manière implicite, les hypothèses utilisées pour la projection établie en Juillet, spécialement en ce qui concerne les valeurs retenues pour les coefficients d'élasticité constants.

B) *Analyse des écarts entre prévisions et réalisations*

1^o) *Méthode suivie*

La méthode que nous utiliserons consistera donc à comparer des coefficients d'élasticité apparents, calculés par nos soins d'après la synthèse de Février 1958, aux coefficients résultant des comptes nationaux pour la période couverte par le III^o Plan (3). Faute de données répartissant la consommation des ménages entre les catégories socio-professionnelles, notre

(1) Il convient de remarquer que l'utilisation de séries temporelles de comptes nationaux, permet aux planificateurs de tenir compte, dans une certaine mesure, des variations passées des prix relatifs et de les prolonger, lorsqu'ils déterminent les coefficients d'élasticité utilisés pour la projection.

(2) Et même après février 1958, mais nous n'avons pu en tenir compte dans ce dernier cas.

(3) Source: "Comptes de la Nation" 1949-1959, 1960 et 1961 et renseignements obtenus auprès du SEEF pour le détail des fonctions de consommation.

étude a dû être limitée à la comparaison de coefficients d'élasticité globaux. Nous n'avons donc pu isoler les effets d'une erreur de prévision sur le poids de chaque catégorie socio-professionnelle dans la consommation. D'autre part l'hypothèse relative à l'élasticité de la dépense totale par rapport au revenu n'a pas été vérifiée puisque ce coefficient s'est situé aux alentours de 1 et non pas au niveau prévu de 0,9 (1). Nous retiendrons comme point de départ l'écart entre la progression prévue de la consommation de l'ensemble des ménages (+ 25,5 % de 1956 à 1961) et la progression réalisée (+ 20 %).

Les coefficients d'élasticité utilisés pour la projection étaient relatifs au budget d'une unité de consommation. Nous calculerons donc en premier lieu les taux d'accroissement par tête prévus et réalisés pour chaque fonction de consommation. Ceci nous permettra d'analyser et d'éliminer l'effet de l'erreur concernant la projection démographique.

Il devient alors possible de calculer les coefficients d'élasticité apparents pour chaque fonction de consommation en faisant le rapport de l'accroissement relatif par tête, pour la fonction considérée, à l'accroissement relatif par tête de la consommation totale, aussi bien pour les prévisions que pour les réalisations. Comme les coefficients d'élasticité prévus étaient constants, le taux d'accroissement effectif de la consommation totale ne devrait pas affecter la répartition des biens et services consommés, et les écarts constatés entre coefficients prévus et réalisés ne devraient résulter que de la variation des prix relatifs ou d'une erreur d'estimation sur l'élasticité prévue. De même pour les trois fonctions qui ont fait l'objet d'une prévision par extrapolation d'un trend, si l'hypothèse d'indépendance à l'égard de la consommation totale est vérifiée, l'écart entre les taux de progression prévu et réalisé ne peut signifier qu'une erreur d'estimation de ce taux ou une influence de l'évolution du prix relatif. Le troisième paragraphe sera donc consacré à examiner, dans les deux situations, si l'importance des écarts permet de douter des hypothèses faites sur les lois de consommation.

Au quatrième paragraphe enfin, en revenant à la nomenclature par produit nous chercherons dans quelle mesure les erreurs dans la prévision par fonction de consommation expliquent les écarts entre prévisions et réalisations par produit.

Les tableaux 13 et 14, comparent prévisions et réalisations, respectivement par fonction et par produit. Etant donné que les auteurs du III^e Plan ont établi leurs prévisions de

(1) cf. chapitre III - l'Equilibre financier.

TABLEAU 13
Evolution effective de la consommation des ménages par fonction de consommation de 1956 à 1961
comparée aux prévisions du III^o Plan

Millions de NF 1956

	1961 prévu (1)	1956 (2)	1961 prévu indice 1961 = 100 (3)	1961		Indices de réalisation	
				1961 (4)	Réalisé indice 1956 = 100 (5)	A Col.5 Col.3 × 100 (6)	B (5)-100 (3)-100 × 100 (7)
Viandes, etc...	19 005	16 115	118	18 445	114,5	97	80,5
Légumes et fruits	8 286	6 605	125,5	8 108	123	98	89,5
Autres produits alimentaires	26 232	23 935	109,5	25 941	108,5	99	89,5
ALIMENTATION	53 523	46 655	115	52 494	112,5	98	85
Vêtements	17 706	14 045	126	17 060	121,5	96,5	82,5
Chaussures	2 843	2 372	120	2 713	114,5	95,5	72,5
HABILLEMENT	20 549	16 417	125	19 773	120,5	96	81
Loyers	5 907	4 237	138	5 491	128	93	74
Réparations et entretien du logement	1 951	1 190	164	1 563	131	80	49
Equipement du logement	9 035	6 538	138	8 379	128	93	74
Chauffage, éclairage, énergie	5 618	4 795	117	5 467	114	97	81,5
Produits d'entretien	1 624	1 425	114	1 480	104	91	28
HABITATION	24 135	18 235	132	22 380	123	93	70
Soins médicaux; hospitali- sations, cures	8 424	5 530	125	8 127	147	96,5	90
Pharmacie, lunetterie, orthopédie	3 396	2 270	149,5	3 337	147	98	95
Hygiène et soins personnels	2 429	1 939	125	2 315	119,5	95	77
HYGIENE ET SANTE	14 249	9 739	146	13 779	141,5	97	89,5
Transports individuels	8 202	5 729	143	7 850	137	96	86
Transports collectifs	3 328	2 759	120,5	3 164	115	95	71
Télécommunications	549	410	134	514	125,5	93,5	75
TRANSPORTS	12 079	8 898	136	11 528	129,5	95,5	83
CULTURE ET LOISIRS	11 400	8 481	134,5	11 288	133	99	96
Hôtels, cafés, etc...	11 176	8 752	128	9 809	112	88	43,5
Biens et services divers	2 982	2 192	136	2 240	102	75	6
DIVERS	14 158	10 944	129,5	12 049	110	85	34,5
DIVERS + CULTURE ET LOISIRS	25 558	19 425	131,5	23 337	120	91	64
Non ventilé	1 287	1 019	126	1 160	114	90	52,5
Ajustement (1)	126						
CONSOMMATION TOTALE DES MENAGES	151 254	120 388	125,5	144 451	120	95,5	78

(1) Ajustement nécessaire pour retrouver le montant de la consommation totale des ménages indiqué au tableau 14.

TABLEAU 14
Evolution effective de la consommation des ménages par produit
comparée aux prévisions du III^e Plan de 1957 à 1961

Millions de NF 1956

	1961 prévu	1957	1961 prévu 1957 = 100	1961 réalisé		Indices de réalisations des prévisions du III ^e Plan	
					1957 = 100	Col.5 Col.3 x 100 (6)	(5)-100 (3)-100 x 100 (7)
01. Agriculture, Sylviculture	17 708	16 136	110	17 606	109	99,5	93,5
02. Produits des Industries agricoles et alimentaires	40 032	35 322	113	38 704	109,5	97	72
03A. Combustibles minéraux solides	2 040	1 987	102,5	1 744	88	85,5	-
03B. Gaz	681	634	107,5	783	123,5	115	317,5
03. Combustibles minéraux solides et gaz	2 721	2 621	104	2 527	96,5	93	-
04. Electricité et divers	1 420	1 042	136	1 465	140,5	103	112
05. Pétrole, gaz naturel et carburants	3 502	2 146	163	3 376	157	96,5	91
06. Matériaux de construction et verre	550	347	158,5	385	111	70	19
09A. 1ère tranf. et travail des métaux	1 516	1 154	131,5	1 160	100,5	76,5	1,5
09B. Machines et appareils mécaniques	1 687	1 387	121,5	1 655	119	98	89
09C. Machines et appareils électriques	2 781	2 137	130	3 148	147	113	157
09D. Automobiles et cycles	4 047	3 025	134	3 885	128,5	96	84
09. Industries mécaniques et électriques	10 031	7 703	130	9 848	128	98	92
10. Chimie	4 411	3 335	132	4 342	130	98,5	93,5
11A. Textiles	5 007	4 793	104,5	5 266	110	105	221
11B. Habillement	3 032	11 063	118,	12 327	111,5	94,5	64
11C. Cuir	3 668	3 099	118	3 358	108	91,5	45,5
11. Textiles, habillement, cuirs	21 707	18 955	144,5	20 951	110,5	96,5	72,5
12A. Produits de l'industrie du bois	3 709	3 113	119	3 363	108	90,5	42
12B. Pâte, papiers et cartons	430	349	123	433	124	101	104
12C. Presse et édition	2 716	2 313	117,5	2 644	114	97	82
12D. Tranf. de plastiques et ind. div.	3 364	2 943	114	3 191	108,5	95	59
12. Bois, papiers et industries diverses	10 219	8 718	117	9 631	110,5	94	61
13. Bâtiments et travaux publics	1 951	1 290	151	1 563	121	80	41
14A. Transports	3 294	2 915	113	3 104	106,5	94	50
14B. Télécommunications	549	427	128,5	514	120	93,5	71
14. Transports et Télécommunications	3 843	3 342	115	3 618	108	94	55
15. Service du logement	5 907	4 508	131	5 491	122	93	70
16. Autres services	25 965	20 267	128	23 774	117	91,5	61,5
Non ventilé	1 287	1 060	121,5	1 160	109,5	90	44
CONSUMMATION TOTALE DES MENAGES	151 254	126 792	119	144 451	114	95,5	72

consommation des ménages à une époque où l'on ne disposait pas de données sûres pour l'année 1957 il nous a paru préférable d'effectuer la comparaison par fonction pour la période 1956-1961.

2°) *L'erreur de projection démographique et la consommation par tête*

a) - *Le mouvement démographique*

Les prévisions du III^o Plan ont été fondées en cette matière sur les calculs de l'Institut National d'Etudes Démographiques. Il semble qu'elles aient été relevées au cours de l'élaboration du Plan: le Rapport Orange donne une évaluation de 44.736.000 personnes en 1961 puis un tableau établi par le SEIEF en Avril 1958 porte ce chiffre à 44.980.000, ce qui correspondrait à un taux d'accroissement annuel de 1,03 de 1956 à 1961 et 1,02 de 1957 à 1961. Les taux réalisés ont été respectivement de 1,053 et 1,043. Rappelons que (1) les prévisions ont été dépassées aussi bien en ce qui concerne l'excédent des naissances sur les décès, que pour l'immigration, si bien que la structure de la population par âge présente finalement peu de différences avec les prévisions.

b) - *Indices de réalisation par tête*

Les taux d'accroissement démographique prévus et réalisés entre 1956 et 1961, permettent de calculer l'accroissement par tête de la consommation, qui apparaît au tableau 15. Le rapport entre les progressions par tête, réalisées et prévues, nous a permis de calculer en colonne 3 du tableau 15 des indices de réalisation par tête pour chaque fonction de consommation (2).

c) - *Effet de l'erreur sur la projection démographique*

L'accroissement démographique ayant dépassé le taux prévu, les indices de réalisation par tête sont systématiquement inférieurs aux indices établis pour l'ensemble de la population (colonne 6 du tableau 13).

(1) cf. chapitre I.

(2) On prendra garde que ces indices de réalisation sont relatifs à la période 1956-1961, tandis que ceux qui sont utilisés plus loin dans l'examen des substitutions entre produits sont établis entre 1957 et 1961.

TABLEAU 15
Consommation par tête de 1956 à 1961

FONCTIONS DE CONSUMMATION	Progression prévue (1)	Progression réalisée (2)	Indices de réa- lisation (3)	Coefficients d'élasticité apparents	
				prévus ϵ_p	réalisés ϵ_r
Viandes, volailles, oeufs	114,5	109	95	0,66	0,62
Légumes et fruits	122	116,5	95,5	0,99	1,19
Autres produits alimentaires	106,5	103	96,5	0,29	0,21
ALIMENTATION	111,5	107	96	0,52	0,49
Vêtements	122,5	115,5	94	1,02	1,10
Chaussures	116,5	108,5	93,5	0,74	0,68
HABILLEMENT	121,5	114,5	94	0,98	1,03
Loyers	134	121,5	90,5	///	///
Réparations et entretien	159	125	78,5	2,69	1,77
Equipement ménager	134	122	91	1,55	1,56
Energie	114	108	94,5	///	///
Produits d'entre- tien	110,5	98,5	89	0,48	-0,10
HABITATION	128,5	116,5	90,5	///	///
Soins médicaux	148	139,5	94	///	///
Pharmacie, lunet- terie, orthopédie	145	139,5	96	2,06	2,84
Hygiène et soins personnels	121,5	113,5	93	0,98	0,96
HYGIENE ET SANTE	142	134,5	94,5	///	///
Transports indi- viduels	139	130	93,5	1,77	2,16
Transports collectifs	117	109	93	0,78	0,64
Télécommunications	130	119	91,5	1,36	1,37
TRANSPORTS	132	123	93,5	1,45	1,48
CULTURE ET LOISIRS	130,5	126,5	97	1,39	1,89
Hôtels, cafés, restaurants	124	106,5	86	1,09	0,46
Biens et services divers	132	97	73,5	1,46	-0,21
DIVERS	125,5	104,5	83	1,16	0,32
DIVERS + CULTURE + LOISIRS	128	114	89,5	1,26	1,01
CONSUMMATION TOTALE	122	120	93,5	1,00	1,00

30) La consommation par fonction et l'erreur sur les coefficients d'élasticité apparents

Nous avons vu précédemment que les auteurs de la projection de consommation, élaborée de mai à juillet 1957, ont utilisé des coefficients d'élasticité constants. Les retouches ultérieures ont seulement eu pour résultat de modifier de façon implicite la valeur estimée de ces coefficients. Les coefficients prévus apparents peuvent donc être calculés, comme nous l'avons fait au tableau 15, en faisant le rapport de la progression prévue par tête pour une fonction de consommation, à la progression prévue par tête pour la dépense totale, de 1956 à 1961 (1). On calcule de même les coefficients d'élasticité observés à partir des progressions observées.

Si l'hypothèse faite par les auteurs de la projection sur la forme des lois de consommation est vérifiée, les écarts entre coefficients prévus et constatés ne peuvent provenir que d'une variation des prix relatifs ou d'une erreur d'estimation portant sur la valeur du coefficient d'élasticité prévu. Cependant, comme nous l'avons déjà signalé, une note interne du S.E.E.F. de juillet 1961, confirmée par un récent article de M. Fourgeaud, nous a appris que pour trois fonctions de consommation, la projection avait été effectuée par extrapolation d'un trend indépendant de la progression envisagée pour le revenu disponible (2). Nous examinerons successivement: les trois fonctions pour lesquelles la prévision était fondée sur l'extrapolation d'un trend, puis nous essaierons d'expliquer par le mouvement des prix relatifs les écarts entre élasticités prévues et constatées. Nous tenterons enfin de tirer quelques enseignements de la méthode suivie pour établir la projection par fonction.

a) - Pour les trois fonctions, "Services du Logement", "Energie" à usage domestique et "Soins médicaux" nous n'avons pas présenté de coefficients d'élasticité au tableau 15. En effet puisque la variation de la dépense pour ces trois fonctions correspond à un trend autonome, un écart entre élasticités ap-

$$(1) \text{ Rapport } \epsilon_i = \frac{p_i - 100}{P - 100} \text{ avec}$$

p_i = progression pour une fonction i

P = progression pour la consommation totale

- (2) Dans cet article, M. Fourgeaud compare les prévisions aux réalisations pour la consommation des ménages dans le III^e Plan en appréciant l'ampleur des erreurs relatives par fonctions selon que la dépense est, ou non, liée à l'évolution du revenu (Europe's future consumption p.18 à 49 - Volume II de l'A.S.E.P.E.L.T. édité par J. Sandee. North Holland Publishing Company - Amsterdam 1963.

parentes prévues et constatées devrait être très fortement affecté par l'important retard de la consommation totale par rapport aux prévisions. La comparaison entre prévisions et réalisations ne peut donc être effectuée qu'au moyen de l'indice de réalisation par tête. Pour les loyers cet indice (90,5), assez faible, n'exprime pas tant un retard de la construction des logements neufs, dont les objectifs ont été à peu près atteints, que la disparition, plus rapide qu'il n'était prévu, d'un certain nombre de logements anciens.

L'indice de réalisation pour les dépenses d'énergie à usage domestique (94,5), correspond assez mal à l'hypothèse d'un trend indépendant du revenu.

On peut se demander si le recours à un coefficient d'élasticité constant ne serait pas plus satisfaisant que la méthode du trend. En calculant, à partir du trend prévu, une élasticité prévue par rapport à la consommation totale, nous avons trouvé une valeur du coefficient de 0,63. Pour le coefficient constaté le calcul donne la valeur 0,59. L'écart est donc assez faible, contrairement à ce que l'on devrait attendre dans le cas d'une prévision par trend. Il se peut que, par le biais des fluctuations des achats d'équipements électriques des ménages, les dépenses d'énergie soient devenues plus dépendantes de la progression des revenus.

En ce qui concerne la consommation de soins médicaux dont l'indice de réalisation n'a atteint que 94 %, on peut penser que la progression prévue a été freinée par la forte hausse de prix dans ce secteur. Entre 1956 et 1961 les séries de comptes nationaux montrent que le prix des soins médicaux est passé de l'indice 100 à l'indice 148 (1), tandis que la hausse de prix est de 34 % pour l'ensemble des fonctions de consommations.

b) - *Essai d'explication des écarts par le mouvement des prix relatifs*

Les écarts entre coefficients d'élasticité prévus et constatés peuvent être fréquemment attribués à des substitutions dues au mouvement des prix relatifs. Si, pendant la période considérée, une variation du prix relatif intervient pour une fonction de consommation, elle a pour résultat de déplacer vers le haut ou vers le bas la courbe de demande de cette fonction par rapport au revenu. Dans les cas normaux de demande, le coefficient d'élasticité par rapport au revenu (ou par rapport à la

(1) La hausse effective a cependant été moins importante du fait de l'extension graduelle du système de conventionnement des médecins permettant un meilleur remboursement par la Sécurité Sociale.

consommation totale) doit être diminué par une élévation du prix relatif de la fonction, et inversement.

Nous pouvons même penser que les mouvements de prix relatifs feront apparaître des écarts de sens inverse entre coefficients d'élasticité prévus et réalisés, pour des produits substituables.

Dans le tableau 16, nous avons rapproché des écarts relatifs entre élasticités prévues et réalisées, un indice d'évolution des prix relatifs entre 1956 et 1961, établi par nos soins d'après des séries de comptes nationaux. Ceci nous a permis de classer les fonctions de consommation selon que l'explication des écarts entre coefficients d'élasticité par le mouvement des prix relatifs apparaît, ou non, satisfaisante. Au sein des trois groupes de fonctions que nous avons isolés au début du tableau le jeu des substitutions est particulièrement net.

TABLEAU 16

Écarts entre les coefficients d'élasticité prévus et constatés et validité de leur explication par le mouvement des prix relatifs entre 1956 et 1961

	$\varepsilon_p - \varepsilon_r$	$\frac{\varepsilon_p - \varepsilon_r}{\varepsilon_p} \times 100$	Indice de prix relatif
1°) Fonctions pour lesquelles l'explication est satisfaisante			
{ Volailles, viandes, oeufs, poissons	- 0,04	- 6 %	100,5
{ Légumes et fruits	+ 0,20	+ 20 %	80
{ Autres produits alimentaires	- 0,08	- 27,5 %	99,5
{ Transports individuels	+ 0,39	+ 22 %	98
{ Transports collectifs	- 0,14	- 18 %	106,5
{ Culture et Loisirs	+ 0,50	+ 36 %	99
{ Hôtels, cafés, restaurants	- 0,63	- 58 %	111
{ Biens et services divers	- 1,67	- 114,5 %	101,5
Vêtements	+ 0,08	+ 8 %	91,5
Réparations et entretien du logement	- 0,92	- 34 %	105
Équipement ménager	+ 0,01	-	91
Hygiène et soins personnels	- 0,02	-	103,5
2°) Fonctions pour lesquelles l'explication est peu satisfaisante			
Chaussures	- 0,06	- 8 %	101
Produits d'entretien	- 0,58	- 121 %	87,5
Pharmacie, lunetterie, orthopédie	+ 0,78	+ 38 %	102
Télécommunications	+ 0,01	-	123
ENSEMBLE DES FONCTIONS	0,0	0,0	100

Les fonctions que nous avons placées dans la deuxième partie du tableau ne permettent pas de vérifier l'explication par les prix relatifs pour des raisons assez différentes.

i) - Dans les cas des "Chaussures" et des "Produits d'entretien" il n'est pas possible d'attribuer à une hausse du prix relatif l'écart négatif entre coefficients d'élasticités prévus et constatés. Il est donc vraisemblable que les coefficients d'élasticité ont été surestimés pour ces deux fonctions (1).

ii) - L'écart positif important qui apparaît entre coefficient prévu et constaté pour la fonction "Pharmacie, lunetterie, orthopédie" ne peut s'expliquer par une baisse du prix relatif. Il semble que cette fonction dont la progression effective a exactement suivi celle des soins médicaux serait justifiable du même traitement par extrapolation d'un trend autonome.

iii) - On doit enfin remarquer que la très forte hausse du prix des télécommunications (postes et téléphone) n'a pas entraîné d'écart entre les élasticités prévues et constatées.

c) - *Importance des erreurs entraînées par la méthode suivie pour effectuer la projection*

Il semble donc que dans deux cas les coefficients d'élasticité prévus aient été surestimés. Le taux de progression des services de logement avait également été surestimé. Pour deux autres fonctions, "Energie" à usage domestique et "Pharmacie, lunetterie, orthopédie", il apparaît que l'hypothèse faite sur le degré de dépendance vis-à-vis de la consommation totale n'est pas satisfaisante. Hormi ces cinq exceptions, l'explication des écarts entre prévisions et réalisations par des mouvements de prix relatifs apparaît assez bonne, et les hypothèses faites par les auteurs de la projection sur la forme des lois de consommation et spécialement la constance des coefficients d'élasticité ont été vérifiées.

On doit cependant prendre conscience du sens exact attribué à l'hypothèse de coefficients d'élasticité constants. Le tableau 17 nous a permis de rapprocher les coefficients constatés pour la période 1949-1956, calculés d'après les séries de

(1) Dans le cas des "Produits d'entretien" notons que la Synthèse de 1958 ne permettait pas d'isoler la part des savons et des produits parachimiques qui n'entraient pas dans cette fonction, si bien que le taux de progression prévu et le coefficient d'élasticité apparent ont été nécessairement surestimés.

TABLEAU 17
Infléchissements prévus et constatés
pour les coefficients d'élasticité

	Elasticité constatée 1949-1956	Elasticité prévue 1956-1961	Elasticité constatée 1956-1961	Infléchissement dans le sens prévu
Viandes, volailles, etc...	0,93	0,66	0,62	oui
Légumes et fruits	0,17	0,99	1,19	oui
Autres produits alimentaires	0,75	0,29	0,21	oui
ALIMENTATION	0,71	0,52	0,49	oui
Vêtements	1,09	1,02	1,10	non
Chaussures	0,76	0,74	0,68	oui
HABILLEMENT	1,04	0,98	1,03	non
Réparations, entretien	0,20	2,69	1,77	oui
Équipement ménager	2,57	1,55	1,56	oui
Énergie	0,90	0,63	0,59	oui
Produits d'entretien	1,27	0,48	-0,10	oui
Hygiène, soins personnels	1,28	0,98	0,96	oui
Transports individuels	4,08	1,77	2,16	oui
Transports collectifs	0,17	0,78	0,64	oui
Télécommunications	1,37	1,36	1,37	oui
TRANSPORTS	1,99	1,45	1,48	oui
CULTURE ET LOISIRS	1,03	1,39	1,89	oui
Hôtels, cafés, restaurants	0,90	1,09	0,46	non
Biens et services divers	1,25	1,46	-0,21	non
DIVERS	0,94	1,16	0,32	non
CULTURE - LOISIRS - DIVERS	0,97	1,26	1,01	oui

comptes nationaux, des coefficients prévus et constatés pour la période 1956-1961. Des modifications importantes de la valeur des coefficients ont été plus ou moins explicitement (1) envisagées par les auteurs du III^e Plan. La modification observée a même dépassé la prévision dans de nombreux cas. Pour toutes les fonctions, sauf les "vêtements" et les deux fonctions qui constituent le groupe "Divers", l'infléchissement observé a eu lieu dans le même sens que l'infléchissement prévu. Dans le cas des vêtements l'écart est peu important et s'explique par un

(1) Les valeurs que nous mentionnons pour les coefficients constatés de 1949 à 1956 ont été calculées d'après les séries de comptes nationaux établies en 1959-60, dont les auteurs de la projection n'ont pas disposé.

retard de l'indice des prix par rapport à la hausse moyenne. Le groupe "Divers" enregistre le solde des écarts de toutes les autres fonctions et une substitution s'est produite au bénéfice de "Culture et Loisirs". Les auteurs de la projection avaient donc estimé que, si les valeurs des coefficients d'élasticité sont susceptibles d'être modifiées au terme de cinq ou dix années par l'effet d'une progression importante des revenus et d'une évolution des habitudes, les fluctuations du taux de croissance de la consommation totale ont relativement moins d'importance à cet égard. Il semble bien en effet que les écarts entre coefficients d'élasticité prévus et constatés s'expliquent principalement par le mouvement des prix relatifs.

4^o) *La consommation par produit*

Les écarts par rapport aux prévisions par fonction de consommation trouvent naturellement leurs prolongements dans la nomenclature par produit. Mais le passage d'une nomenclature à l'autre au cours de l'élaboration avait de plus nécessité de nouvelles hypothèses.

En effet, le passage de la nomenclature par fonction à la nomenclature par produit présente deux difficultés, d'importance très inégale, lors du travail de prévision. Dans le cas où les produits d'une même branche satisfont des besoins différents, répartis entre plusieurs fonctions de consommation, le problème est limité à l'agrégation des prévisions relatives à chacune de ces fonctions. Mais dans le cas inverse où des produits différents sont regroupés au sein d'une même fonction de consommation, les auteurs du Plan ont été conduits à analyser les substitutions possibles entre ces produits. C'est ainsi que la fonction "Fruits et légumes" réunit des légumes et fruits frais qui sont classés dans le produit 01, Agriculture et Sylviculture et les conserves de légumes et fruits qui appartiennent au poste 02 Produits des industries agricoles et alimentaires. Or la projection de février 1958 attribue un taux de croissance de 26 % aux légumes et fruits et de 45 % aux conserves entre 1954 et 1961. Une erreur de prévision sur cette substitution dans la consommation des légumes et fruits ne peut être dissociée de l'incidence de l'écart entre coefficients d'élasticité prévue et réalisée pour la fonction "fruits et légumes" que si l'on dispose d'une décomposition simultanée par produits et par fonctions de la consommation des ménages en 1957 et 1961 analogue à celle qui a été établie pour 1956 dans les Comptes de la Nation (1).

(1) Volume I des Comptes de la Nation - 1949-1959 (p. 266).

En construisant de tels tableaux croisés à partir des données des Comptes nationaux pour 1957 et 1961 dans la nomenclature en 65 postes et sur la base d'évaluations datant de janvier 1962, on peut comparer systématiquement les taux de progression effectifs entre 1957 et 1961 aux progressions prévues selon la Synthèse de février 1958 en 195 postes.

Pour examiner les substitutions entre produits, nous avons retenu les indices de réalisation entre 1957 et 1961. Les pourcentages figurant en colonne 6 du tableau 14 par produits doivent être expliqués, d'une part par des indices de réalisation analogues par fonction qui figurent les erreurs de prévision déjà analysées (1), et d'autre part à l'aide d'indices de réalisation croisés, par fonction et par produit, qui renseignent sur les substitutions. Nous nous limiterons à présenter deux exemples significatifs, celui des produits agricoles et alimentaires, et celui de l'énergie.

a) - *Indices de réalisation pour les produits des branches 01 et 02 : agriculture et produits des industries agricoles et alimentaires (Tableau 18)*

Il y a eu une substitution, bien plus importante qu'il n'était prévu, des fruits et légumes en conserves aux fruits et légumes frais, mais ce poste a un poids assez faible au sein de la branche 02. Les deux éléments importants sont :

i) - d'une part un progrès supérieur aux prévisions pour la consommation de viandes provenant de la branche 01 (essentiellement le poste "volailles et oeufs" dont le prix n'a monté que de 8 % de 1956 à 1961 contre 35 % de hausse moyenne pour l'ensemble des viandes).

ii) - d'autre part, un recul en valeur absolue sur 1957 était prévu pour les vins et l'auto-consommation de produits laitiers constituant "les produits alimentaires divers" provenant de la branche 01. Ce recul s'est à peine manifesté. Pour ces deux raisons, l'indice de réalisation pour la branche 01 "Agriculture et Sylviculture", dépasse nettement celui des "Produits des Industries agricoles et alimentaires", branche 02.

(1) Erreurs concernant la prévision démographique, le niveau de la consommation totale, et les coefficients d'élasticité. Ces indices sont établis pour 1957-1961 à la différence de ceux du tableau 13.

TABLEAU 18

Indices de réalisation pour les branches 01 et 02 (1)

BRANCHES \ FONCTIONS	Viandes etc...	Fruits et légumes	Autres produits aliment.	I.R. des produits
01 Agriculture - Sylviculture	101	96,5	106	99,5
02 Produits des industries agricoles et alimentaires	96	111,5	97,5	97
I.R. des fonctions	97	98	99	

b) - Indices de réalisation pour l'énergie (Tableau 19)

TABLEAU 19

Indices de réalisation pour les branches 03 à 05

BRANCHES \ FONCTIONS	03A Combustibles minéraux	03B Gaz	04 Eau et électricité	05 Pétrole carburants fuels	I.R. des fonctions
Energie à usage domestique	85,5	115	103	121,5	97
Transports individuels				89,5	96
I.R. des branches	85,5	115	103	96,5	

Les substitutions réalisées ont nettement dépassé les prévisions initiales. Une certaine explication peut être fournie par l'évolution des prix dont l'indice pour l'ensemble de ces produits a monté de 32 % de 1956 à 1961. La hausse la plus importante a concerné les combustibles minéraux (+ 43 %) tandis que les carburants (+ 11,5 %) et l'électricité (+ 18,5 %) sont en position plus favorable. L'interprétation est moins convaincante pour le gaz de ville dont le prix a monté de 33,5 %; dans ce cas, il faut probablement faire intervenir le dépassement des prévisions relatives au rythme d'exploitation du gisement de gaz naturel de Lacq.

(1) Les tableaux 18 et 19 ont été extraits d'un tableau plus vaste recensant de façon systématique toutes les correspondances entre produits et fonctions. Nous n'avons repris ici que les correspondances les plus importantes. Les deux tableaux ne sont donc plus exhaustifs et les indices de réalisation figurant en marges ne sont pas les moyennes pondérées des indices figurant à l'intérieur des tableaux.

III - CONSOMMATION DES ADMINISTRATIONS (1)

La consommation des Administrations résulte des fonctions assumées par celles-ci en matière d'enseignement, de transports, d'administration générale et de défense nationale. Rappelons qu'il s'agit seulement de la consommation en biens et services, et que se trouvent donc exclus les traitements des fonctionnaires. Dans ces conditions la consommation analysée ici ne peut être considérée comme un indicateur des services rendus par les administrations. Relativement cette consommation est peu importante puisqu'elle ne représente que 7 % de la consommation des Ménages.

L'établissement du compte prospectif 1961 a bénéficié d'un cadre de base relativement solide (2). Toutefois en l'absence d'une Commission spécialisée, la majeure partie du travail a dû être effectuée au moment de la Synthèse, et dans certains cas, ce sont les évaluations du Budget qui ont été adoptées.

D'après le Rapport Orange, la méthode suivie pour établir le compte prospectif a été la suivante:

Dans un premier temps les dépenses sont analysées en distinguant les fonctions les plus importantes.

La sommation de ces chiffres donne un volume global de dépense que l'on confronte ensuite aux évaluations de la Direction du Budget. Certaines retouches ont alors lieu, pour concilier les deux évaluations. Pour le III^o Plan, ces retouches n'ont pas donné lieu à discussion; ceci résulte du fait que l'accord s'était réalisé sur la réduction des dépenses en général. Il faut souligner que le montant des dépenses est constamment confronté à celui des recettes.

Dans un deuxième temps on décompose par produits la consommation évaluée pour chaque fonction. Notons ici que la méthode suivie diffère de celle du IV^o Plan pour lequel on a ventilé la consommation globale en 65 catégories de produits selon les coefficients de consommation observés pour 1957.

Pour le III^o Plan on s'est contenté de faire des hypothèses

-
- (1) Rappelons qu'il s'agit de l'Etat, des collectivités locales, des établissements administratifs, de la Sécurité Sociale, des administrations privées internationales et étrangères.
 - (2) En effet des comptes de l'ensemble des Administrations sont dressés chaque année pour les besoins de la comptabilité Nationale. La première étude détaillée de ces opérations avait été effectuée pour l'année 1954. C'est celle qui a été utilisée par les auteurs du III^o Plan. Cette première étude, fatalement imparfaite, a dû être rectifiée par la suite.

sur l'augmentation ou la réduction de la consommation de certains produits par rapport à 1954.

Conformément à la démarche suivie pour établir la projection nous examinerons successivement la consommation globale, puis les répartitions de la consommation par fonction et par produit.

A) La consommation globale des Administrations (1)

Globalement les Administrations ont atteint les objectifs de dépenses qui leur étaient assignés (I.R.: 101) et pour la période 1954-1961 le taux d'accroissement annuel, 3 % a légèrement dépassé la prévision. Ce résultat s'explique d'autant plus aisément que les ressources des Administrations se trouvent à un niveau supérieur aux prévisions (2).

Toutefois ce résultat global satisfaisant ne dispense pas d'examiner les résultats fonction par fonction avant de se prononcer sur le degré de réalisation des prévisions.

B) La consommation des Administrations par fonction

TABLEAU 20
Consommation des Administrations
(répartition par fonction)

Millions de NF 1956

Fonctions	Prévisions 1961	Résultats 1961	Indices de réalisation du III ^e Plan
Enseignement	1 203	1 172	97,5
Autres fonctions civiles	4 043	3 642	90
Total: consommation civile	5 246	4 814	92
Défense nationale	5 010	5 515	110
Total: consommation des Administrations	10 235	10 329	101

(1) Il s'agit de la valeur nette des biens et services utilisés par les Administrations en vue d'assurer leur fonctionnement sur le Territoire Métropolitain.

(2) Cf. Chapitre III. L'équilibre financier.

1^o) *Les dépenses militaires*

Celles-ci recouvrent à la fois les dépenses courantes et celles d'équipement (1) et représentent à elles seules les 3/5 des dépenses de fonctionnement des Administrations. Le chiffre prévisionnel pour 1961 résulte d'une évaluation de la Direction du Budget, reprise après examen par le Groupe de l'Equilibre. Ce montant reposait sur les hypothèses suivantes:

- "le règlement pacifique des conflits en cours en Afrique du Nord et l'absence de troubles graves dans les P.O.M.,
- une durée effective du service militaire de 18 mois,
- le rapatriement d'une grande partie des troupes actuellement stationnées hors Métropole" (2).

En admettant ces conditions réalisées, les dépenses militaires devaient se stabiliser au niveau atteint en 1954. Comme on le sait les dépenses militaires se sont accrues très fortement entre 1955 et 1957. Elles ont quelque peu diminué en 1958, puis l'accroissement a repris en 1959. Finalement les dépenses militaires en 1961 ont été supérieures de 10 % au niveau prévu.

Si l'on exclut les dépenses militaires de la consommation des Administrations, l'indice de réalisation tombe à 92 % pour les administrations civiles seules.

2^o) *Les dépenses d'Enseignement*

Les prévisions de dépenses ont été évaluées en liaison avec la Commission d'Equipement scolaire. La projection a été fondée sur la variation prévue des effectifs scolaires avec pour base d'évaluation les dépenses de 1955. Le projet gouvernemental de réforme de l'enseignement élaboré à l'époque (projet Billières) a également joué un rôle dans ces prévisions.

Les réalisations ont été inférieures au niveau prévu (I.R. 97,5). Ce retard est considérablement aggravé par le fait que les effectifs scolarisés ont dépassé les prévisions, ce qui conduit à un indice de réalisation par élève encore plus faible: 88,5.

3^o) *Autres dépenses civiles*

L'indice de réalisation de 90 est le plus faible parmi les

(1) Rappelons que, par convention, aucun équipement militaire ne figure dans la formation brute de capital fixe.

(2) Rapport Orange, page 105.

trois fonctions. Ceci nous paraît provenir de la politique de freinage de la demande intérieure suivie en 1958-1959.

Une comparaison des indices de réalisation pour les trois fonctions fait apparaître une orientation assez différente de celle qui était prévue, qui s'explique par le niveau supérieur aux prévisions de la consommation militaire et un souci de restriction de l'ensemble de la consommation des administrations.

c) La consommation par produits

Cette consommation porte surtout sur les produits des industries des métaux (près de la moitié de la consommation totale) sur l'énergie, les bâtiments et travaux publics, les transports et les P. et T.

L'évolution des dépenses militaires explique en partie, la consommation élevée de pétrole (I.R. 165) et en produits des industries des métaux (119,5). Pour ces derniers on avait prévu une diminution des dépenses par rapport à 1957, or on a assisté à une augmentation marquée surtout pour l'armement et l'aéronautique (I.R. 128). En revanche, la non réalisation des objectifs en matière d'enseignement et d'infrastructure explique les consommations moins fortes que prévues en matière de bâtiment et de travaux publics (I.R. 76) ainsi que de transports (I.R. 93).

En ce qui concerne la technique prévisionnelle, la projection de la consommation des Administrations, n'apporte que peu d'enseignements. En effet, la non réalisation des prévisions pour les fonctions "Enseignement" et "Dépenses des Administrations civiles" apparaît liée davantage à la politique de freinage de la demande qu'à des défauts spécifiques des techniques de prévision dans ces domaines.

DEUXIEME PARTIE

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements comprennent, la formation brute de capital fixe des entreprises, celle des administrations et la construction de logements par les ménages. La détermination des investissements ainsi définis est importante à deux points de vue: en premier lieu, la somme des investissements bruts de l'année terminale constitue l'un des emplois de la production intérieure brute, donc l'un des éléments de l'équilibre des ressources et emplois de cette année là. En second lieu la réalisation de ce programme d'investissement, conditionne les niveaux de production, c'est-à-dire d'emploi et de productivité prévus pour 1961. Ce dernier aspect des investissements sur lequel portera principalement notre examen, explique tout à la fois, qu'un cheminement ait été établi (1) et que l'on ait particulièrement vérifié son exécution dans le Plan Intérimaire. L'existence de ce cheminement nous conduisait à nous interroger sur le montant total des investissements réalisés au cours du III^o Plan, et de ce fait à abandonner notre méthode habituelle de comparaison. Deux méthodes étaient également possibles: la première comparait des valeurs absolues tandis que la seconde, dite "par indices" consistait à rapporter à une année de base, la somme des investissements prévus pendant le III^o Plan.

Il apparut vite qu'en dehors des comparaisons portant sur des montants très globaux, tels que: investissements totaux et investissements par agents, pour lesquels les problèmes de nomenclature se posent peu, la première méthode était impraticable. En effet, chaque commission verticale s'est appliquée à dénoncer la difficulté de la prévision des chiffres de formation brute de capital fixe, résultant en partie de l'imprécision

(1) En particulier dans les documents suivants:
 - texte du III^o Plan, p. 42
 - tableau établi par le Commissariat Général au Plan, 24 Février 1958,
 - tableau établi par le S.E.E.F., Février 1958.

du concept retenu par chaque firme. Le Commissariat Général au Plan a été amené, par suite de l'information insuffisante sur le gros entretien, à ne prévoir que le montant des travaux neufs (renouvellement et extension). Cette façon de procéder diffère de celle du SEEF qui inclut systématiquement le gros entretien au montant des investissements. En outre les Commissions ont une compétence dont le champ est presque toujours différent des 17 branches définies par le SEEF (ainsi 8 % du total de la FBCF échappant à la prévision des Commissions ont du être évalués directement par le SEEF ou le Commissariat Général au Plan). Le cas limite qui peut nous servir à illustrer les difficultés nées de l'emploi de cadres différents pour évaluer prévisions et réalisations est celui de la branche "industries agricoles et alimentaires". L'indice de réalisation obtenu en utilisant les valeurs absolues donne 162 alors qu'avec la méthode par indices on obtient un chiffre voisin de 100.

Les planificateurs ayant retenu 1956 comme année de base nous l'avons adoptée pour calculer nos indices, dans ces conditions les investissements de 1957 ont été inclus dans la somme des investissements du III^o Plan.

L'emploi de la méthode par indices n'est qu'un pis aller et n'élimine pas toutes les difficultés, notamment en ce qui concerne le gros entretien, et certains secteurs mal connus comme le commerce. Pour ces différentes raisons nous avons établi deux tableaux: le premier utilise la nomenclature du SEEF, le second celle des Commissions. On peut prévoir qu'à l'avenir une partie de ces obstacles disparaîtront, ce qui semble être le cas pour le IV^o Plan où les définitions et les nomenclatures de la comptabilité nationale ont été plus strictement suivies par les planificateurs. On peut seulement regretter que pour le III^o Plan les rapports annuels d'exécution n'aient pas publié de série homogène de formation brute de capital fixe.

I - APERCU DES INVESTISSEMENTS REALISES PAR LE III^o PLAN

Pour étudier la formation brute de capital fixe on a distingué les investissements, des entreprises, des ménages et des administrations.

A. Evolution d'ensemble

1°) *Les investissements de l'année terminale*

Le résultat de la confrontation entre prévisions et réalisations pour l'année terminale est le suivant:

TABLEAU 21

Investissements: prévisions et réalisations
pour l'année 1961

Millions de NF 1956

	54 Compte définitif NF 56	Indice 61/54 prévu	Prévisions 1961 NF 56	Résultats 1961 NF 56	Indice 61/54 réalisé	Indice de réa- lisation
Investissements des Entreprises	18 260	169,5	30 928	30 782	168,5	99,5
Investissements des Ménages	5 930	112,5	6 662	7 414	125	111
Investissements des Administrations	3 390	157	5 320	5 407	159,5	101,5
TOTAL GENERAL	27 580	156	42 910	43 603	158	101,5

Il ressort du tableau précédent que de 1954 à 1961 le total des investissements bruts annuels évalués en NF 56 devait passer de 27.580 à 42.910 millions. Cet objectif global légèrement plus élevé que celui du rapport Orange (41.650) a été maintenu par le Plan Interiminaire (42.880).

Les investissements devaient alors s'accroître plus rapidement que la production intérieure brute. Pour augmenter cette dernière de 42 %, la formation brute de capital fixe devait être accrue de 56 %. De ce fait la part des investissements dans le produit intérieur brut devait être de 20,3 % en 1961. Confrontées aux prévisions les réalisations sont les suivantes.

Les investissements réalisés en 1961 atteignent les objectifs prévus (43.603 millions de Fr 56 - IR 101,5), bien que la production par rapport à 1954 soit au dessous des 42 % d'augmentation prévue (38 %). En francs courants on constate que la part de la formation brute de capital fixe dans le produit intérieur brut a bien été de 20 %. Cependant compte tenu d'une hausse des prix des biens d'équipement moins forte que celle de

l'ensemble des biens et services (1) cette part a été en réalité plus forte en volume qu'il n'était prévu puisqu'elle atteint 22 %.

L'importance prise par les investissements dans le produit intérieur brut semble s'être stabilisée pendant le III^e Plan autour de 20 % (2) et correspondre au pourcentage envisagé dans les "perspectives de l'économie française en 1961" (variante II) (3).

Rappelons cependant que l'étude des investissements de l'année terminale du Plan ne peut suffire à rendre compte de l'effort total d'investissement. En effet les investissements réalisés en 1961 sont un relai pour les productions des années suivantes, tandis que ceux opérés avant cette année là ont conditionné la croissance prévue par le III^e Plan.

2^o) Le cheminement des investissements globaux

Le montant des investissements prévus pour les quatre années du Plan résulte du regroupement des prévisions établies par chacune des Commissions. Cette sommation avait été modifiée par le SEEF afin d'harmoniser les concepts utilisés et de combler des lacunes.

Comparé au cheminement prévu, le cheminement réalisé a été le suivant (4) :

TABLEAU 22

Millions de NF 1956

	1957	1958	1959	1960	1961	\sum_{58}^{61}	\sum_{57}^{61}
FBCF globale prévue	36 169	37 204	38 997	41 212	42 910	160 323	196 492
FBCF globale réalisée	37 184	38 025	38 150	40 368	43 603	160 146	187 330
Indices de réalisation	103	102	98	98	101,5	100	100,5

(1) Indice global de prix des biens et services 61/54 139,5
Indice de Prix de la FBCF 61/54 134

(2) en prix constants (année 1956)

	1959	1960	1961
pourcentage de la F.B.C.F. dans le produit Intérieur brut	20,2	19,8	20,3

(3) cf. "Perspectives de l'économie Française" p. 31.

(4) Nous avons conservé les valeurs absolues dans la mesure où il s'agissait des investissements totaux pour lesquels les questions de nomenclature se posent peu.

Si le volume d'investissement prévu par le Plan pour la période 1957-61 a été réalisé, on constate en revanche que le cheminement régulier souhaité ne l'a pas été.

TABLEAU 23

	1957/58	1958/59	1959/60	1960/61
Taux d'accroissement prévus	+ 2,9 %	+ 4,8 %	+ 5,7 %	+ 4,1 %
Taux d'accroissement réalisés	+ 2,3 %	+ 0,3 %	+ 5,8 %	+ 8,0 %
Taux souhaités par le Plan Intérimaire			+ 5,5 %	+ 6,5 %

Le Plan Intérimaire, dont l'objet était d'examiner les chances et les moyens d'atteindre les objectifs terminaux, s'est plus particulièrement penché sur les investissements pour lesquels existait un cheminement. Estimant que les retards pris en 1958 et 1959, mettaient en péril la réalisation de la quasi totalité du III^e Plan, il fixa pour 59/60 et 60/61 des taux d'accroissement de 5,5 % et 6,5 %, et fit de cette croissance son objectif principal. Les taux observés de 5,8 % et 8 % peuvent signifier une sous-estimation de la plasticité des progressions en matière de FBCF. Rappelons d'autre part que le Gouvernement conscient du retard n'a pas fait peser les restrictions budgétaires sur les investissements, mais au contraire, les a facilités: citons à cet effet le décret du 9 mai 1960 fixant les modalités d'application d'un système d'amortissement dégressif applicable aux biens d'équipement industriel et hôtelier.

B. Les avatars des investissements productifs et le Plan intérimaire 1960-61

Entre les investissements administratifs et les investissements productifs, ce sont ces derniers qui devaient recevoir l'impulsion la plus forte (69 % contre 57 %) (1) par rapport à 1954.

(1) Rappelons que dans le rapport Orange (p. 134) c'était l'inverse qui était prévu: les investissements administratifs, et les investissements productifs devant être respectivement à l'indice 179 et 161 par rapport à 1954.

TABLEAU 24

	accroissement prévu 1954 - 1961	accroissement réalisé 1954 - 1961
Investissements des Entreprises	169,5	168,5
Investissements des Ménages	112	125
Investissements des Administrations	157	159
Total	156	158

Le rythme annuel envisagé (7,8 %) bien que supérieur à celui du rapport Orange demeure inférieur à celui constaté pendant la période 54-56 (12 %); pour cette raison, il parut réalisable aux planificateurs. Toutefois signalons que ce taux est beaucoup plus élevé que celui observé entre 1949 et 1954 (2 %), et donc qu'un effort était nécessaire pour l'atteindre. Si l'on examine le tableau ci-dessous, on constate que le montant d'investissement réalisé en 1961 par les entreprises est conforme aux prévisions. En revanche le cheminement prévu pour le III^o Plan n'a pas été respecté et des retards ont été pris durant les années 1959 (IR 94) et 1960 (IR 96). Ces retards ont eu quelques répercussions sur le total d'investissement à réaliser pendant les quatre années du Plan (IR 98).

TABLEAU 25
Formation brute de capital fixe des entreprises

Millions de NF 1956

	1957	1958	1959	1960	1961	\sum_{58}^{61}	\sum_{57}^{61}	\sum_{57}^{60}
FBCF des entreprises privées								
Prévue	17 245	17 274	17 658	18 325	19 290	72 547	89 792	70 502
Réalisée	17 012	17 000	16 500	18 388	21 126	73 014	90 026	68 900
IR	98,5	98,5	93,5	100	109,5	101	100	98
FBCF des entreprises publiques (1)								
Prévue	8 440	8 786	10 365	11 183	11 638	42 772	51 212	39 574
Réalisée	8 739	9 510	9 884	9 947	9 656	38 997	47 736	38 080
IR	103,5	107	95,5	89	83	91	93	96
Total: FBCF des entreprises								
Prévue	25 685	26 160	28 023	29 508	30 928	114 619	140 304	109 376
Réalisée	25 751	26 510	26 384	28 335	30 782	112 011	137 762	106 980
IR	100	101	94	96	99,5	98	98	98

(1) Il s'agit des entreprises nationales et assimilées du secteur énergie (EDF, Compagnie du Rhône, Charbonnages, Gaz de France, SNPA, CEA) et du secteur transports et communications (SNCF, Air France, RATP, Aéroport de Paris) P. & T. et RTF. Plan Intérimaire p. 19 n° 1.

L'éventualité d'un ralentissement, avait été envisagée lors de l'élaboration du Plan, et précisé dans le texte du J.O. (1) de la façon suivante:

"Si la conjoncture économique s'inversait et si une menace de chômage se précisait, certains programmes seraient accélérés, et des travaux supplémentaires pourraient être engagés sans retard dans la masse de manoeuvre des projets en attente".

Cette éventualité s'est réalisée dans des conditions un peu différentes il est vrai de celles prévues, puisque le freinage de l'expansion n'a pas été subi, mais voulu en vue de rétablir la situation financière. Et c'est alors qu'un programme de rattrapage des investissements s'est révélé nécessaire et fut élaboré sous le nom de Plan Intérimaire. Ce dernier dont "la croissance des investissements constitue l'objectif principal" (2) d'une part précise pour chaque agent le montant d'investissement réalisé en 1959, d'autre part chiffre pour les deux années terminales du Plan, l'effort nécessaire pour combler le retard pris.

1°) *Situation des investissements productifs en 1959*

Le retard constaté pour les investissements productifs (IR 94) résulte surtout des entreprises privées, dont le niveau de FBCF est inférieur aux prévisions pour les années 57 - 58 et 59. En revanche on constate que les entreprises du secteur public ont maintenu durant les années 1957 et 1958 un rythme élevé de FBCF (IR 103,5 - IR 107), provenant essentiellement des dépenses d'équipement effectuées pour le Gaz de France, la SNPA, Air France, et l'aéroport de Paris.

Dans ce domaine, il semble bien que conformément aux recommandations du Plan, certains programmes aient été accélérés. Cependant en dehors d'un programme complémentaire mis en oeuvre par EDF en 1959, (sur prêt supplémentaire du FDES) peu de "projets en attente" ont été mis en oeuvre.

2°) *L'effort de rattrapage et sa réalisation*

Le Plan Intérimaire n'a pas envisagé de modifier les objectifs terminaux, il préconise seulement pour les investissements productifs le relai du secteur privé par le secteur public. Ceci suppose, d'une part le maintien des dépenses d'équi-

(1) Brochure du J.O. p. 8.

(2) cf. Plan Intérimaire p. 11.

pement des entreprises publiques au niveau des besoins (taux d'accroissement 60/59 = - 2 %; 61/60 = - 1 %) d'autre part un effort très important d'investissement de la part du secteur privé (60/59 = + 8 %; 61/60 = + 9 %), (cf. tableau 27).

TABLEAU 26
Investissements réalisés par les Administrations
pendant le III^e Plan

Millions de NF

FONCTIONS	INVESTISSEMENTS REALISES Fr. 1956			INVESTISSEMENTS PREVUS Fr. 1957			INDICE DE REALISATION (7) = $\frac{(3)}{(6)}$
	1956 (1)	\sum_{57}^{61} (2)	$\frac{61}{56}$ (3)	1956 (4)	\sum_{57}^{61} (5)	$\frac{61}{56}$ (6)	
ENSEIGNEMENT	1 260	8 498	6,74	1 247	8 980	7,20	93,5
INFRASTRUCTURE DES TRANSPORTS	1 212	5 726	4,72	1 171	5 880	5,02	94
EQUIPEMENT COLLECTIF (rural et urbain)	1 350	7 442	5,51	1 475	7 777	5,27	104,5
ADMINISTRATION GENERALE	299	1 632	5,46	293	970	3,31	165
TOTAL	4 121	23 298	5,65	4 186	23 607	5,64	100

Les réalisations se sont pratiquement conformées aux recommandations du Plan Intérimaire:

TABLEAU 27

	De 1959 à 1960 (en volume)		De 1960 à 1961 (en volume)	
	Plan Intérimaire (1) %	réalisé (2) %	Plan Intérimaire %	réalisé %
Entreprises publiques	- 2	- 2	- 1	+ 3
Entreprises privées	+ 8	+13	+ 9	+ 12

Soulignons que pour les entreprises publiques, on ne peut parler de freinage. L'achèvement d'importants programmes d'investissement, l'orientation nouvelle de la politique énergétique avaient naturellement entraîné une pause dans le développement de leurs équipements.

(1) Plan Intérimaire p. 11.

(2) Compte de la Nation - année 1961 p. 27 - Tableau n° 12.

C. Les investissements non directement liés à la production

Il s'agit de la FBCF réalisée par les administrations et des investissements en logement:

1°) *Les investissements des administrations* (cf tableau 26).

Les chiffres prévisionnels (1) résultent d'une répartition à l'intérieur des dépenses totales par fonctions (2) entre consommation et FBCF. Ce travail, à défaut d'une commission spécialisée, a été effectué par le SEEF au niveau de la synthèse.

On constate d'après le tableau ci-contre que le programme d'équipement prévu pour la durée du III^e Plan a été réalisé (IR 100).

Toutefois ce résultat favorable doit être nuancé dans la mesure où l'effort d'investissement devait être concentré sur l'équipement scolaire et l'infrastructure des transports:

Le développement massif de l'équipement scolaire (61/56: 178) devait permettre la scolarisation à des taux spontanément croissants, l'accueil des "classes pleines" de l'après guerre et la préparation de l'allongement ultérieur de la scolarité obligatoire. Ce programme constituait l'un des trois impératifs du Plan et devait être réalisé en toute première priorité. Par ailleurs, un développement considérable de l'infrastructure des transports (61/56 - 137) était prévu.

On constate que le programme d'équipement prévu pour l'enseignement n'a pas été atteint (IR 93,5).

Ce résultat demande à être affiné pour tenir compte de deux phénomènes dont les effets sont inverses. D'une part, le rapport d'exécution du Plan 61-62 signale qu'au cours de la période une baisse des prix des constructions scolaires est intervenue, on peut donc penser qu'une analyse en volume se servant d'indices de prix plus différenciés approcherait les résultats des objectifs du Plan. Toutefois ceci ne peut compenser le fait que le programme d'équipement avait été établi pour un effectif scolaire prévu pour 1961 de 7.463 milliers, il est avéré que cet effectif est de 8.221; de ce fait la non réalisation des objectifs est encore plus forte qu'il ne résulte de la stricte comparaison des chiffres.

(1) Les chiffres prévisionnels concernant l'équipement administratif sont ceux d'un tableau du 24 février 1958, établi par le Commissariat Général au Plan.

(2) Les fonctions retenues sont les suivantes: enseignement, infrastructure des transports, équipement collectif et administration générale.

Un examen du cheminement des investissements réalisés en matière d'enseignement montre le retard considérable pris dans les premières années du Plan, par suite des restrictions de crédit budgétaires. Le Plan Intérimaire avait mis l'accent sur l'effort à fournir dans ce domaine. Conformément aux souhaits de ce dernier des crédits importants ont été alloués pour les deux dernières années du Plan.

L'infrastructure des transports n'a pas non plus réalisé les investissements prévus (IR 94). Considérablement réduites au cours des premières années du Plan les dotations du fonds Routier, passeront de 160 millions de NF à 350 en 1960, pour atteindre 900 millions en 1961, ce qui ne veut pas dire que les réalisations correspondantes aient été mises en service durant le III^e Plan.

2°) *Les investissements en logement*

Afin d'obtenir une évaluation globale des investissements en logement nous avons joint à la FBCF des ménages, celle du secteur logement (constitué principalement par les HLM et les autres sociétés immobilières) (1).

Confrontées aux prévisions, les réalisations sont les suivantes (2).

TABLEAU 28
Investissements en logement

Millions de NF 1957

	1956	1957	1958	1959	1960	1961	\sum_{58}^{61}	\sum_{57}^{61}
Prévisions	8 930	9 880	9 450	9 300	9 350	9 550	37 650	47 530
Réalisations	8 749	9 678	8 871	10 032	10 230	10 655	40 788	50 466
Indices de réalisation	98	98	104,5	108	109	111,5	108	106

- (1) Dans la nouvelle base les logements construits par les administrations sont réduits à peu de choses: en effet après investigation, on s'aperçoit que les communes n'investissent pas elles-mêmes mais fournissent des crédits aux organismes de HLM, d'autre part les logements construits pour les instituteurs sont comptabilisés dans les crédits de l'Education Nationale. Dans ces conditions, on a jugé préférable de faire disparaître la rubrique "logements des administrations". Notons que le gros entretien est compris.
- (2) Malgré les différences de nomenclature nous avons tenté une comparaison en valeurs absolues. Les résultats obtenus ne sont que des ordres de grandeur.

Le dépassement observé pour la durée du III^o Plan est surtout imputable aux investissements des ménages seuls (IR 111,3).

En quantités physiques, les prévisions du III^o Plan portaient sur la réalisation de 320.000 logements en 1961, et sur une moyenne annuelle de 300.000. On observe les résultats suivants:

TABLEAU 29
Nombre de logements terminés

(en Milliers)

	1957	1958	1959	1960	1961	Total 58-61	Total 57-61
Réalisations (1):							
- logements terminés avec l'aide de l'Etat	252	266	292	286	284	1 128	1 380
dont HLM	73	88	101	96	92	377	450
- sans l'aide de l'Etat	22	26	28	31	32	117	139
Total	274	292	320	317	316	1 245	1 519
Prévisions du III ^o Plan					320	1 200	

Ce tableau appelle les commentaires suivants:

- L'indice de réalisation en quantités physiques tout en étant lui aussi supérieur à 100 est légèrement moins élevé que l'indice de réalisation en volume. Cette différence peut provenir soit du choix des déflateurs utilisés, soit d'une amélioration de la qualité des logements construits, supérieure à celle envisagée par les planificateurs.

- On constate également que le nombre de logements ne bénéficiant pas de l'aide de l'Etat a continué de croître légèrement au détriment de ceux construits avec son aide.

Toutefois ce résultat est encore peu conforme aux souhaits du Plan qui désirait augmenter l'autofinancement des ménages en réduisant la quotité des prêts. Une telle position s'est traduite pour les ménages par une hausse des loyers, d'autant que la diminution de prix prévue (qui devait résulter de l'amélioration de la productivité) a été comblée par l'augmentation du prix des terrains. En fait ainsi que le souhaite le Plan Intérimaire l'effort de l'Etat a dû s'accroître du fait de la surcharge foncière. En matière de logements neufs l'instauration

(1) Statistiques du Ministère de la Construction.

de conditions de financement très restrictives pour les constructions primées, a orienté la clientèle vers des formules beaucoup plus onéreuses pour l'Etat (les prêts spéciaux du Crédit foncier).

Compte tenu de leurs effets sur les capacités de production et la productivité des facteurs, nous accorderons une attention particulière aux investissements directement productifs.

TABLEAU 30
Indices de réalisation de la FBCF
effectuée par les entreprises pendant le III^e Plan
NOMENCLATURE DU S.E.E.F.(1)

Millions de NF

BRANCHES	INVESTISSEMENTS REALISES			INVESTISSEMENTS PREVUS			INDICE DE REALISATION (7) = $\frac{(3)}{(6)}$
	1956 (1)	FR 56 \sum_{57}^{61} (2)	$\sum_{57}^{61/56}$ (3)	1956 (4)	FR 57 \sum_{57}^{61} (5)	$\sum_{57}^{61/56}$ (6)	
01 Agriculture - Sylviculture	2 620	14 220	5,43	2 780	14 820	5,34	102
02 Industries agricoles et alimentaires (2)	842	4 099	4,87	544	2 585	4,75	102
03 + 04 + 05 Energie (3)	4 434	27 017	6,10	4 057	29 902	7,37	83
07 + 08 Sidérurgie - Mines de fer et métaux non ferreux (4)	1 012	7 822	7,73	981	6 180	6,3	123
09 A.B.C.D. Industries mécaniques et électriques (5)	2 133	12 725	5,97	1 883	11 600	6,16	97
10 + 06 B Chimie + verre (6)	908	6 055	6,66	911	5 920	6,5	102
11 + 12 Industries textiles et diverses	1 379	7 026	5,09	1 142	6 700	5,87	87
13 + 06 A Bâtiments T.P. Matériaux de construction (7)	1 025	5 991	5,84	918	5 050	5,50	106
14 Transport et P. et T.	3 520	20 719	5,89	4 480	24 805	5,54	105
15 Service du logement	1 520	11 220	7,38	1 650	11 990	7	105
16 Autres services	1 611	9 359	5,81	1 742	9 725	5,58	104
17 Commerce	1 469	8 311	5,66	1 592	8 300	5,2	108
TOTAL	22 473	134 564	5,99	22 680	137 577	6,07	98

- (1) cf. Le même tableau établi dans la nomenclature des Commissions, P. 83.
(2) Sont compris la pêche et le tabac.
(3) C.E.A. exclu (Les réalisations en ce domaine sont évaluées d'une manière différente par le Plan et le SEEF).
(4) Potasse et minéraux divers exclus.
(5) Non compris armement, construction navale et aéronautique.
(6) Non compris parfumerie, pharmacie conditionnée et minéraux divers.
(7) La recherche pétrolière non comprise.

II - LES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS PAR SECTEURS MAITRES D'OEUVRE

(cf tableau 30)

La plupart des Commissions se sont efforcées de chiffrer le montant des investissements bruts que leurs branches seraient amenées à réaliser de 1957 à 1961.

TABLEAU 31
Indices de réalisation des investissements effectués par les entreprises pendant le III^e Plan (1)
NOMENCLATURE DES COMMISSIONS (1)

Millions de NF

BRANCHES	INVESTISSEMENTS REALISES FR 56			INVESTISSEMENTS PREVUS FR 57			INDICE DE REALISATION (7) = $\frac{(3)}{(6)}$
	1956 (1)	\sum_{57}^{61} (2)	$\frac{\sum_{57}^{61}}{56}$ (3)	1956 (4)	\sum_{57}^{61} (5)	$\frac{\sum_{57}^{61}}{56}$ (6)	
Agriculture - Sylviculture (2)	2 970	15 760	5,31	2 940	15 800	5,27	101
Industries agricole et alimentaire	842	4 233	5,03	414	1 950	4,71	107
Energie	3 165	19 857	6,27	3 220	24 125	7,49	84
Sidérurgie, mines de fer, minerais et métaux non ferreux (3)	825	6 481	7,85	811	5 180	6,39	123
dont: Sidérurgie, mines de fer minerais et métaux non ferreux	709	5 690	8,03	751	4 580	6,1	131
Industries mécaniques et électriques (4)	116	791	6,81	60	600	10	68
Chimie + verre	1 737	10 424	6	1 883	11 600	6,16	97
Industries textiles et diverses	742	5 261	7,1	650	4 520	6,95	102
Transport et télécommunications	1 092	6 239	5,21	1 142	6 700	5,87	97
Service de logement	2 207	13 293	6,02	2 351	15 162	6,45	93
Autres services	1 520	11 221	7,38	1 650	11 990	7	105
Commerce	1 611	9 359	5,81	1 742	9 725	5,58	104
	1 500	8 163	5,44	1 590	8 300	5,2	105
TOTAL	19 036	116 772	6,13	19 204	120 232	6,26	98

- (1) Les chiffres prévisionnels proviennent d'un tableau établi par le Commissariat Général au Plan et sont cohérents avec ceux de la brochure du J.O. Ces chiffres ne contiennent pas le gros entretien mais incluent les logements construits par les entreprises pour le personnel. Les chiffres des réalisations sont ceux des rapports d'exécution du III^e Plan de 1961 et 1962. Aucun indice n'a été calculé pour le "bâtiment et les matériaux de construction" les rapports du III^e Plan ne fournissent aucun chiffre dans ce domaine.
- (2) Ces chiffres contiennent les investissements faits par les ménages. Les postes tabac et pêche sont exclus.
- (3) Ce poste ne contient pas les investissements de la potasse, mais contient des minéraux divers.
- (4) Les chantiers navals et la construction aéronautique ont été exclus.

On peut dire que deux méthodes d'évaluation ont été utilisées (1): l'une d'évaluation directe, le chiffre prévisionnel d'investissement, résultant alors de la simple sommation des programmes d'entreprises, l'autre utilisant des rapports entre FBCF et production (coefficients marginaux de capital), ou entre FBCF et chiffre d'affaires.

A. Investissements sectoriels directement évalués

Les secteurs intéressés sont les secteurs très concentrés comme l'énergie, la sidérurgie, les transports et télécommunications. Cependant on a fait de même pour l'agriculture.

En dehors de l'agriculture, le programme d'investissement retenu au titre du III^e Plan résulte de l'agrégation, sous la direction de la Commission intéressée, des projets établis par quelques grandes firmes. Avec cette méthode, la valeur du chiffre prévisionnel est fonction certes des concepts utilisés et des modes d'agrégation, mais surtout de la quantité et de la représentativité des projets et par conséquent de la plus ou moins grande franchise des firmes. Ajoutons que les entreprises n'évaluent pas toujours correctement leurs besoins en capitaux fixes, comme en témoigne la sous-estimation du coût des investissements dans le secteur de la sidérurgie.

Globalement on peut penser que les chiffres obtenus sont assez exacts dans la mesure où cette méthode est appliquée dans les secteurs de base pour lesquels sont menées les études les plus sérieuses. Il semble également que la précision des chiffres diminue au fur et à mesure que la prévision s'éloigne de l'année de référence du Plan et que les conditions de financement apparaissent plus imprécises.

Pour ces secteurs concentrés, il apparaît qu'en dehors de l'énergie, la répartition des investissements par secteurs productifs est appelée à garder la même physionomie qu'en 1954.

En dehors de la branche "sidérurgie mines de fer et métaux non ferreux" dont les investissements sont supérieurs aux prévisions, les autres secteurs ont investi une masse égale ou inférieure aux hypothèses.

(1) Le IV^e Plan s'il a disposé de meilleures informations et de certaines précisions sur les concepts utilisés, n'a pas changé les méthodes décrites ici.

1^o) *La sidérurgie, les mines de fer, les minerais et les métaux non ferreux (1)*

L'indice global obtenu pour ce secteur (IR 123) masque des situations différentes, à savoir le retard considérable pris par les minerais et métaux non ferreux (IR 68) et l'avance de la sidérurgie (IR 131). Il semble que les Commissions aient disposé de chiffres de départ particulièrement bas pour élaborer leurs prévisions dans les minerais et métaux non ferreux, prévoyant ainsi un taux d'accroissement trop élevé. Soulignons qu'en volume, les résultats sont assez différents: les capacités de production de coke, de fonte et d'acier n'ont pas dépassé les hypothèses du Plan. En dehors d'une erreur sur l'évaluation du coût des investissements lors de l'élaboration du Plan, il est vraisemblable que l'explication du dépassement doit être recherchée du côté des concepts d'"investissement" utilisés (2).

2^o) *Les industries agricoles et alimentaires*

Les chiffres prévisionnels ne concernent que les entreprises recevant une aide de l'Etat. Toutefois, nous les avons comparés aux réalisations. Nous avons supposé, en effet, que le taux d'accroissement retenu n'aurait pas été différent si les commissions avaient disposé de renseignements plus amples. La disparité enregistrée entre l'indice calculé dans la nomenclature du S.E.E.F. (IR 102) et dans celle du Plan (IR 107) s'expliquerait par le fait que les commissions ne tiennent pas compte du tabac ni de la pêche.

3^o) *La chimie et le verre*

Pour des raisons de cohérence avec le chiffre des prévisions, les investissements du verre sont inclus.

L'objectif global a été atteint (IR 102), mais il n'en a pas été de même dans les secteurs où le III^o Plan avait recommandé des actions "à mener en priorité". Ainsi la capacité de production du caoutchouc synthétique qui devait être portée à 100.000 tonnes en 1961, n'a atteint que 80.000 tonnes. Le re-

(1) Pour des raisons de cohérence entre prévisions et réalisations, nous avons exclu du montant des réalisations les investissements concernant la potasse et les minéraux divers. Les prévisions ont été élaborées à partir de chiffres qui étaient sous-évalués: pour 1956, 926 millions de francs 56 au lieu de 985 pour 1957. 1120 au lieu de 1263 millions de francs 1957.

(2) cf. dans le livre III consacré aux études sectorielles témoins, le chapitre relatif à la sidérurgie.

TABLEAU 32

Indices de réalisation des investissements effectués par les entreprises dans le domaine de l'énergie

NOMENCLATURE DES COMMISSIONS (1)

Millions de NF

BRANCHES	INVESTISSEMENTS REALISES (FR. 56)			INVESTISSEMENTS PREVUS (FR. 57)			INDICE DE REALISATION (7) = (3) / (6)
	1956 (1)	\sum_{57}^{61} (2)	$\sum_{57}^{61}/56$ (3)	1956 (4)	\sum_{57}^{61} (5)	$\sum_{57}^{61}/56$ (6)	
Charbonnages de France (2)	484	2 371	4,9	518	2 939	5,67	86
Gaz de France	306	2 089	6,83	327	2 530	7,74	88
Electricité de France	1 503	10 711	7,13	1 609	12 510	7,78	92
Compagnie Nationale du Rhône	112	717	6,40	120	769	6,41	100
Carburants (3)	760	3 969	5,2	646	5 377	8,34	68
TOTAL: (non compris l'énergie atomique et les régies gazières)	3 165	19 857	6,27	3 220	24 125	7,49	84

tard pris dans la production du caoutchouc synthétique devait se faire sentir au delà du III^o Plan. La production de 113.000 T. prévue pour 1962 par le IV^o Plan n'a atteint à cette date que 85.000 T. Deux sociétés (Société des Elastomères de Synthèse, société d'électrochimie d'Ugine) dont le démarrage était prévu pour le début du III^o Plan n'ont commencé à fonctionner qu'au cours du dernier trimestre de 1961.

- (1) Les chiffres des prévisions proviennent d'un tableau établi le 19 mai 1958, et sont cohérents avec ceux de la brochure du J.O. Ces évaluations ne contiennent pas le gros entretien mais incluent les logements construits par les entreprises pour leur personnel. Les chiffres des réalisations sont ceux des rapports sur l'exécution du Plan en 1961-62.
- (2) Les intérêts intercalaires et les "travaux à moyen terme" ne sont pas compris.
- (3) Le gros entretien représentant un pourcentage faible du total, nous avons préféré utiliser les chiffres du SEEF. Pour des raisons de cohérence nous avons ajouté le montant de FBCF effectué pour la recherche pétrolière, et soustrait les investissements du Gaz du sud-ouest et de la Société Nationale du Pétrole d'Aquitaine.

40) *L'énergie* (cf. le tableau ci-contre).

Le retard est général pour toutes les sources d'énergie (IR 84) sauf pour la Compagnie Nationale du Rhône (IR 100). Pour Electricité de France il est cependant inférieur à la moyenne (IR 92); en outre grâce à l'utilisation de certains équipements anciens, les programmes de production prévus ont été respectés.

Le cas des Charbonnages (IR 86) doit être étudié à part, les révisions en baisse des objectifs de production intervenues en cours d'exécution du Plan expliquent que les investissements aient été freinés: un certain nombre de projets concernant les bassins de Lorraine et du Centre Midi ont été abandonnés. Si l'on exclut des investissements du secteur "carburants" ceux relatifs à la recherche des gisements et à la production de brut outre-mer, soumis à des aléas particuliers, et qui de plus ne figurent pas dans les prévisions du texte officiel du III^e Plan, l'indice de réalisation est très faible (IR 68). Ce résultat semble pouvoir s'expliquer en partie par les retards pris dans la construction des raffineries de Strasbourg et du pipe de Lavera-Karlsruhe (1).

50) *Les transports et Télécommunications* (cf. le tableau ci-après).

Remarquons que les indices calculés dans la classification du S.E.E.F. et dans celle du Plan sont très différents (IR 105 et 93). Dans le premier cas le gros entretien est compris, dans l'autre il ne l'est pas. Faut-il voir là l'explication de la différence? Nous retenons comme valable l'indice calculé dans la nomenclature du Plan parce que nous pensons qu'il résulte d'une confrontation entre prévisions et réalisations plus cohérente.

Sauf pour la batellerie où l'avance est considérable (IR 133) l'aéroport de Paris (IR 108) et l'ensemble des compagnies aériennes (IR 114), les investissements réalisés dans les transports ont été inférieurs aux prévisions. Le retard est important pour la R.A.T.P. (IR 41) et les voies navigables (IR 54).

La Régie Autonome, devait suivant l'objectif général défini par le III^e Plan (J.O. p.33) "adapter la capacité de transport à l'expansion prévue par le Plan". Il semble qu'il n'en

(1) cf. dans le livre III consacré aux études sectorielles témoins, le chapitre relatif au pétrole.

TABLEAU 33
Indices de réalisation des investissements
effectués dans le domaine des transports

NOMENCLATURE DES COMMISSIONS

Millions de NF

BRANCHES	INVESTISSEMENTS REALISES (Fr. 56)			INVESTISSEMENTS PREVUS (Fr. 57)			INDICE DE REALI- SATION (7) = $\frac{(3)}{(6)}$
	1956 (1)	\sum_{57}^{61} (2)	$\frac{61}{57}/56$ (3)	1956 (4)	\sum_{57}^{61} (5)	$\frac{61}{57}/56$ (6)	
S.N.C.F.	522	2 809	5,38	554	2 998	5,41	99
Routes	463	1 473	3,18	518	1 646	3,18	100
Voies navigables et ports fluviaux	51	328	6,43	52	625	12,01	54
Batellerie	26	193	7,41	27	150	5,56	133
R.A.T.P.	22	157	7,21	23	406	17,6	41
V.F.I.L.	34	123	3,62	36	151	4,19	86
Ports Maritimes	157	1 046	6,66	151	1 106	7,3	91
Marine Marchande (1)	196	2 344	11,96	210	2 860	13,6	88
Aéroport de Paris	24	405	16,87	25	391	15,65	108
Reste Infrastructure aéronautique	78	517	6,63	83	620	7,5	88
Cies Aériennes dont Air-France	126	1 375	10,9	134	1 283	9,6	114
Total Transports	1 699	10 770	6,34	1 814	12 236	6,74	94
P. et T.	508	2 523	4,97	537	2 926	5,45	91
TOTAL GENERAL	2 207	13 293	6,02	2 351	15 162	6,45	93

ait rien été, des retards importants ont été pris surtout dans l'engagement des travaux de la ligne de métro n° 1.

Pour les voies navigables un effort particulier avait été prévu, la canalisation de la Moselle a pris du retard sur les échéances envisagées, il semble que le goulot d'étranglement soit d'origine financière.

(1) L'aide à la Construction Navale a été exclue.

Les retards restent importants, pour les voies ferrées d'intérêt local (IR 86), l'infrastructure aéronautique (IR 88), les télécommunications (IR 91), la marine marchande (IR 88) et l'infrastructure portuaire. Pour les deux derniers secteurs, des objectifs particuliers avaient été prévus en vue notamment d'améliorer la balance des frets en construisant un nombre suffisant de charbonniers, de minéraliers et de pétroliers. Il n'en a rien été et le nombre de bateaux neufs en service est resté inférieur aux prévisions. Le fait que notre balance fret se soit nettement améliorée en 1961 ne semble dès lors pouvoir s'expliquer que par l'utilisation de bateaux déjà anciens.

Enfin la S.N.C.F. (IR 99) et les routes (IR 100) ont atteint les objectifs prévus tout au moins globalement.

Nous avons laissé de côté les investissements agricoles pour lesquels l'information demeure trop insuffisante.

B. Investissements sectoriels évalués prospectivement à l'aide de coefficients de capital

Ce mode d'évaluation intéresse les secteurs non concentrés comme les industries de transformation, le commerce et les services. Etant donné le grand nombre d'entreprises il est impossible d'agréger leurs différents projets, pour la plupart d'ailleurs inconnus des entreprises elles-mêmes au delà de l'horizon d'un an.

La perspective du Marché Commun devrait avoir conduit les planificateurs à accroître suffisamment les coefficients de capital. Dans la négative les chiffres prévisionnels ne devraient représenter que des minima à respecter. Pour le moment l'infléchissement semble suffisant, toutefois il est difficile de dire si cette situation se maintiendra dans l'avenir.

1°) *Les industries mécaniques et électriques* (1)

Pour des raisons de nomenclature, il nous a été impossible de distinguer la première transformation des métaux et l'automobile pour lesquels les montants d'investissement semblent calculés à partir de coefficients de capital marginaux bruts, des industries mécaniques dont la FBCF résulte du rapport investissement/chiffre d'affaires.

(1) L'armement, la construction aéronautique et navale ont été retranchés du montant des investissements, étant donné la non comparabilité des chiffres des prévisions et des réalisations.

Les réalisations demeurent inférieures aux prévisions (IR 97). Ce résultat est surtout imputable à la stagnation de la demande de biens d'équipement. Aussi constate-t-on que, dans les secteurs où le Plan recommandait de développer la capacité de production des biens d'équipement tels que, machines outils et machines agricoles, les objectifs ne sont pas respectés. Pour le machinisme agricole, par exemple, le parc de tracteurs de 1961 (830.000) a beau atteindre le niveau prévu par le Plan (800.000), les achats s'étant portés sur du matériel étranger la production française ne s'est pas développée au rythme escompté.

De même dans la construction électrique comme dans le matériel ferroviaire roulant, la formation brute de capital fixe, malgré les recommandations du Plan n'a pas atteint les niveaux prévus.

2°) *Les industries textiles et diverses*

L'indice 87 que nous avons calculé dans la nomenclature du S.E.E.F., nous paraît peu valable puisque les réalisations diffèrent des prévisions par le gros entretien, la TVA et les branches non reprises par le Plan. En revanche cet obstacle disparaît si l'on s'en tient aux chiffres des réalisations donnés par le Commissariat au Plan. L'indice est alors 97 (1). Dans les textiles proprement dits les investissements n'ont pas atteint les objectifs prévus. Il semble que les perspectives de la demande aient découragé les investissements. Ce retard est particulièrement sensible dans l'industrie lainière (IR 93), et dans les textiles artificiels et synthétiques (IR 90). Pour ces derniers les commissions avaient cependant recommandé des actions "à mener en priorité".

Dans les industries diverses, qui groupent, entre autres, les industries du cuir, de la pâte à papier et la transformation des matières plastiques, les prévisions ont été dépassées. En ce qui concerne la pâte à papier les investissements réalisés en 1961 sont un peu supérieurs à la moyenne annuelle des prévisions du III^e Plan. Ils correspondent au taux de 7 % du chiffre d'affaires.

*

* *

(1) cf Tableau 31. P. 83.

Assignant un rôle majeur au développement des investissements, le III^o Plan n'en a mené qu'une analyse assez rudimentaire, si on excepte les secteurs très concentrés comme l'énergie. On peut déplorer que le concept d'investissement n'ait pas été mieux défini, de façon à permettre des comparaisons à la fois plus significatives et plus exactes. Toutefois on peut se demander s'il existera jamais une définition parfaitement satisfaisante de l'investissement, et si dans ce domaine ne pourront être réalisés que des progrès.

Si l'on se tourne maintenant vers les réalisations, on constate que globalement le programme de FBCF assigné au III^o Plan a été exécuté à l'exception de l'Energie et des Transports (nomenclature du Commissariat Général au Plan). Une étude du détail nous montre que la plupart des objectifs prioritaires n'a pas été atteints ainsi qu'en témoignent les résultats obtenus dans les secteurs des biens d'équipement, du caoutchouc synthétique et du machinisme agricole.

En ce qui concerne les biens d'équipement, on ne peut que constater une certaine aptitude de ce secteur à prendre du retard sur les objectifs du Plan. En effet déjà lors du II^o Plan cette branche n'avait pas exécuté le programme prévu (1). Doit-on imputer ces résultats à une certaine carence des maîtres-d'oeuvre? En revanche il semble bien que la stratégie des grands groupes internationaux soit responsable du retard des secteurs du caoutchouc synthétique et du machinisme agricole. Ces différentes questions seront reprises au Livre II concernant les instruments de politique économique consacrés à l'exécution du III^o Plan.

- - - - -

(1) cf. Brochure du J.O. p. 16.

TROISIEME PARTIE

LA PRODUCTION

La production intérieure brute se situe à un niveau légèrement inférieur aux prévisions puisque l'indice de réalisation des valeurs absolues est de 97. Un calcul portant sur les progressions attendue et réalisée à partir de 1957 nous donne un indice de réalisation de 82,5 qui met bien en lumière que la croissance de l'économie française a été légèrement plus lente que ne le prévoyait le taux annuel de 4,6 % retenu par le III^e Plan pour la période 1958-1961. Rappelons que l'industrie devait assumer la plus grande part de ce développement économique et accuse un retard plus important que celui de la production intérieure (1).

Après quelques considérations sur les problèmes de méthode nous analyserons de façon détaillée les résultats obtenus pour procéder enfin à une tentative d'explication des réalisations du III^e Plan en ce qui concerne la production, laquelle demeure malgré tout le domaine privilégié de la mesure de la réussite ou de l'échec d'un plan.

I - PROBLEMES DE METHODE

Transposer les données prévisionnelles en 195 postes de la Synthèse dans la nomenclature actuelle du S.E.E.F. en 16 postes a posé des problèmes particuliers au niveau de la production. L'agriculture et le commerce faisant l'objet d'un traitement spécial, nous les étudierons après avoir exposé tout d'abord le problème général d'agrégation de la production.

(1) cf. Chapitre I, Tableau 11.

A. Le problème général

Agréger 195 postes en seize supposait que l'on connaît la ventilation par secteurs utilisateurs des consommations intermédiaires des 195 produits prévue pour 1961 par les planificateurs. Il était alors possible d'éliminer le montant de la consommation intermédiaire d'un produit devenu consommation intra-branche par suite de l'agrégation. Ces données qui à l'époque n'étaient pas encore systématisées sous la forme d'un tableau d'échanges interindustriels n'ont pu être retrouvées au S.E.E.F. par nos soins que plus d'un an après le démarrage des travaux sur le III^o Plan (1)

L'agrégation de la production en 16 produits, devenue praticable à partir du moment où nous avons disposé des fiches de consommation intermédiaire des 195 postes de la Synthèse, a rencontré quelques obstacles, en particulier au niveau de la métallurgie (branches 07, 08 et 09).

Des problèmes de nomenclature se sont naturellement posés. Indiquons, en effet, que les 195 produits se trouvaient ventilés en 112 secteurs. Par conséquent nous avons dû faire coïncider trois nomenclatures. Ces difficultés expliquent que nous ayons dû renoncer à agréger directement la production de la branche 07 + 08 + 09 A (Production et première transformation des métaux). Pour déterminer la production de cette branche prévue pour 1961 à partir de la demande finale du III^o Plan nous avons utilisé un tableau d'échanges établi en Août 1958 dont les données sont extrêmement proches de celles de la Synthèse de février de la même année (2). Mais en procédant de la sorte nous négligeons les modifications de coefficient technique éventuellement prévues par les planificateurs. Cependant, il semble bien, comme nous l'a suggéré le Directeur du B.I.P.E. (3) que les changements envisagés à l'époque dans le domaine des métaux soient imperceptibles au niveau d'agrégation auquel nous nous situons. En vue de vérifier cette hypothèse, nous avons procédé à une triangulation du tableau d'échanges rétrospectif de l'année 1961. Sur la base d'une même demande finale, celle prévue par le III^o Plan, nous avons obtenu dans cette seconde triangulation pour la branche 07 + 08 + 09 A (4) un mon-

-
- (1) Il est inutile d'insister sur le retard considérable apporté à cette étude en raison du classement assez anarchique pour ne pas dire inexistant des documents essentiels concernant le III^o Plan.
 - (2) C'était la solution que nous avons d'abord adoptée pour toutes les branches à l'époque où nous ne disposions pas encore des fiches prévisionnelles de consommation intermédiaire du III^o Plan.
 - (3) Qui était en 1957 membre du S.E.E.F. et a participé aux travaux d'élaboration du III^o Plan.
 - (4) Production et première transformation des métaux.

tant de production inférieur de 1,6 % à celui calculé auparavant. Dans ces conditions il nous paraît valable d'admettre comme chiffre prévisionnel celui reconstitué à l'aide de l'ancien tableau d'échanges d'Août 1958, d'autant que les réalisations se situent à un niveau nettement inférieur (IR = 93,5), ce qui montre sans contestation possible que les réalisations n'ont pas été conformes aux prévisions.

Par ailleurs l'absence de base 1954 dans les comptes actuels pour les branches 09B + 09C, 09D et 09E (1) nous a contraints à modifier notre méthode habituelle. Nous avons simplement agrégé ces trois postes dans le compte 1961 de la Synthèse et nous avons corrigé ces résultats de l'écart constaté dans chacune des trois branches entre compte ancien et compte actuel établis pour l'année 1956.

B. Problèmes particuliers

1^o) *L'Agriculture*

Dans l'agriculture où les problèmes d'agrégation étaient inexistantes, les consommations intrabranche de l'agriculture étant pratiquement nulles dans la nomenclature choisie nous avons retenu l'indice qui apparaît dans la Synthèse, soit 121,4.

Mais nous n'avons pu appliquer cet indice au compte 1954 actuel en francs 1956. Le S.E.E.F. nous a en effet indiqué que le traitement des stocks de céréales avait été modifié de telle façon qu'en appliquant un indice ancien au compte actuel, une distorsion importante serait apparue. Dans ces conditions, il ne restait plus qu'à comparer les prévisions et les réalisations dans les anciens cadres, ce dont le S.E.E.F. a bien voulu se charger. Le détail des calculs est exposé en annexe.

Ajoutons que l'indice de réalisation obtenu, soit 96,5, peut apparaître relativement injustifié dans la mesure où l'année 1961 est une mauvaise année agricole; si l'on admet que le Plan prévoit un taux de croissance qui est censé se réaliser sur la longue période, les écarts en hausse ou en baisse s'annulant dans le temps, il paraît normal de comparer, lorsque cela se révèle possible, les prévisions à des résultats représentant une moyenne 1960-1961-1962.

(1) Industries Mécaniques et Electriques, Automobiles et Cycles, Construction Navale, Aéronautique et Armement.

2^o) Le Commerce

La solution que nous avons adoptée ici n'est guère satisfaisante, puisqu'elle ne nous permet pas d'obtenir la production de la branche Commerce telle qu'elle aurait été prévue par le III^o Plan.

En effet, la définition des marges commerciales, dont le montant total représente la production du Commerce, a évolué depuis 1958. Les données des comptes 1954 anciens et nouveaux sont très divergentes; or, il s'agit de quantités minimales et dans ces conditions, les retouches apportées se révèlent souvent importantes proportionnellement: l'application des indices relevés dans la Synthèse aboutit alors à des résultats aberrants.

Nous avons préféré retenir la différence entre la production finale aux prix d'utilisation et la production finale aux prix à la production, données que nous avons obtenues selon notre méthode habituelle, et qui sont donc rattachées aux comptes actuels. L'écart entre ces deux éléments représente pour chacun des 16 produits, la somme des marges et des droits et taxes à l'importation. Le total de ce poste obtenu par différence comprend donc en sus des marges commerciales, les droits et taxes à l'importation, ce qui exclut toute comparaison entre prévisions et résultats en termes de production de la branche commerce.

II - LES RESULTATS (1)

Les résultats que nous présente le tableau 34 montrent que l'indice global de réalisation de 97 reflète des situations assez diverses. En se référant à la production aux prix à la production, on peut distinguer trois grands groupes:

D'une part les secteurs retardataires, qui sont évidemment les plus nombreux; ce groupe comprend l'agriculture et les industries agricoles et alimentaires, le charbon et le pétrole, la production et la première transformation des métaux, les automobiles et cycles, le textile, et les services.

Le second groupe se situe à un niveau pratiquement conforme à celui indiqué par le Plan et rassemble le Bâtiment (IR=99)

(1) Rappelons que l'on trouvera en annexe de ce chapitre la description de la nomenclature utilisée.

TABLEAU 34
Production totale
Prévisions et réalisations pour l'année 1961

Millions de NF 1956

Produit	PREVISIONS		REALISATIONS		INDICES DE REALISATION	
	Production aux prix à la production (1)	Production aux prix d'utilisation (2)	Production aux prix à la production (3)	Production aux prix d'utilisation (4)	Production aux prix à la production $(5) = \frac{(3)}{(1)}$	Production aux prix d'utilisation $(6) = \frac{(4)}{(2)}$
02	36 999	45 830	35 663	44 864	96,5	98
03	4 355	5 493	4 065	4 995	93	91
04	4 235	4 235	4 333	4 333	102	102
05	9 341	9 350	9 004	9 004	96,5	96
06	4 949	6 324	5 144	6 530	104	103
07+08+09 A	17 840	18 404	16 690	17 936	93,5	97,5
09 B + C	23 780	26 378	24 518	27 648	103	105
09 D	9 882	11 162	9 449	10 569	95,5	95
09 E	4 130	4 202	4 623	4 623	112	110
10	11 502	13 902	13 436	16 045	117	115,5
11	19 003	25 613	18 011	24 581	95	96
12	14 862	18 385	14 817	18 236	100	99
13	25 862		25 608		99	
14	17 347		17 374		100	
15	5 891		5 491		93	
16	36 619		34 097		93	

le bois et les industries diverses (IR = 100), les transports et télécommunications (IR = 100) l'électricité (IR = 103) et les matériaux de construction et verre (IR = 104).

Enfin, nettement à part se situent la Chimie (IR = 117) et le poste Construction Navale, aéronautique et armement (IR = 112) dont le Plan n'avait pas prévu la forte expansion. (Rappelons, en ce qui concerne cette dernière branche, que le III^e Plan avait supposé que la guerre d'Algérie serait terminée en 1961, ce qui explique pour une bonne part cet indice de 112).

Avant de procéder à une analyse détaillée qui portera tout particulièrement sur les objectifs prioritaires il est nécessaire de définir l'influence exercée sur nos indices de réalisation par les marges et les droits et taxes à l'importation. Le classement que nous venons d'établir ne se trouve pas contredit mais simplement nuancé: en effet, un certain nombre de

caractères accusés, retard ou avance, se trouvent légèrement atténués. C'est le cas des produits agricoles et alimentaires et du textile ainsi que des deux secteurs en pointe. Seule la branche industries mécaniques et électriques qui enregistre un indice de réalisation de 104,8 (au lieu de 103,1) ne peut plus guère être classée parmi les secteurs où les réalisations sont conformes au Plan.

Néanmoins, il nous faut attirer l'attention sur le poste 07 + 08 + 09 A. Sans modifier aucunement notre classement, puisqu'elle demeure parmi les secteurs retardataires, la Production et Première transformation des métaux pose un problème car la prise en compte des marges et droits fait passer l'indice de réalisation de 93,6 à 97,5. L'indice des marges est en effet de 221, ce qui est peut-être dû à un changement dans la méthode de comptabilisation des marges commerciales de la consommation intermédiaire. Cette hypothèse n'a pu être vérifiée.

Pour l'instant, nous devons insister sur le fait que cette distorsion rend encore plus aléatoires les conclusions que l'on peut tirer des comparaisons chiffrées pour la branche 07+08+09A. Rappelons, en effet, que ce poste est le seul qui n'a pu être obtenu par agrégation directe des données de la Synthèse et que par conséquent le montant des prévisions doit être utilisé avec circonspection.

Analyser la production sous l'angle des objectifs prioritaires définis par la Brochure du J.O. nous a paru à plus d'un titre intéressant.

Tout d'abord sachant que le Plan n'a pas été intégralement réalisé, on peut logiquement se demander si cette appréciation ne doit pas être atténuée ou au contraire renforcée dans la mesure où les objectifs jugés importants ont ou non été atteints. Si l'on considère qu'un aspect essentiel de la planification consiste à privilégier, dans un cadre synthétique et cohérent, un certain nombre d'objectifs qui conditionnent la réalisation de l'ensemble du plan et la croissance future de l'économie, cette analyse nous paraît primordiale.

Ensuite, dans la mesure où la plupart des objectifs prioritaires sont élaborés à un niveau plus détaillé que celui de la nomenclature du S.E.E.F., cet examen complètera utilement les chiffres de nos tableaux (1).

(1) Les réalisations nous sont données par les rapports d'exécution du Plan pour 1960 et 1961-1962.

A. Domaine agricole

L'indice de réalisation est de 96,5 pour la branche 01 (Agriculture, Sylviculture) et pour la branche 02 (Industries agricoles et alimentaires). Mais pour la branche 01, la moyenne des trois années 1960-1961-1962 donne un indice de réalisation de 100.

Le Plan avait insisté sur trois points. En premier lieu sur la viande et tout spécialement sur la viande de boeuf dont l'accroissement (en quantités physiques) devait être de 36 % entre 1956 et 1961 (1). En réalité celui-ci n'a été que de 28 % soit une réalisation à 78 % de la progression prévue. Les causes doivent en être recherchées avant tout dans les conditions mêmes de la production (rapports de prix de la viande de boeuf avec celui du lait et du blé, coût élevé des investissements, etc...) et de la commercialisation de ce produit qui posent de nombreux problèmes. Ceux-ci sont comme l'on sait loin d'être résolus, à tel point qu'on a déjà pu prévoir que les objectifs -également prioritaires- du IV^e Plan ne seraient pas davantage atteints sur ce point (2).

Le second objectif prioritaire était constitué par la production fruitière et maraîchère. L'indice de progression indiqué dans la Synthèse (3) est de 128,4. Nous ne disposons pas de l'indice réalisé portant sur la même période soit 1954-1961 (4). Cependant indiquons que l'accroissement de 1956 à 1961 est de 120. Or il est peu probable que la progression ait été très importante de 1954 à 1956 étant donné les conditions climatiques très mauvaises pour la production végétale de l'année 1956. Il est donc vraisemblable que les objectifs en matière de fruits et légumes n'ont pas été atteints. La moyenne des trois années 1960-1961-1962 améliore à peine les résultats enregistrés puisque l'indice se situe simplement à 120,5. Les conséquences des gelées de 1956 ont donc pesé sur la réalisation du plan en ce domaine.

Le dernier point important consistait à réaliser une balance commerciale excédentaire vis-à-vis de l'étranger pour

(1) III^e Plan - Tableau 17 - Page 105.

(2) Cf. rapport d'exécution du Plan en 1962 et 1963 - P. 114 et l'article de M. Jean SEBASTIEN "Le Marché de la Viande de boeuf" - Revue Economique - n° 5 - Septembre 1963 - P. 772 Seq.

(3) Signalons que la Brochure du J.O. s'abstient de communiquer des données chiffrées en la matière, ce qui paraît regrettable puisqu'il s'agit d'un objectif prioritaire.

(4) En effet, le S.E.E.F. n'a pu nous communiquer l'évolution 1954-1956 retracée dans les anciens comptes.

l'année 1961. Le taux de couverture tel qu'il ressort des chiffres du tableau 16, P. 103 du III^o Plan, devait être de 162,5 (1). Les Comptes de la Nation (2) indiquent pour les branches 01 et 02 un taux de couverture de 82,4 %. Dans notre tableau 35, l'on voit que si le montant des exportations totales a été réalisé, c'est presque exclusivement grâce aux exportations vers l'étranger, tandis qu'en matière d'importations les prévisions des planificateurs ont été sérieusement controuvées. Signalons qu'en 1960 un léger excédent agricole s'était manifesté (taux de couverture de 110,8 %) qui se trouve cependant très éloigné des objectifs définis pour 1961 (3).

Il nous faut donc constater que si globalement l'écart entre prévisions et réalisations paraît minime (surtout si l'on se réfère à une moyenne de trois années), les conséquences de celui-ci se sont fait sentir plus particulièrement sur les points jugés essentiels par le III^o Plan.

B. Domaine de l'Energie

La plupart des objectifs, déterminés en quantités physiques, étaient considérés comme prioritaires. Indiquons que les prévisions de la Synthèse diffèrent de celles publiées dans la Brochure du J.O. par suite d'une modification intervenue en Octobre 1958 dans le sens de la baisse des besoins de l'année 1961. Dans nos tableaux nous avons naturellement conservé les prévisions de la Synthèse pour rester cohérents avec l'ensemble de notre travail et parce que les rectifications d'Octobre 1958 -qui n'affectaient d'ailleurs pas l'électricité- constituent déjà une mesure prise en cours d'exécution du Plan. En ce qui concerne l'électricité l'accent avait été mis sur la production hydraulique qui a dépassé les prévisions (34 milliards de Kwh) en se montant à 38,2 milliards de Kwh en 1961 (4). Le gaz naturel a atteint le niveau des prévisions d'Octobre 1958 et nettement dépassé les objectifs de la Synthèse. Le charbon au contraire accuse un retard qui apparaît singulièrement marqué. En matière de pétrole, il faudrait pouvoir distinguer pétrole brut et pétrole raffiné ce que ne permet pas la nomenclature en 16 postes du S.E.E.F. Signalons donc simplement ici que la brochure

(1) La synthèse ne ventile pas le commerce extérieur entre Etranger et P.O.M. Nous ne pouvons donc nous y référer.

(2) Année 1961.

(3) Il faut toutefois indiquer que la correspondance entre la nomenclature du Tableau de la Brochure du J.O. et les branches 01 et 02 du S.E.E.F. est loin d'être parfaite.

(4) Sans correction d'hydraulicité qui tendrait à rabaisser ce chiffre.

du J.O. insiste d'une part sur la production de pétrole brut de la métropole et de l'Outre-Mer (indice de réalisation sur les quantités physiques = 94 %) et sur la capacité de raffinage qui a été effectivement atteinte (1).

Enfin, un problème avait paru important aux planificateurs dans la conjoncture de l'époque: celui des économies d'énergie. Des objectifs prioritaires avaient donc été assignés à certains postes de la consommation intermédiaire; citons notamment la réduction de la mise au mille de coke dans la sidérurgie et l'électrification des voies ferrées. Sur ces deux points les réalisations sont pratiquement conformes aux prévisions; la mise au mille se situe à 955 contre 945 prévue, et les programmes d'électrification étaient presque tous achevés en 1961. Ajoutons que l'objectif d'accroissement du rendement énergétique à la S.N.C.F. (7 % par an) (2) a été atteint.

C. Domaine minier et industriel

Il est particulièrement intéressant d'étudier ici les objectifs prioritaires qui sont beaucoup plus détaillés que dans la nomenclature adoptée dans nos tableaux. En poursuivant notre analyse dans un ordre décroissant par rapport à la réussite enregistrée nous rencontrons tout d'abord la sidérurgie dont le niveau de production est conforme aux prévisions, l'aluminium, le ciment et les pâtes à papier qui ont nettement dépassé les objectifs. La sidérurgie et l'aluminium sont retracés dans nos tableaux à la ligne 07 + 08 + 09A qui enregistre un retard de 2,5 %. Remarquons que par suite de l'agrégation une partie relativement importante de la production sidérurgique a été éliminée puisqu'elle est utilisée par la branche 09A. Par ailleurs la valeur de la production de l'aluminium est très minime par rapport à celle de l'ensemble de la branche 07 + 08 + 09A, si l'indice de réalisation est particulièrement élevé: 121 (indice calculé à partir des quantités physiques). Toutefois, en ce qui concerne la sidérurgie, le terme de réussite peut paraître abusif dans la mesure où conformité entre prévisions et réalisations dissimule en fait une erreur sur le paramètre prévisionnel reliant l'évolution de la sidérurgie à celle de la production intérieure brute. En effet si le paramètre avait été correctement évalué, la sidérurgie devrait enregistrer un indice de réalisation voisin de celui de la production (3).

(1) Indiquons que le pétrole fait l'objet d'une étude sectorielle-témoin où ces problèmes sont étudiés dans le détail (cf. Livre III).

(2) Brochure du J.O. - P. 176.

(3) Cette question est étudiée en détail au Livre III dans l'étude sectorielle témoin portant sur la sidérurgie.

Il est difficile également - mais pour des raisons différentes - de caractériser les résultats dans le secteur de la chimie: le niveau global prévu a été dépassé en effet (IR 117). Mais l'objectif prioritaire consistait à obtenir une balance commerciale nettement excédentaire, en insistant particulièrement sur la production de caoutchouc synthétique et celle de matière plastique. Or si l'indice de réalisation des matières plastiques se trouve être de 101,5, les objectifs en matière de caoutchouc synthétique n'ont pas été atteints par suite de retard dans les investissements (1). La balance commerciale de la chimie quant à elle enregistre un taux de couverture des importations de 126 % contre un taux de 138 % prévu par la Synthèse.

Plus évident peut apparaître l'échec concernant le minéral de fer (dont la majorité de la production n'apparaît pas dans nos comptes puisqu'elle est absorbée par la sidérurgie). La production est de 66,6 millions de tonnes contre 70 prévues, soit un indice de réalisation de 94. Mais en fait cette situation n'est guère critiquable car elle provient essentiellement de difficultés d'écoulement sur le marché extérieur par suite de la concurrence des minerais riches. Or nos exportations - qui résultaient avant tout de contrats nous liant à des sociétés étrangères (belges et luxembourgeoises en particulier) - ne paraissaient pas particulièrement souhaitables dans la mesure où elles risquaient d'accélérer l'épuisement de nos gisements.

Nous insisterons enfin particulièrement sur le retard enregistré dans le secteur des industries mécaniques et électriques car le Plan avait mis l'accent sur ce problème. Il est nécessaire d'indiquer ici que le terme utilisé par le Commissariat au Plan, qui se rapproche beaucoup de la nomenclature de l'I.N.S.E.E., est nettement plus large que notre branche 09B + 09C. L'indice de réalisation du Commissariat au Plan est de 96 (2) incluant pratiquement les branches 09A, 09B, 09C et 09D. Si nous analysons en détail le contenu de notre branche 09B+09C, nous constatons les phénomènes suivants: les succès rencontrés par la construction électrique (IR 108), la mécanique de précision et l'optique (IR 108,5), la construction métallique (IR 126) masquent le retard qui caractérise la grosse et moyenne mécanique (IR 96) et surtout les machines-outils (IR 91) et le machinisme agricole (IR 86). Or ces trois derniers postes sont tous trois désignés expressément par le III^e Plan (3) comme des

(1) Cf. supra - deuxième partie.

(2) Calcul effectué avec la collaboration du Commissariat Général au Plan et qui retient les pondérations de l'indice de l'INSEE utilisé pour la prévision.

(3) Brochure du J.O. - p. 32.

objectifs primordiaux dans le secteur des industries mécaniques et électriques, lui-même considéré comme important. Par conséquent si le retard de 4 % enregistré dans cette branche recouvre des résultats très divergents, on doit noter que les échecs les plus patents concernent justement les points essentiels.

Il semble donc en définitive que le rôle des objectifs prioritaires dans la réalisation du Plan soit assez différent de ce que l'on pourrait en attendre. On peut admettre d'ailleurs que ces objectifs concernent généralement des domaines où un changement majeur - donc difficile - doit être obtenu, qui affecte les structures mêmes de la production (cas de la production animale par exemple ou des machines-outils). Il n'est donc pas étonnant - au cas où les mesures spécifiques prises sont insuffisantes - que les échecs affectent particulièrement les objectifs prioritaires. Mais ils affaiblissent alors la portée du Plan.

III - TENTATIVE D'EXPLICATION

Nous avons pu procéder à une recherche qui se situe à trois niveaux: celui de la demande finale, celui de la consommation intermédiaire, et dans la mesure où cela a été possible celui des facteurs de production.

A. La Production et ses liens avec la demande finale (1)

La consommation des ménages représente le poste dominant de la demande finale. C'est d'abord son influence sur la production que nous étudierons, nous réservant de faire ensuite quelques brefs commentaires au sujet du Commerce Extérieur et de la formation brute de capital fixe.

1°) *La consommation des ménages*

Rappelons tout d'abord que l'indice de réalisation de la consommation des ménages est de 95,5 et que, dans la nomenclature que nous avons adoptée pour présenter nos résultats sur la production, seule la consommation du 04 (électricité et eau) et du 09B + 09C (industries mécaniques et électriques) a dé-

(1) Voir Tableau 35. Signalons que les indices de réalisation concernent ici la production aux prix d'utilisation.

passé les prévisions. Nous distinguerons ici les produits pour lesquels la consommation des ménages est prédominante, et ceux pour lesquels elle est simplement importante.

TABLEAU 35
Ressources et emploi - Prévisions et réalisations
pour l'année 1961 (1)

Millions de NF 1956

Pro- duits		Produc- tion (marges et droits compris)	Impor- tations	Total Res- sour- ces	Consom- mation intermé- diaire	Consom- mation ménage- s	Consom- mation des ad- minis- trations	F.B.C.F.	Exporta- tions	TOTAL em- plois	Solde d'ajus- tement
02.	P (2)	45 830	42 991	48 821	5 653	40 032	644	-	2 664	48 993	- 172
	R (3)	44 864	3 329	48 193	5 970	38 704	604	-	2 705	47 983	210
	IR (4)	98	111	99	105,5	97	94	-	101,5	98	
03.	P	5 493	1 475	6 968	3 657	2 721	321	-	194	6 893	75
	R	4 995	1 135	6 130	3 168	2 527	330	-	81	6 103	27
	IR	91	77	88	86,5	93	103	-	42	88,5	
04.	P	4 235	25	4 260	2 785	1 420	- 60	-	35	4 180	80
	R	4 333	48	4 381	2 889	1 465	- 3	-	30	4 381	
	IR	102	192	103	104	103	50	-	88	105	
05.	P	9 350	3 006	12 356	7 517	3 502	366	-	902	12 287	69
	R	9 004	3 082	12 086	6 967	3 376	605	-	993	11 941	145
	IR	96	102,5	98	93	96,5	165	-	110	103	
06.	P	6 324	258	6 582	5 059	550	370	-	453	6 432	150
	R	6 530	298	6 828	5 443	385	335	-	613	6 776	52
	IR	103	115,5	103,5	107,5	70	90,5	-	135	105	
07+08+09A	P	18 404	3 140	21 544	14 416	1 516	650	804	4 203	21 589	- 45
	R	17 938	3 904	21 842	14 021	1 160	462	614	5 088	21 355	487
	IR	97,5	124	101,5	97	76,5	71	76	121	99	
09B+09C	P	26 378	2 597	28 975	3 534	4 468	1 038	15 323	3 578	28 141	834
	R	27 648	2 917	30 595	4 364	4 813	1 250	15 659	3 759	29 845	750
	IR	105	113,5	105,5	117	107,5	120,5	102	105	106	
09D	P	11 162	311	11 473	338	4 047	282	3 796	2 471	10 934	539
	R	10 569	684	11 253	707	3 885	474	3 722	2 280	11 068	185
	IR	95	220	98	209	96	168	98	92	101	

(1) Le poste 01, agriculture, a fait l'objet d'un traitement particulier cf.

(2) P = Prévisions

Annexe 1.

(3) R = Réalisations

(4) IR = Indice de réalisation.

TABLEAU 35 (suite)

Millions de NF 1956

Produits		Production (marges et droits compris)	Impor- ta- tions	Total Res- sour- ces	Consom- mation intermé- diaire	Consom- mation ménage- s	Consom- mation des ad- minis- trations	F.B.C.F.	Expor- tations	TOTAL em- ploi	Solde d'ajus- tement
09 E	P (1)	4 202	173	4 375	326	-	2 048	1 089	674	4 137	238
	R (2)	4 623	504	5 127	104	-	2 627	992	1 295	5 018	109
	IR (3)	110	291,5	117	32	-	128	91	192	121	
10.	P	13 902	1 376	15 278	8 333	4 411	152	-	1 897	14 793	485
	R	16 045	2 206	18 251	10 265	4 342	273	-	2 781	17 661	590
	IR	115,5	160	119,5	123	98,5	179,5	-	146,5	119,5	
11.	P	25 613	2 880	28 493	1 817	21 707	367	-	3 949	27 840	653
	R	24 581	3 363	27 944	1 797	20 951	464	-	4 236	27 448	496
	IR	96	117	98	99	96,5	126,5	-	107	98,5	
12.	P	18 385	1 791	20 176	7 099	10 219	842	257	1 526	19 943	233
	R	18 236	1 809	20 045	7 038	9 631	832	192	1 979	19 672	373
	IR	99	101	100,5	99	94	93	75	130	98,5	
13.	P	25 862	-	25 862	-	1 951	2 354	21 478	-	25 783	79
	R	25 600	-	25 608	-	1 563	1 785	22 360	-	25 608	
	IR	99	-	99	-	80	76	103,5	-	99	
14.	P	17 347	-	17 347	10 262	3 843	1 160	-	2 025	17 290	57
	R	17 374	-	17 374	9 957	3 618	1 085	-	2 714	17 374	
	IR	100	-	100	97	94	93,5	-	134	100,5	
15.	P	5 891	-	5 891	-	5 907	-	-	-	5 907	- 16
	R	5 491	-	5 491	-	5 491	-	-	-	5 491	
	IR	93	-	93	-	93	-	-	-	93	
16.	P	36 619	-	36 619	9 786	25 965	872	-	-	36 623	- 4
	R	34 097	25	34 122	9 721	23 774	595	-	32	34 122	
	IR	93	-	93	99	91,5	68	-	-	93	

La consommation des ménages représente entre 48 % et 100% des produits suivants: produits alimentaires (01 et 02), charbon et gaz (03), textiles (11), bois, papier, industries diverses (12) service du logement (15) autres services (16).

Cette étroite liaison entre la production et la consommation des ménages explique que le freinage de la croissance

- (1) P = Prévisions
(2) R = Réalisations
(3) IR = Indice de réalisation.

des revenus au cours de la période par les mesures gouvernementales (1) ait considérablement pesé sur l'évolution de la production.

Remarquons qu'un léger écart entre les indices de réalisation de la Production et de la Consommation se manifeste pour les postes 01 et 12, où d'ailleurs la consommation des ménages est proche de 50 %.

S'agissant de l'agriculture, cette distorsion ne nous étonnera pas. Ce sont les conditions climatiques qui commandent la production d'une année déterminée, et expliquent ici le retard constaté, alors que les objectifs de consommation ont été pratiquement atteints (IR 99). En effet, il s'agit d'une consommation assez stable (et donc aisément prévisible) et incompressible. Ajoutons à ce propos qu'au niveau de la branche 02 qui concerne cependant aussi la fonction alimentation, l'influence de la consommation des ménages s'est fait nettement sentir sur la production; dans la mesure où l'accroissement de la consommation de produits des industries agricoles et alimentaires est le signe d'un accroissement du niveau de vie (consommation de viande, de lait, de produits élaborés et de plats cuisinés) il paraît évident, en effet, que le retard de la production a pu être provoqué en partie par le retard de la demande.

En ce qui concerne les industries diverses, où à la différence de l'agriculture, la consommation des ménages est en retard tandis que la production avoisine 100, il semble bien que le marché extérieur ait suppléé aux déficiences du marché intérieur qui n'a donc pas joué le rôle déterminant que lui assignait le Plan. Quant au retard de la consommation des ménages en services, il s'explique essentiellement par une erreur de prévision au niveau des trois fonctions suivantes: hôtels, cafés et restaurants, consommation médicale, enseignement et spectacles (2).

Nous avons tenu à citer les quatre branches suivantes pour lesquelles la consommation des ménages représente entre 30 % et 38 % de leur production: électricité, pétrole, automobiles et cycles, chimie. En effet, si le rôle de la consommation des ménages apparaît ici moins déterminant son influence n'est cependant pas niable comme le montrent les indices sauf pour la chimie (production IR:115, consommation des ménages IR:98,5). Ce dernier cas s'explique aisément si l'on sait que la consommation des ménages porte presque exclusivement sur les produits

(1) Cf. Chapitre III - l'Equilibre Financier.

(2) Cf. supra, Première Partie.

pharmaceutiques dont la production est peu importante dans l'ensemble de la chimie, et influence donc peu l'indice global.

2°) *Le Commerce extérieur*

Le commerce extérieur joue un rôle prépondérant dans l'économie française dans la mesure où une partie importante des importations est constituée par des matières premières et énergétiques et des biens d'équipement qui conditionnent la croissance.

Ce problème avait été particulièrement mis en relief par le III^e Plan en raison de la crise des paiements extérieurs survenue en 1957. En 1961, on sait que les importations n'ont pas constitué un goulot d'étranglement pour la production, en raison essentiellement de l'essor des exportations.

Cette donnée d'ordre général étant rappelée, nous allons signaler les cas peu nombreux où l'influence directe du commerce extérieur sur une branche déterminée nous paraît avoir été manifeste.

S'agissant des importations, celles-ci ont pu gêner par leur caractère concurrentiel le développement de la production française. Ainsi l'influence de la mise en route du marché commun n'est pas niable dans le secteur de l'automobile et de la chimie. Pour le 09D l'indice des réalisations des importations de 220 doit être rapproché de l'indice de réalisation de la production de 95. Signalons toutefois, que les importations n'ont joué que sur de faibles quantités et n'expliquent donc que très partiellement le retard de la production automobile. Dans le secteur de la chimie où la production se trouve à 115,5 et les importations à 160 par rapport aux prévisions, il faut indiquer que la concurrence étrangère a joué avant tout sur les produits organiques dont la production a été de ce fait légèrement freinée.

En matière d'exportations il a pu arriver que le marché extérieur prenne le relai du marché intérieur; c'est sans doute le cas du 12 (Industries diverses) et du 07 + 08 + 09A (Production et première transformation des métaux). Plus rarement le marché extérieur a freiné la production: cela s'est produit dans le secteur automobile où le commerce extérieur s'est donc conjugué, rappelons-le, avec la consommation des ménages et à un degré beaucoup moindre avec la concurrence des importations, pour faire plafonner la production en dessous du niveau prévu. L'indice de réalisation des exportations est de 92 ce qui s'explique essentiellement par le recul enregistré sur le marché américain(1).

(1) Cf. l'étude sectorielle-témoin sur l'automobile au Livre III.

30) La formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe de l'année 1961 a commandé presque exclusivement la production des branches 09B+09C et 13, soit les industries mécaniques et électriques et le bâtiment et les travaux publics. La répartition des investissements entre ces deux branches a été à peu près conforme aux prévisions. L'effort poursuivi en matière d'investissements, particulièrement sensible à la fin de la période du Plan, rend donc bien compte de la réalisation des objectifs de production du 09B + 09C et du 13.

B. La Production et ses liens avec la Consommation Intermédiaire

La production intérieure brute ayant enregistré un retard par rapport aux objectifs, il est normal que de nombreux postes de la consommation intermédiaire se situent en 1961 à un niveau inférieur aux prévisions. C'est particulièrement le cas pour l'énergie (sauf l'électricité d'ailleurs), les transports, la production et la première transformation des métaux, enfin les services, qui tous sont étroitement liés à l'évolution de la demande finale globale.

Cependant les conséquences du retard de la production intérieure brute ont parfois été aggravées ou au contraire masquées par des erreurs commises au niveau de la technique prévisionnelle, en particulier parce que l'évolution des coefficients techniques avait été assez mal prévue.

Afin de mieux cerner ce type d'erreur, nous avons comparé méthodiquement (1) les niveaux de productions totales de la Synthèse et ceux obtenus (2) à l'aide du Tableau d'Echanges de l'année 1961 réalisée (3). Nous retiendrons ici les postes pour

(1) Cf. tableau 36.

(2) Cf. supra.

(3) En définissant la production prévue par le III^e Plan comme

$$X_{61}^{\cdot} = [I - \hat{A}]^{-1} Y_{61}^{\cdot}$$

où $[\hat{A}]$ représente la matrice des coefficients techniques prévue pour 1961 par les planificateurs et Y_{61}^{\cdot} la demande finale prévisionnelle du III^e Plan

Les calculs que nous avons effectués se présentent alors de la façon suivante:

$$X_{61}^{**} = [I - A]^{-1} Y_{61}^{\cdot}$$

$[A]$ représentant la matrice réelle des coefficients techniques observés rétrospectivement pour 1961.

L'écart $\left(\frac{X_{61}^{\cdot} - X_{61}^{**}}{X_{61}^{\cdot}} \right) \cdot 100$ mesure alors uniquement l'erreur introduite par le planificateur au niveau de la prévision des coefficients techniques.

TABLEAU 36

Comparaison entre le tableau d'échanges interindustriels utilisé pour l'élaboration du III^e Plan et le tableau d'échanges interindustriels retrospectif de l'année 1961

$X_{61}^{\bullet} = [I - \hat{A}]^{-1} Y_{61}^{\bullet}$ soit Production totale prévue pour le III^e Plan et obtenue par agrégation de la Synthèse à l'aide des fiches de consommation intermédiaire.

$X_{61}^{\bullet*} = [I - A]^{-1} Y_{61}^{\bullet}$ soit Production totale obtenue par triangulation du tableau d'échanges de l'année 1961 réalisée à partir de la demande finale de la Synthèse. Entre ces deux types de chiffres prévisionnels, seuls les coefficients techniques sont susceptibles d'introduire des écarts, la demande finale étant exactement la même.

$\frac{X_{61}^{\bullet}}{X_{61}^{\bullet*}} \cdot 100$ soit Ecart en pourcentage entre la production du III^e Plan et celle que les planificateurs auraient pu prévoir s'ils avaient prévu exactement le tableau d'échanges de l'année 1961.

Produits	X_{61}^{\bullet}	$X_{61}^{\bullet*}$	$\left(\frac{X_{61}^{\bullet} - 1}{X_{61}^{\bullet*} - 1} \right) \cdot 100$
02 Industries agricoles et alimentaires	36 999	37 258	- 0,7
03 Combustibles minéraux solides, gaz	4 355	3 993	+ 9,1
04 (1) Electricité, eau et divers	4 140	4 359	- 5,0
05 (1) Pétrole, gaz naturel, carburants	8 527	8 263	+ 3,2
06 Matériaux de construction et verre	4 949	5 422	- 8,7
07+ 08+ 09A Production et première transformation des métaux	17 840 (2)	17 562	+ 1,6
09B+ 09C Industries mécaniques et électriques	23 780	24 392	- 2,5
09D Automobiles et cycles	9 882	10 293	- 4,0
09E Constructions navale, aéro et armement	4 130	3 909	+ 5,6
10 Chimie	11 503	13 471	- 14,6
11 Textiles, habillements et cuirs	19 003	19 107	- 0,5
12 Bois, papier, industries diverses	14 862	15 081 (3)	- 1,5
14 Transports et Télécommunication	17 347	17 485	- 0,8
16 Autres services	36 619	36 558	+ 0,1

(1) Ne comprend pas les livraisons à l'agriculture.

(2) Il s'agit du chiffre obtenu non par agrégation de la Synthèse, mais en triangulant le Tableau d'Echanges d'Août 1958.

(3) Ne comprend pas les livraisons à l'agriculture qui sont négligeables.

lesquels l'erreur dépasse 2,5 %: il s'agit de l'énergie, des matériaux de construction et verre, des industries mécaniques et électriques, et surtout de la chimie.

Dans les branches 03 et 05, les erreurs de prévision sont importantes (+ 9,1 % pour le 03, + 3,2 % pour le 05). Rappelons d'ailleurs que les planificateurs en ont été rapidement conscients puisqu'ils ont retouché en baisse les objectifs du charbon et des produits pétroliers. Cette modification est intervenue en Octobre 1958 pour des raisons de technique prévisionnelle pure, puisqu'elle était motivée par une diminution de la valeur du coefficient de régression consommation d'énergie - P.I.B. utilisé par la Commission de l'Energie en 1957 (1).

En outre nous avons pu constater que la Synthèse n'avait pas totalement suivi les données du Rapport de l'Energie de 1957 sur le problème charbonnier où l'erreur sur les coefficients techniques atteint 9,1 %. Le niveau de la consommation intermédiaire avait en effet été relevé par rapport aux chiffres de la Commission trouvés trop optimistes en matière de perspectives d'économies de charbon. Cette erreur importante de la Synthèse, combinée avec la non-réalisation de la demande finale globale explique l'indice de réalisation de la consommation intermédiaire pour la branche 03 qui est de 86,5. Comme celle-ci absorbe plus des trois cinquièmes de la production il est évident que l'erreur commise en la matière a pesé sur les résultats de la Production (dont l'indice de réalisation est, rappelons-le, de 91).

Constatons qu'au contraire, dans le cas de l'électricité la sous-évaluation de la consommation intermédiaire a été légèrement compensée par l'influence ici déterminante du retard de la demande finale.

C'est dans la chimie que l'erreur est la plus marquée et atteint 14,6 %. Nous n'avons pu trouver aucune explication valable de cet écart qui paraît d'autant plus curieux que les documents préparatoires au III^e Plan montrent que les planificateurs avaient prévu expressément des variations de coefficients techniques dans cette branche.

Nous rappelons enfin pour terminer le cas de la sidérurgie, bien qu'il n'apparaisse pas dans nos calculs. Ici l'erreur portant sur le paramètre reliant production de la sidérurgie et production intérieure brute - qui résulte implicitement des divers coefficients techniques des utilisateurs de produits sidé-

(1) Cf. note du Commissariat Général au Plan (Commission de l'Energie) de Juillet 1960. Remarquons qu'une erreur similaire semble avoir été faite pour le IV^e Plan cf. Rapport sur l'exécution du Plan en 1962 et 1963 - p.163.

rurgiques - a conduit paradoxalement à la réalisation des objectifs (1).

C. Les facteurs primaires de production

Nous procéderons ici simplement à un certain nombre de rapprochements avec les résultats en matière d'investissements et d'emploi.

1°) *Les Investissements*

Rappelons qu'au niveau global les programmes d'investissements ont pratiquement été réalisés (IR: 100,5 pour la formation brute de capital fixe totale et 98 pour celle des entreprises seules, ceci au cours de la période 1957-1961). Il nous faut tout de suite constater que les liens entre Production et Investissement ne sont pas aisés à établir dans la mesure où nous n'avons pu adopter une nomenclature unique pour étudier ces deux phénomènes.

Il semble que dans un certain nombre de branches, les investissements n'aient pas constitué un goulot d'étranglement pour la production. C'est le cas de l'agriculture et des industries agricoles et alimentaires, du bois et des industries diverses, des services, enfin de la sidérurgie.

En revanche, on peut se demander si la sous-réalisation des investissements dans l'industrie textile n'a pas joué un rôle dans le retard de la production. Mais il s'agit d'un secteur où les investissements sont mal connus et où par ailleurs l'influence de la demande est prépondérante. Il paraît donc hasardeux d'établir un lien direct entre investissement et production dans cette branche sur le simple vu des chiffres. On peut simplement penser que le retard de la demande a freiné à la fois les investissements et la production.

Restent enfin quelques secteurs pour lesquels on constate une divergence entre l'évolution respective de la production et de la formation de capital. Ce sont le 04 (électricité et eau), le 09B + 09C (Industries Mécaniques et Electriques) et le 10 (chimie).

Nous sommes obligés de négliger le cas des industries mécaniques et électriques où le rapprochement est impossible puisque la nomenclature n'est pas la même pour les investissements et la production. Dans les deux autres branches les indices des investissements sont nettement inférieurs à ceux de

(1) Cf. Supra et l'étude sectorielle témoin au Livre III.

la production qui a d'ailleurs dépassé les prévisions. On peut alors se demander valablement si une erreur a été faite sur les coefficients de capital, ou si des économies de capital non prévisibles ont été effectuées. Plus simplement encore on peut penser que le retard des investissements s'est manifesté à la fin de la période, mettant en danger la réalisation non de l'année terminale du Plan, mais celle du Plan suivant.

Nous avons ainsi tenté de calculer pour l'électricité quel pourrait être le taux de réalisation des investissements pour l'année 1961. Ce calcul effectué sur les valeurs absolues prévues et réalisées (qui sont ici tout à fait comparables car il s'agit d'un secteur qui était bien connu dès 1957) montre que le taux est inférieur au taux global calculé sur 57-61 et rapporté à 1956 (77 % au lieu de 92 %). Une confirmation de ce phénomène nous est apportée par le Rapport d'Exécution du Plan pour l'année 1961 qui signale que des capacités anciennes de production ont été utilisées à plein. On pourrait donc penser que si le retard des investissements de l'Electricité de France n'a pas pesé sur la production de l'année 1961, il pourrait se faire sentir à l'avenir. Toutefois en 1960-1961 est intervenue en fonction de l'avenir justement - une nouvelle orientation de la ventilation des investissements entre énergie thermique et hydraulique. Dans quelle mesure l'effet de ce choix a-t-il pu se faire sentir sur le niveau en valeur des investissements de l'année 1961 (puisque les coûts des investissements thermique et hydraulique sont très différents) c'est ce qu'il est très difficile de savoir.

Les conclusions tirées des chiffres doivent être encore plus nuancées pour la branche 10 qui comprend un nombre varié de produits. Nous savons toutefois que certains projets concernant par exemple la fabrication de caoutchouc synthétique n'ont pu être réalisés et que ce retard s'est fait immédiatement sentir sur la production. Remarquons d'autre part que l'indice de réalisation de l'emploi dans cette branche est de 108. Une substitution par rapport aux prévisions du Plan a pu s'effectuer ainsi entre capital et travail.

2°) L'emploi

Rappelons tout d'abord que si les planificateurs ont fait une légère erreur sur le niveau global de l'emploi (IR = 98), ils ont très mal prévu la répartition de la population active entre les trois secteurs traditionnellement distingués dans l'économie. Indépendamment de l'erreur bien connue affectant la baisse de la population active agricole, on constate que contrairement aux prévisions, l'emploi s'est accru plus rapide-

ment dans le tertiaire que dans le secondaire. Etant donné les niveaux atteints par les valeurs ajoutées il en résulte que l'indice de réalisation de la productivité est supérieur dans l'industrie à celui du tertiaire (1).

TABLEAU 37
Emploi et production

	Emploi prévu en 1961 Indice 1956=100	Emploi réalisé en 1961 Indice 1956=100	Indice de réalisation de l'emploi	Indice de réalisation de la production aux prix à la production
<u>1er groupe</u> (productivité conforme au Plan)				
02 Industries Agricoles et Alimentaires	102	101	99	96,5
03B+ 04 Gaz et Electricité	102	87	105	102 (2)
12 Bois, Papiers, Industries diverses	102,5	101	99	100
13 Bâtiment	107	108	101	99
14 Transports et Télécom.	106	106,5	100	100
<u>2ème groupe</u> (sous-estimation de la productivité)				
01 Agriculture	91,5	83	91	96,5
03A Charbon	102	87	85	93 (3)
05 Pétrole	136,5	118,5	87	96,5
06 Matériaux de construction, verre	105	101	96	104
09B+ 09C Industries mécaniques et Electriques	127	115,5	91	103
09E Construction navale aéron. et armement	103	103	100	112
10 Chimie	103	112	108	117
11 Textiles et cuir	104	90	87	95
<u>Cas particuliers</u>				
07+ 08+ 09A Production et première transformation des métaux	110	108,5	98	93,5
09D Automobile et cycles	106	110,5	104,5	95,5

(1) Cf. Chapitre I.

(2) Cet indice concerne uniquement le 04.

(3) Cet indice concerne le 03A + 03B

Nous avons pu effectuer une comparaison plus détaillée entre les prévisions et les réalisations d'emploi dans le secteur secondaire qui enregistre des écarts assez importants (1). Le rapprochement avec les résultats en matière de production permet de distinguer assez nettement deux groupes de branches, en écartant la production et la première transformation des métaux dont l'indice de réalisation de la production est peu sûr.

Dans le premier groupe, on observe un certain parallélisme entre les indices de réalisation de l'emploi et de la production. La productivité (2) semble ainsi avoir été correctement prévue pour les industries agricoles et alimentaires, l'électricité, le bois et les industries diverses, le bâtiment et les Travaux Publics, les transports et télécommunications. Il s'agit d'ailleurs de branches où en dehors des industries agricoles et alimentaires, les réalisations sont assez proches des prévisions.

En revanche le second groupe concerne des secteurs où l'on avait indubitablement sous-estimé les progrès de la productivité, ce qui avait eu pour conséquence une nette surévaluation des besoins de main-d'oeuvre. Il s'agit de toutes les autres branches sauf l'automobile où le fait que l'indice de réalisation de l'emploi soit supérieur à celui de la production s'explique essentiellement par le recul temporaire de la production pendant l'année 1961. Il nous faut ici distinguer tout d'abord l'agriculture: on peut penser que la diminution de la population active (dont les causes sont multiples et ne résident pas toutes dans l'évolution de la seule branche agriculture) a constitué un facteur d'accroissement de la productivité agricole dont l'ampleur n'avait absolument pas été prévue (3).

Ensuite parmi les branches du second groupe, il paraît logique de classer à part le Charbon et les Textiles qui constituent des secteurs en déclin relatif. Remarquons qu'il s'agit là des deux seuls postes où le sens de l'évolution de l'emploi - et non uniquement son rythme - avait été mal prévu. Dans quelle mesure l'optimisme des planificateurs était-il voulu - en vue notamment de ne pas inquiéter les salariés de la branche - c'est ce qu'il est difficile d'apprécier. Il semble cependant que ces deux secteurs aient enregistré des progrès de

(1) Cf. Tableau 5.

(2) Conçue ici - à défaut de données sur les valeurs ajoutées - comme le rapport production sur emploi.

(3) Rappelons que l'indice de réalisation de la productivité agricole (conçue comme le rapport de la valeur ajoutée sur l'emploi de cette branche) est de 107. Cf. Tableau 12 - Chapitre I.

productivité pour des raisons différentes. Les charbonnages, étant donné leur avenir critique, ont vu leurs ressources de main-d'oeuvre fondre rapidement. Paradoxalement la baisse des objectifs de production a nécessité un effort accru du côté de la productivité. Dans les textiles les perspectives d'accroissement de la productivité sont considérables, mais les employeurs qui ont une part prépondérante dans l'élaboration des prévisions ne tiennent pas à en faire état en raison de futures discussions de salaires. Cette tendance à la sous-estimation des prévisions de productivité pour des raisons tactiques affectent sans doute les autres secteurs étudiés ici. Dans la mesure où il s'agit de branches motrices de l'économie, comme telle la chimie, le pétrole ou les industries mécaniques et électriques il semblerait logique de prévoir des taux d'accroissement de la productivité importants. Or tel n'a pas été le cas.

*

* *

En définitive nous avons constaté une assez importante dispersion des indices de réalisation des 17 branches autour de celui de la Production Intérieure Brute, allant de 93 à 117. Comme il est normal des progressions inattendues et parfois spectaculaires ont compensé les retards enregistrés par ailleurs. Les erreurs de technique prévisionnelle pure rendent bien compte des écarts constatés en baisse pour le charbon et le pétrole, en hausse pour les matériaux de construction et la chimie. Le freinage de la consommation des ménages explique le retard dans les industries agricoles et alimentaires, les textiles et les Services. Enfin doivent être attribués à des événements conjoncturels difficilement prévisibles le retard en 1961 de l'agriculture (en raison de conditions climatiques défavorables), de l'industrie automobile (recul des exportations sur le marché américain), et le dépassement de la branche "Construction navale, aéronautique et armement" (en raison des opérations en Algérie).

Cette analyse doit être complétée par l'examen des objectifs prioritaires. Celui-ci a montré qu'à côté de réussites incontestables dans les domaines de l'hydraulique, du gaz naturel, des économies d'énergie, de la sidérurgie, l'aluminium, le ciment et les pâtes à papier, les échecs sont certains pour la viande, les fruits et légumes, la balance commerciale agricole, le caoutchouc synthétique, enfin les industries mécaniques et électriques. Les causes de ces échecs nous paraissent se situer avant tout au niveau des réalisations et mettre en cause de ce fait les instruments utilisés ou non. Différents sont enfin les cas du charbon, du pétrole et du minerai de fer. Nos indices de

réalisation indiquent un échec. L'erreur aurait en réalité consisté à atteindre les objectifs primitifs. L'écart en baisse révèle ici la nécessaire adaptation de la production à la demande réelle et la validité de la réorientation des objectifs en cours de route comme l'a montré en particulier le Plan Intérimaire. L'erreur s'est donc située ici au niveau des prévisions. Cette distinction entre erreur prévisionnelle et erreur d'exécution qui est essentielle n'apparaît évidemment pas dans un simple indice de réalisation qui peut aller d'ailleurs jusqu'à masquer comme dans le cas de la sidérurgie l'erreur elle-même. L'on voit combien il est difficile de se prononcer sur la réalisation du plan même au niveau de simples objectifs de production apparemment aisés à mesurer. Nous nous permettrons tout de même de conclure que la réussite du Plan au niveau de la production n'est pas contestable malgré des erreurs prévisionnelles très importantes. Toutefois ce succès reste mitigé, dans la mesure où une partie seulement des objectifs prioritaires ont été atteints.

- - - - -

ANNEXE I

PREVISIONS ET REALISATIONS DU III° PLANPOUR LA PRODUCTION AGRICOLE

OBJECTIFS

L'indice de la synthèse est de $\frac{29,472}{24,274} 10^6$ francs = 121,4.

Les comptes détaillés du S.E.E.F. permettent de calculer l'indice de volume de la production agricole de 1954 à 1956. Ils montrent que 1956/1954 = 100. On admettra donc que l'indice 1961/1954 est valable pour 1961/1956. Rappelons que l'indice publié dans la brochure du J.O. pour l'agriculture était de 120, qui correspond donc parfaitement avec les chiffres de la Synthèse (1).

RÉALISATIONS

1) On a appliqué à la valeur 1956 prix 1956 de chacun des produits, sauf les céréales, l'indice de volume de la production de ce produit dans les comptes actuels du S.E.E.F.

2) Pour les céréales on a reconstitué un compte 1961 avec le traitement et les prix de l'ancien compte 1956.

Millions NF

Nomenclature III° Plan	Valeur de la production 1956 prix 1956 (Compte III° Plan)	Indice de volume 1961/1956 Nouveaux comptes du S.E.E.F.	Valeur 1961 Prix 1956
Produits du 01 (sauf céréales)	23,13	116,7	26,99
Céréales	3,59	118,5	4,26
Total du 01	26,72	117	31,25

La progression du 01 de 1956 à 1961 est donc de $\frac{3.125}{2.672} 117,0$.
Ce qui donne un indice de réalisation de $\frac{117,0}{121,4} = 96,5$.

(1) Signalons en effet que tous les chiffres publiés sont des chiffres arrondis.

QUATRIEME PARTIE

LE COMMERCE EXTERIEUR

Avant d'aborder l'étude de la balance commerciale, dernier élément de l'équilibre en biens et services, nous devons souligner l'originalité de la projection du commerce extérieur français pour le III^o Plan qui consiste à faire des importations une contrainte et des exportations une résultante de cette contrainte. Par ailleurs, la nécessité de prendre en considération un certain nombre d'hypothèses intéressant l'extérieur, et notamment la demande étrangère, rend cette projection très délicate. Enfin les divers problèmes relatifs à la prévision des échanges se sont trouvés aggravés par les conditions propres à l'élaboration du III^o Plan. Les années 1956 - 1957 se caractérisent en effet par un déficit de la balance, insupportable, et relativement exceptionnel, et par des incertitudes, sur la constitution du Marché Commun, sur l'évolution du conflit algérien, et des liens avec la zone franc. Même si certains événements apparaissent déjà fort probables, il est assez délicat de les prendre en considération.

Cette situation n'a pas été indifférente au nombre de projections faites et à la multiplicité des nomenclatures et unités utilisées. Commencées au début de l'année 1956, les dernières estimations datent du Plan Intérimaire (1). Fidèles à notre méthode générale, nous avons utilisé la Synthèse. Malheureusement, cette dernière n'a pas conservé la distinction faite dans le Rapport Orange entre les Pays d'Outre-Mer et l'étranger (2). Un document contemporain (12.1.58) de la Synthèse reprend cette distinction uniquement pour les importations et exportations

-
- (1) - Note JB - 8 mars 1956.
 - Projection du Rapport Orange - 19 juillet 1957.
 - Synthèse - février 1958.
 - Note du 17.1.1958.
 - Plan Intérimaire 1960.

- (2) Par Etranger, il faut entendre Sarre comprise. Rappelons que la Sarre a été rattachée politiquement à l'Allemagne le 1er janvier 1957, le rattachement économique a eu lieu à partir du 4 juillet 1959.

globales. Nous ne considèrerons donc que cette répartition globale. En effet, un travail essayant d'utiliser les chiffres du Rapport Orange dont le total diffère de celui de la Synthèse s'est avéré extrêmement délicat et sujet à beaucoup trop d'inexactitudes. En outre, il peut paraître étrange que nous n'ayons pas employé les tableaux reproduits dans le texte du III^o Plan (1). En dehors du tableau n^o 7 dans lequel les montants d'importations et d'exportations sont égaux à ceux de la synthèse en Francs 57, il nous a été impossible, pour des raisons d'unités, de nomenclatures et de calcul des droits et taxes à l'importation, de faire coïncider le montant des échanges prévus avec l'étranger, avec ceux du document en date du 12.1.58.

Nous allons maintenant confronter les prévisions aux réalisations, en examinant la balance commerciale d'une part au niveau global et d'autre part selon les produits.

I - LA BALANCE COMMERCIALE AU NIVEAU GLOBAL

L'examen de cette balance se fera selon trois points:

- A) - Les objectifs à atteindre,
- B) - Les résultats,
- C) - Appréciation des résultats à la lumière des hypothèses faites.

A. Les objectifs à atteindre (cf. tableau 38)

L'équilibre des échanges extérieurs constitue l'un des trois grands impératifs du III^o Plan. Un tel objet résulte des préoccupations conjoncturelles de l'époque dont la situation était tellement exceptionnelle que les chiffres prévisionnels furent calculés sans aucune référence à l'année 1956 (2). On fit remarquer en effet qu'une telle référence aurait amené les groupes verticaux à majorer à l'excès leurs importations (d'ailleurs on se heurtait à une difficulté pratique, les statistiques douanières de 1956 étaient encore mal connues), la période de référence fut donc l'année 1954. Suivant la démarche même du planificateur, nous verrons tout d'abord les importations et le solde de la balance, en distinguant les P.O.M. et l'étranger.

(1) Tableaux n^o 7 - 9 - 10 et 11.

(2) Groupe de travail des échanges extérieurs, réunion du 25 mars 1957.

Ce premier point constitue les objectifs primaires, ensuite nous examinerons les objectifs secondaires qui traitent des exportations; ils sont secondaires dans la mesure où devant équilibrer les premiers, ils en découlent. La démarche qui vient d'être décrite a été suivie pour la première esquisse prévisionnelle, toutefois comme on le verra dans l'étude par produits, de la sommation des prévisions des groupes verticaux résulta finalement le montant global prévu des échanges, l'esquisse générale ne servant que de cadre.

1^o) *Les objectifs primaires*

La première hypothèse porta sur le montant global des importations qui devait atteindre en 1961: 22.421 millions de NF. 56, soit un indice 106,6 et un taux annuel de croissance de 1,3 %. Comme on peut le constater, le rééquilibre de la balance commerciale reposait sur la relative stabilité des importations globales par rapport à 1956. En outre, et afin d'économiser des devises, une préférence structurelle fut marquée pour importer un maximum de biens de la zone Franc, c'est ainsi que les importations en provenance des P.O.M. devaient croître au taux annuel de 5,8 %. Les produits importés de l'étranger résultant de la différence entre les importations totales et les importations en provenance des P.O.M., devaient représenter une masse égale à celle de 1956.

Afin d'éviter que la situation critique de 1957 ne se renouvelle, on fit l'hypothèse d'une balance commerciale largement excédentaire (2.241 millions NF. 56, soit un taux de couverture prévu de 110) (1).

2^o) *Les objectifs secondaires*

L'équilibrage devant se faire par l'accélération des exportations et non par la diminution de la demande intérieure, il en résultait que le montant des exportations devait égaler celui des importations augmenté du solde, soit 24.662 (1) et un taux de croissance annuel de 6,6 %. Un tel objectif dont le caractère volontariste doit être souligné, signifiait une aide accrue aux Pays d'Outre-Mer et un effort d'exportation considérable vers l'étranger (pour l'étranger l'indice 61/56 retenu est 132).

(1) Ce calcul ne porte que sur les marchandises, excluant par conséquent les transports et les services.

B) Les résultats (cf. tableaux 38 et 39)

En 1961 l'état de nos échanges n'est plus comparable à celui observé en 1957, la balance est redressée depuis 1959.

Les réalisations comparées aux prévisions se caractérisent par les traits suivants:

- le volume des échanges a largement dépassé les chiffres prévisionnels,
- les P.O.M. et l'étranger ont connu des évolutions divergentes.

TABLEAU 38
Les échanges globaux

DISTINCTION ENTRE PAYS D'OUTRE MER ET ÉTRANGER

Millions de NF 1956

	Importations		Exportations		Indices de réalisation	
	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Importations	Exportations
Pays d'Outre Mer	6 121	5 985	9 282	8 888	98	96
Plan intérimaire	5 762		9 519		104	93,5
Etranger	16 300	20 551	17 468	22 382	126	128
Plan intérimaire	18 899		21 937		109	102
Total	22 421	26 536	26 750	31 270	118	117
Plan intérimaire	24 660		31 456		107,5	99,5

TABLEAU 39

Les croissances prévues

	Pays d'Outre-Mer 61/56		Etranger 61/56		Total 61/56	
	prévisions	réalisations	prévisions	réalisations	prévisions	réalisations
Croissance des importations	132,5	129,5	99,3	125,2	106,6	126,1
Taux annuel d'accroissement	5,8%	5,3%	-	4,6%	1,3%	4,75%
Croissance des exportations	145,1	138,9	133,5	171,0	137,3	160,5
Taux annuel d'accroissement	7,7%	6,8%	5,9%	11,3%	6,55%	9,9%

1°) *Le volume des échanges a largement dépassé les chiffres prévisionnels*

Les importations excèdent de 18 % les prévisions avec un montant de 26.536 millions de NF, les exportations, avec un chiffre de 31.270 millions de NF, ont un indice de réalisation de 116,9. Les taux de croissance annuels ont été respectivement de 4,75 % et 9,9 %.

On constate alors que dès 1961, le niveau d'exportations prévu pour 1965 (1) est dépassé, il en va de même pour les importations.

Si la balance commerciale est excédentaire, le taux de couverture réalisé demeure inférieur aux hypothèses faites: 105 contre 110. La signification de la prévision du solde est différente suivant que l'on considère les Pays d'Outre-Mer ou l'étranger. En ce qui concerne les P.O.M., l'excédent des exportations sur les importations est destiné à favoriser le développement interne de ces pays. En revanche, l'hypothèse d'un solde élevé avec l'étranger cherche surtout à assurer à nos échanges un équilibre stable.

2°) *Les pays d'Outre-Mer et l'étranger ont connu des évolutions divergentes*

Les importations (IR 126) comme les exportations (IR 128) avec l'étranger sont seules responsables du haut niveau du volume des échanges globaux. En effet, les échanges avec les P.O.M. ont à peine atteint les chiffres prévisionnels (importations IR: 98, exportations IR: 96).

Ces résultats appellent les remarques suivantes:

- une erreur importante a été commise sur le niveau des échanges prévu pour 1961; d'une part les importations n'ont pas eu le taux de croissance modéré qui leur était assigné, d'autre part les exportations connurent un essor inespéré;

- les échanges avec les Pays d'Outre-Mer n'ont pas suivi ce mouvement général, en particulier ceux effectués avec l'Algérie.

L'explication de ces résultats doit être recherchée du côté des hypothèses qui ont servi à élaborer le cadre sur lequel ont travaillé les Commissions et le Groupe de travail du Commerce extérieur.

(1) L'hypothèse forte de 1965 étant seule considérée.

C. Réalisation des hypothèses formulées lors de l'élaboration des prévisions

La mise en forme du cadre résulte d'un certain nombre d'hypothèses tant structurelles que politiques intéressant principalement:

- le montant global des importations,
- les échanges avec la zone Franc,
- la projection des échanges avec l'étranger.

1^o) *Hypothèse sur le montant global des importations*

Ce montant mérite un examen particulier dans la mesure où il semble être à la base de toute la projection. Ainsi qu'on pourra le constater, compte tenu de la technique utilisée, toute erreur sur ce chiffre entraîne nécessairement une erreur sur le montant prévu d'exportations globales, (les exportations devant équilibrer les importations) et sur le montant d'importations en provenance de l'étranger (à supposer que le montant d'importations en provenance des P.O.M. ait été justement prévu). D'après une note du 30.5.1956 et le Rapport Orange, il apparaît que l'on fit l'hypothèse d'une propension moyenne à importer pour 1961 moins forte que celle observée pendant la période d'élaboration.

En effet, alors que pour la période 1949-1957 la moyenne pondérée des propensions à importer (calculées par rapport à la production intérieure brute) s'établit à 11,4, les planificateurs souhaitant rompre avec cette tendance, proposèrent une propension moyenne à importer de 10,6, s'alignant ainsi sur la plus basse propension observée pendant les huit années écoulées.

Toujours en vue d'endiguer le développement excessif des importations, on envisagea implicitement (1) une élasticité d'importation inférieure à 1 (0,92) pour la période 54-61. Ce frein mis à la croissance du volume des importations reposait sur les réalisations suivantes:

- un développement extrêmement favorable des Pays de la zone Franc, ce qui nous aurait procuré à meilleur coût, pétrole et minerais métalliques,
- un programme d'investissement judicieux, particulièrement élevé dans la chimie, ceci afin de réduire notamment nos importations de caoutchouc et de produits synthétiques,

(1) Aucun calcul de ce genre n'apparaît explicitement dans les documents dont nous avons pu disposer.

- la réduction de certaines importations agricoles (en particulier en viande).

On constate que la propension moyenne à importer loin de diminuer au cours du III^e Plan, se serait plutôt élevée (12,9 pour 1961). De son côté, l'élasticité d'importation réalisée entre 1954 et 1961, de 1,7, est en contradiction avec les prévisions.

De ces résultats plusieurs explications peuvent être fournies:

a) - Les investissements sur lesquels étaient fondées les économies d'importation n'ont pas connu le développement espéré notamment dans le secteur de la chimie. D'autre part, en Algérie seulement 20 % des investissements agréés ont été réalisés.

Quant aux importations agricoles, suivant le mouvement général de développement des échanges, elles s'accroissent bien au delà des hypothèses.

b) - D'une façon générale, on sait que la croissance s'accompagne d'une division internationale du travail accrue, et donc entraîne le développement des échanges. Les planificateurs ont commis l'erreur d'envisager que la France ferait exception à ce principe.

c) - Mais surtout deux faits ont fortement marqué l'évolution des échanges, il s'agit du Marché Commun et de la dévaluation.

En définitive on peut dire que l'hypothèse fondamentale consistant à penser (vu l'incertitude régnant à l'époque) que les conditions générales qui présidaient à nos échanges extérieurs se maintiendraient au cours des dernières années, s'est révélée inexacte ainsi qu'on pourra le vérifier à la fois pour la zone franc et pour l'étranger.

2^o) *Projection des échanges avec la zone franc*

Cette projection semble relativement indépendante du chiffre prévisionnel des importations totales et repose sur un certain nombre d'hypothèses institutionnelles propres, à savoir:

- rétablissement rapide d'une situation normale en Algérie,
- une modification fondamentale de la structure de la zone franc n'étant pas envisagée (à l'époque on ne pouvait guère faire autrement), on prévoit au contraire une participation accrue et continue de la métropole aux programmes d'investissement des P.O.M.

En dehors de ces hypothèses, les chiffres prévisionnels concernant les importations et les exportations résultent de l'application des tendances passées sur le développement attendu des P.O.M. Pour les trois pays, Maroc, Tunisie et Algérie, on a admis que l'ensemble de la production serait en progrès de 20 % par rapport à 1954 (1).

La plupart des hypothèses institutionnelles se sont avérées inexactes: la guerre d'Algérie ne s'est pas terminée aussi rapidement que prévu, les liens avec la zone franc se sont relâchés. Dans ces conditions, les P.O.M. n'ont pas eu le développement espéré, en particulier les grands investissements miniers ont été ralentis, et pour les produits agricoles on notera une certaine concurrence avec l'étranger. Tout ceci explique que la préférence structurelle en faveur des échanges avec la zone franc n'a pas pu s'affirmer ainsi qu'en témoigne le tableau suivant:

TABLEAU 40

Importance relative des échanges avec les P.O.M.

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Importations en provenance des P.O.M. (En % du total)	25,1	25,2	20,5	22,1	24,7	26,1	23	22	22,1	18,3	22,6	21,8	21,6
Exportations vers les P.O.M. (En % du total)	43	38,2	38,6	44	40	38,4	31	32,8	34,5	30	32	30,8	27

Cependant, comme on peut le constater (cf. tableau 38), les résultats obtenus pour les P.O.M. ne sont pas tellement éloignés des prévisions; il n'en va pas de même pour les échanges avec l'étranger.

3°) *la projection des échanges avec l'étranger*

En dehors d'hypothèses sur le taux de croissance du commerce mondial et sur la constance de la part relative de la France dans ce commerce, la projection des échanges avec l'étranger semble avoir reposé pour le III^o Plan:

(1) cf. Rapport Orange P. 122.

- sur le montant prévu d'importations globales,
- sur un certain nombre d'hypothèses politiques.

a) - *L'importance de la prévision des importations totales, est déterminante pour la prévision des échanges avec l'étranger*

D'une part, les importations en provenance de l'étranger résultent de la différence entre les importations totales et celles de la zone franc; dès lors qu'elles étaient inexactement prévues, ce chiffre est vicié. D'autre part, l'équilibre de la balance commerciale avec l'étranger est un équilibre orienté; les exportations françaises vers l'étranger doivent égaler les importations non couvertes par des exportations vers les P.O.M. Ceci explique que toute erreur soit sur le montant des exportations vers les P.O.M., soit sur les importations totales, entraîne nécessairement une erreur sur les exportations à destination de l'étranger. C'est ce que l'on observa pour le III^o Plan et qui s'explique par le fait que les hypothèses politiques se sont révélées inexactes.

b) - *Les hypothèses politiques*

La plus importante lacune concerne le Marché Commun. La plupart des chiffres prévisionnels n'ont pas tenu compte des modifications à attendre de l'entrée en vigueur de la C.E.E.(1) et en dehors de la Commission des industries de transformation on a travaillé sur "l'hypothèse d'une reprise et d'une extension progressives du régime de libération des échanges en vigueur depuis 1957" (1). Cette omission semble provenir de la conviction que l'on avait alors; à savoir que le Marché Commun ne perturberait pas les données de 1961. En effet, s'il était impossible à l'époque d'envisager l'accélération de la mise en oeuvre du traité, en revanche apparaissait comme très probable l'application de ses différentes clauses de sauvegarde.

Cependant, les autres hypothèses portant sur la persistance de l'aide à l'exportation et la continuité de la protection douanière semblent accréditer l'idée que la libération des échanges attendue ne devait avoir qu'une ampleur assez relative. Comme on le sait, la C.E.E. connut un démarrage rapide, les barrières douanières commencèrent à disparaître vis-à-vis du reste du monde, et l'aide à l'exportation fut absente ou très diffuse. De plus, la dévaluation et le retour à la convertibilité ont accentué et renforcé les effets de l'ouverture des frontières.

(1) cf. J.O. p. 63.

Pour la zone franc comme pour l'étranger, l'erreur faite sur les hypothèses a été telle qu'il est difficile de tirer de la comparaison des enseignements sur la technique utilisée.

Le Plan Intérimaire, en revanche, corrigeant ces hypothèses, avait proposé d'autres objectifs (1).

TABLEAU 41
Les objectifs de commerce extérieur
dans le Plan Intérimaire

Millions de NF 1956

	Importations		Exportations		Indices de réalisation	
	Plan Intérimaire	réalisé	Plan Intérimaire	réalisé	Importations	Exportations
P.O.M.	5 762	5 985	9 519	8 888	104	93,5
Etranger	18 899	20 551	21 937	22 382	109	102
Total	24 660	26 536	31 456	31 270	107,5	99,5

Ce tableau appelle les commentaires suivants:

- En importations, le relèvement des prévisions est demeuré insuffisant. Ce relèvement affectait en totalité l'étranger puisque pour les P.O.M. on s'attendait à une baisse encore plus forte que celle qui a eu lieu.

- En exportations, on a tablé sur l'hypothèse d'un accroissement vers les P.O.M. qui s'est révélée non fondée. Car à la différence des entreprises soutenues par la puissance publique la plupart des entreprises privées ont différé ou annulé en partie leurs projets d'investissement. Par ailleurs d'importantes réductions de stocks ont eu lieu.

II - LA BALANCE COMMERCIALE PAR PRODUITS (cf. tableau 42)

On constatera que le volume des échanges pour la plupart des produits a dépassé les prévisions, ce qui est normal étant donné ce qui précède. Aussi, nous attacherons nous davantage à examiner les résultats, d'une part à la lumière de la technique prévisionnelle utilisée, et d'autre part en mettant l'accent sur les préoccupations structurelles du III^o Plan.

(1) Plan Intérimaire. P. 10.

TABLEAU 42

La balance commerciale par produits

Millions de NF 1956

	IMPORTATIONS					I.R.	EXPORTATIONS				
	PREVISIONS		REALISATIONS		I.R.		PREVISIONS		REALISATIONS		I.R.
	1961 Fr. 56	en indice 1961/57	1961 Fr. 56	en indice 1961/57			1961 Fr. 56	en indice 1961/57	1961 Fr. 56	en indice 1961/57	
01. Agriculture - Sylviculture	2 398	81,98	3 202	109,47	133,5	2 113	140,68	2 132	141,94	101	
02. Industries agricoles et alimentaires	2 991	100,40	3 329	111,75	111	2 664	134,07	2 705	136,13	101,5	
Total: Produits agricoles et alimentaires	5 389	-	6 531	-	121	4 777	-	4 837	-	101	
03. Combustibles minéraux solides et gaz	1 475	86,66	1 135	66,69	77	194	126,80	81	52,94	42	
04. Electricité, eau et divers	25	156,25	48	300	192	35	184,21	30	157,89	88	
05. Pétrole, gaz naturel et carburants	3 006	132,25	3 082	135,59	102,5	902	151,85	993	167,17	110	
Total: énergie	4 506	-	4 265	-	95	1 131	-	1 104	-	97,5	
06. Matériaux de construction et verre	258	110,73	298	127,90	115,5	453	128,69	613	174,15	135	
07+ 08+ 09= Produit des industries des métaux	6 221	98,90	8 039	127,81	129	10 926	136,44	12 432	155,24	114	
Dont: 07+ 08+ 09A = Production de la 1ère transformation des métaux	3 140	100,87	3 904	125,4	124	4 203	120,53	5 098	146,20	121	
09 B+ 09 C = Industries mécaniques et électriques	2 597	115,11	2 947	130,62	113,5	3 578	158,95	3 759	166,99	105	
09 D = Automobiles et cycles	311	116,92	684	257,14	220	2 471	188,44	2 280	155,42	92	
09 E = Construction navale aéro. et armement	173	26,41	504	76,95	291,5	674	83,93	1 295	161,27	192	
10. Chimie	1 376	79,49	2 206	127,44	160	1 897	114,62	2 781	168,04	146,5	
11. Textiles habillement et cuirs	2 880	100,38	3 363	117,22	117	3 949	124,69	4 236	133,75	107	
12. Bois papier - industries diverses	1 791	142,26	1 809	143,69	101	1 526	115,34	1 979	149,58	130	
14. Transports et Télécommunications	-	-	-	-	-	2 025	98,44	2 714	131,94	134	
16. Autres services	-	-	25	-	-	-	-	32	-	-	
NV. Echanges entre utilisateurs finals	-	-	-	-	-	63	12,47	542	107,33	861	
TOTAL	22 421	100,54	26 536	118,99	118	26 750	126,12	31 270	147,43	117	

A. Confrontation entre réalisations et prévisions à la lumière de la technique prévisionnelle utilisée

Suivant la procédure employée lors de l'élaboration du III^o Plan nous étudierons séparément les importations et les exportations (1). Rappelons que la plupart des chiffres prévisionnels proposés résultent des évaluations des commissions verticales.

1^o) *Les importations*

Dans la mesure où la méthode de travail est différente, nous distinguerons les importations complémentaires et les importations substituables.

a) - *Les importations complémentaires*

Il s'agit des matières premières, de certains produits agricoles et de l'énergie. Les importations de ces produits liées aux niveaux de production attendus des différentes branches dépendent dans une moindre mesure de la réalisation des hypothèses politiques. Aussi est-ce du côté des relations techniques que nous devons chercher l'essentiel des explications.

L'ÉNERGIE

Les importations d'énergie sont inférieures aux prévisions (IR 95) ce qui semble assez normal si l'on songe que la production elle non plus n'a pas atteint l'objectif fixé (IR 97). En outre l'élasticité d'importation d'énergie, calculée pour la période 1954-1961 par rapport à la production intérieure brute se révèle légèrement inférieure aux prévisions implicites du Plan (1,1 contre 1,2 prévue).

Ce résultat est entièrement imputable aux importations de charbon qui n'atteignent pas le montant prévu (IR 77), le volume de pétrole importé étant conforme aux prévisions (IR 102). A cela plusieurs explications sont possibles: durant la période couverte par le III^o Plan l'électricité et le pétrole semblent s'être substitués plus que prévu au charbon, aussi bien en consommation intermédiaire qu'en consommation des ménages; en outre l'élasticité d'importation du charbon s'établit à 0,4 contre 1,4 envisagée, ce qui confirmerait l'idée de substitution.

(1) Le groupe de travail "Commerce Extérieur", et les Commissions verticales ont travaillé sur une cinquantaine de produits.

En ce qui concerne le pétrole le léger retard de production (IR 96) paraît avoir été compensé par une consommation intermédiaire moins forte que prévue.

LES MATIÈRES PREMIÈRES ET DEMI-PRODUITS

Notre classification en 16 postes donne peu de renseignements sur les importations de matières premières et demi-produits. Nous avons fait un calcul particulier pour ce poste en nous aidant du Rapport Orange, les résultats devront être envisagés comme des ordres de grandeur. L'indice de réalisation obtenu de 109, peut signifier, dans la mesure où la production intérieure brute n'a pas atteint l'objectif prévu:

- soit que les consommations intermédiaires ont dépassé les prévisions, les économies de matières premières minières et textiles n'ayant pu être réalisées,
- soit que l'ouverture des frontières a été telle que les conditions d'offre ont favorisé l'importation de ces produits.

LES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Les importations de ces produits dépassent largement les hypothèses (IR 121). A première vue ce résultat serait imputable aux retards de la production de l'agriculture et des industries agricoles et alimentaires observés en 1961 (IR 96). Cependant, il faut nuancer cette explication: d'une part, sur la période 60-61-62 la production de l'agriculture a atteint les prévisions, d'autre part la consommation globale des particuliers en produits alimentaires est un peu plus faible que prévu. Ces constatations suggèrent d'autres explications: afin de comprimer les importations on peut penser que le volume des produits agricoles importés aurait été volontairement porté au niveau le plus faible possible. En outre compte tenu de ce que les exportations de ces mêmes produits dépassent largement les prévisions, on aurait assisté au cours du III^e Plan à une substitution entre produits français et étrangers. Ce dernier phénomène s'observe surtout dans les échanges avec l'étranger, pour la viande, et les céréales.

b) - *Les importations substituables*

Il s'agit des produits pour lesquels les conditions d'offre jouent un rôle important. Les liaisons structurelles sont insuffisantes pour expliciter le niveau particulièrement élevé

atteint par l'importation des produits des industries des métaux (IR 129), des textiles (IR 117), de l'automobile (IR 219) et de la chimie (IR 160). Ces résultats sont en grande partie imputables à l'ouverture des frontières. Notamment dans le secteur de la chimie, une vive concurrence fut exercée par les produits de fabrication étrangère, (pratique du dumping) entraînant ainsi un ralentissement de la production intérieure. Ce phénomène fut très sensible pour les matières plastiques, le caoutchouc synthétique, le carbon black, et les "produits intermédiaires" en chimie organique. Aussi pour l'industrie chimique proprement dite, (parachimie exclue), on assiste seulement à une réduction du déficit de la balance commerciale, au lieu du solde bénéficiaire envisagé.

2°) *Les exportations*

Là encore on distinguera les produits suivant le mode de prévision utilisé:

- pour certains produits, on a pu estimer directement le volume à exporter, en faisant la différence entre la production et la consommation prévues. Cette méthode a été employée pour évaluer le volume d'exportation des produits agricoles et alimentaires, des textiles et de l'énergie. Pour ces biens, on s'efforcera d'exporter ce qui n'aura pas été consommé, et dans ces conditions le niveau des exportations dépend à la fois de la production et de la consommation intérieures.
- pour les autres produits, la prévision d'exportation résulte de la différence entre le volume total d'exportation décidé et le volume des trois produits indiqués ci-dessus.

a) - *Les produits agricoles - l'énergie - et les textiles*

LES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES (cf. tableau 44)

La réalisation est conforme aux hypothèses (1) (IR 101). La légère insuffisance de la production des grands produits exportables (viande) semble compensée par une consommation des ménages plus faible que prévue, et l'excès des importations.

(1) Les chiffres prévisionnels résultent de l'évaluation du groupe de travail du "Commerce Extérieur", aucun avis ne semble avoir été demandé aux Commissions verticales.

L'ÉNERGIE (1)

Il s'agit surtout des exportations de pétrole. Dans ce domaine les objectifs légèrement dépassés (IR 110) s'expliquent par une consommation intermédiaire plus faible que prévue ce qui a rendu une partie de la production exportable.

LES TEXTILES

Les prévisions furent élaborées en tenant compte de la demande étrangère et du développement des P.O.M. Le groupe vertical intéressé fut consulté. Malgré les tendances déclinantes de la demande internationale pour les produits textiles le montant prévisionnel d'exportation fut dépassé (IR 107). Ce résultat s'explique à la fois par la faiblesse de la consommation des ménages et par les effets conjugués du Marché Commun et de la dévaluation. Cette croissance des exportations porte principalement sur les produits de l'industrie cotonnière et des textiles synthétiques, et n'affecte que l'étranger. On constate en effet que les exportations de textiles vers la zone franc ne cessent de décroître (61/60 - 10 %).

b) - *Les autres produits*

Pour les produits précédents les chiffres prévisionnels résultaient d'une estimation directe liée à la production et à la consommation intérieures; on a vu que les réalisations n'étaient pas très éloignées des prévisions. Il n'en va pas de même pour les autres produits, tout ce qui a été dit pour les exportations globales est ici valable, et les indices de réalisation sont très au-dessus de 100. La chimie a ses exportations supérieures aux prévisions de près de 50 % (IR 146,5) les produits exportés des industries des métaux ont un indice de 114. Les industries diverses connaissent également un développement inattendu de leur volume d'exportation (indice 130).

Ce résultat provient surtout de la croissance des transactions vers le Marché Commun ainsi qu'en témoigne le tableau suivant:

(1) Les chiffres prévisionnels résultent de l'évaluation du groupe de travail du "Commerce Extérieur", aucun avis ne semble avoir été demandé aux Commissions verticales.

TABLEAU 43

Structure géographique du commerce extérieur de la France en 1960 et 1961 - (marchandises civiles et militaires) (1)

OPERATIONS	C.E.E. %	A.E.L.E. %	Autres pays étrangers %	Total étranger %	Algérie Sahara %	Autres P.O.M. %	Total P.O.M. %	Total %
Exportations F.O.B. 1960	29,8	14,4	26,5	70,7	16,4	12,9	29,3	100
Exportations F.O.B. 1961	33,6	14,8	25,9	74,3	12,8	12,9	25,7	100

On peut penser, que la croissance du commerce extérieur entre les partenaires de la C.E.E. résulte d'une certaine spécialisation des entreprises de chaque pays. Des accords nombreux semblent avoir été conclus entre producteurs, en particulier dans les secteurs de la chimie, des textiles et des industries mécaniques et électriques.

B. La structure de nos échanges a-t-elle été modifiée selon les recommandations du III^e Plan (cf. tableau 46)

Cette structure, rappelons-le, se caractérisait par les traits suivants:

- balance des produits agricoles peu satisfaisante: importations excessives, exportations irrégulières facilement assimilables à des dons en nature tant les cours en étaient bas,
- notre dépendance vis-à-vis des matières premières étrangères grevait le coût de notre production, et s'était révélée dangereuse au moment de la crise de Suez,
- quant aux produits manufacturés, ils devaient de plus en plus se substituer aux demi-produits dans nos exportations.

Nous nous contenterons de constater dans quelle mesure ces trois points ont été améliorés, l'explication devant être recherchée du côté de la politique économique suivie.

(1) Rapport sur les Comptes de la Nation année 1961. Tableau n° 60 - P. 91.

1^o) *Les produits agricoles (cf. tableau 44)*

Les importations devaient se stabiliser au niveau observé en 1954, on prévoyait seulement le développement de l'importation des produits tropicaux. En 1961 ces importations sont supérieures de 1.645 millions de N.F. 1956 à celles de 1954, et continuent à représenter près du quart du total de nos importations. On est donc sur ce point très éloigné des objectifs du III^e Plan. Etant donné les objectifs détaillés fournis par le texte du Plan (1) sur le commerce des produits agricoles avec l'étranger nous allons examiner les résultats dans ce domaine. On constate que le solde bénéficiaire des échanges avec l'étranger est très inférieur aux prévisions. Si les exportations ont globalement atteint les chiffres prévisionnels (IR 101), encore

TABLEAU 44
Commerce des produits agricoles et alimentaires
avec l'étranger

Millions de NF 1954

Produits	Exportations		Importations		Indices de réalisation exportations	réalisation importations
	prévues (1)	réalisées	prévues	réalisées (2)		
Produits animaux dont:	554	603	147	460	109	312
animaux vivants, viandes et conser- ves de viande	430	330	52	373	77	715
produits laitiers	114	263	55	70	232	12
oeufs	10	10	40	17	100	42,5
Produits végétaux dont:	1 820	1 659	690	1 201	91	174
céréales, farines, etc.	940	633	20	239	67	
fruits et légumes	270	292	400	444	108	111
oléagineux et						
graisses	75	24	240	444	32	185
boissons	535	710	30	74	133	246
Total	2 374	2 263	837	1 660	95	198
Autres produits (cacao, sucre, tabac, etc...)	226	364	763	532	161	70
TOTAL GENERAL	2 600	2 627	1 600	2 192	101	137

(1) Texte du III^e Plan - Tableau n° 16 - Page 103.

(2) Statistiques du commerce extérieur de la France, déflatées à l'aide des indices figurant dans les Comptes de la Nation (Volume 1 et Comptes 1961).

que l'on observe des retards assez considérables pour certains produits notamment pour les céréales, les exportations sont demeurées insuffisantes pour équilibrer les importations excessives de viande (IR 715) et de céréales. Remarquons toutefois qu'en ce qui concerne la viande de boeuf et les céréales, la production en 1961 n'a pas atteint les objectifs du III^e Plan.

2^o) *Le problème des matières premières et de l'énergie*

En importation il s'agissait à la fois de réaliser des économies de devises et de diminuer notre dépendance en approvisionnement vis-à-vis de l'étranger, la réalisation de ce programme comportait des objectifs précis et prioritaires pour le pétrole et la chimie.

Pour le pétrole il est prévu de stabiliser les importations en provenance de l'étranger au niveau de 1956, l'accroissement de la consommation devant être couvert par l'apport de la zone franc. La stabilisation des importations de pétrole au niveau de 1956 est effective (1) et on assiste à la modification de la répartition de l'approvisionnement entre les Pays d'Outre-Mer et l'étranger:

TABLEAU 45

Pétrole

en pourcentage des importations

	1954	1955	1956		1959	1960	1961	1962
P.O.M.	-	-	-		2,7	11,3	17,1	20,8
Etranger	16	14,8	13,5		15,8	11,3	9,9	9,9

En ce qui concerne la chimie il s'agissait de réaliser des économies d'importation en particulier en produits de la chimie organique. Jusqu'en 1959 en effet les industries des pneumatiques et du caoutchouc manufacturé devaient importer la totalité de leurs matières premières, aussi afin de remédier à cette situation, le III^e Plan avait prévu la réalisation d'un programme d'investissement.

(1) En admettant que le 05 ne contient pratiquement que du pétrole:
 1961: 2 118 millions N.F. 56
 1956: 2 223 " " "

TABLEAU 46
La structure des échanges par produits

Produits	Importations en % du total		Indice de réali- sation	Exportations en % du total		Indice de réali- sation
	prévi- sions	réalisa- tions		prévi- sions	réalisa- tions	
01 Agriculture - Sylviculture	10,7	12,0	112	8,6	7,6	88
02 Industries agricoles et alimentaires	13,3	12,5	94	10,8	9,7	90
01 + 02	24,0	24,5	102	19,4	17,3	89
03 Combustibles, minéraux solides et gaz	6,6	4,3	65	0,8	0,3	-
04 Electricité eau et divers	0,1	0,2	-	0,1	0,1	-
05 Pétrole, gaz naturel, carburants	13,4	11,6	87	3,7	3,5	-
Total énergie	20,1	16,1	80	4,6	4,9	106
06 Matériaux de construction et verre	1,2	1,1	-	1,8	2,2	-
07+ 08+ 09 Produits des in- dustries des métaux dont:	27,7	30,3	109	44,3	44,4	106
07+ 08+ 09A Production de la transformation des métaux	14	14,7	105	17,0	18,2	107
09B + 09C Industries méca- niques et électriques	11,6	11,1	95	14,5	13,4	92
09D Automobiles et cycles	1,4	2,6	185	10,0	8,1	81
09E Construction navale, aé- ronautique et armement	0,8	1,9	-	2,7	4,6	170
10 Chimie	6,1	8,3	136	7,9	9,9	125
11 Textiles, habillement et cuirs	12,8	12,7	99	16,0	15,1	94
12 Bois, papiers et divers	8,0	6,8	85	6,2	7,1	114
14 Transports et Télécommunications						
16 Autres services						
NV Echanges entre utilis- ateurs finals						
TOTAL	100	100		100	100	

En 1961 on enregistre un demi échec: contrairement aux prévisions le solde des échanges de la chimie organique demeure négatif. Ce résultat est imputable en grande partie à la balance commerciale déficitaire des caoutchoucs de synthèse. Pour la première fois cependant on a enregistré une baisse des importations de 22,6 % (73.780 T.), baisse qui s'est accentuée en 1962, d'autre part les exportations ont augmenté de 41 % (9.874 T.). Ces divers mouvements résultent de l'accroissement de la production dû surtout à la mise en service de l'usine de caoutchouc butyl. Bien qu'accrue cette production nationale demeure insuffisante, et s'explique par le retard pris par les investissements dans ce secteur (1).

3°) *Les produits finis (cf. tableau 47)*

Pour ces biens l'objectif était double:

- leur part dans les importations devait diminuer,
- c'était leur développement dans les exportations qui devait assurer le rééquilibrage de la balance commerciale.

A l'importation si l'on considère que l'essentiel des produits finis figure dans les industries mécaniques et électriques, les automobiles, et en partie dans les produits agricoles et alimentaires et les textiles, on constate que chacun de ces postes a eu relativement l'importance prévue par le III^o Plan, à l'exception du secteur des automobiles. Ceci s'explique par la part infime que ce secteur occupait dans les importations et qui a doublé par suite de l'ouverture des frontières:

A l'exportation les demi-produits devaient se maintenir au niveau de 1956, ou s'élever très légèrement. On constate que la production de la première transformation des métaux occupe dans les produits exportés une place relative légèrement plus importante que prévue, 18,2 % contre 17 %. Par exemple les exportations d'acier ordinaire qui devaient atteindre 2,99 millions de tonnes ont atteint 4,44 (IR 147).

En dehors du maintien de la part des produits semi-finis dans l'exportation, une politique ambitieuse avait été élaborée pour les industries mécaniques et électriques, qui devaient doubler leurs ventes par rapport à 1956. Les résultats semblent peu éloignés des chiffres prévisionnels (hypothèse: 9.428 millions de NF 56 - réalisation: 8.740 millions de NF 56), toutefois compte tenu du fait que les exportations ont largement dépassé l'accroissement prévu, on peut penser que la part relative

(1) cf. la deuxième partie de ce chapitre P. 83.

de ces produits dans la totalité des biens exportés demeure inférieure aux hypothèses, ceci malgré les exportations spectaculaires du secteur automobile (408.413 voitures vendues contre 348.000 prévues pour 1961). En définitive il semble que le III^o Plan enregistre un demi-échec dans le domaine de la structure des échanges, et on peut se demander si la durée d'un plan est suffisante pour permettre la réalisation des modifications souhaitées, et s'il ne faudrait pas replacer ces réformes structurelles dans une perspective à plus longue échéance.

D'autre part, il peut paraître assez formel de comparer la balance commerciale réalisée en 1961 à des chiffres prévisionnels qui n'intègrent pas les effets à attendre du Marché Commun. Cet exemple rappelle l'extrême vulnérabilité des projections à long terme du Commerce extérieur et souligne la nécessité de construire un certain nombre de variantes. Ce qui est critiquable pour le III^o Plan ça n'est pas tellement que l'on ait ignoré dans les pages du J.O. l'effet du Marché Commun, sinon l'absence d'une variante qui aurait intégré les conséquences possibles de ce dernier.

En outre on peut se demander si la méthode qui consiste à lier les exportations au montant des importations prévues n'accentue pas cette vulnérabilité, et n'est pas en contradiction avec la politique d'un pays qui décide de se tourner résolument vers les marchés extérieurs. On pourrait souhaiter qu'à l'avenir les exportations fassent l'objet de prévisions autonomes et c'est ce qui a été tenté par le IV^o Plan. Il reste que l'équilibre demeure une contrainte.

ANNEXE AU CHAPITRE II

NOMENCLATURES EN 16 ET 28 POSTES (1)

Nomenclature en 16 Postes	Nomenclature en 28 Postes
01 Agriculture, Sylviculture	01 Agriculture, Sylviculture
02 Produits des industries agricoles et alimentaires	02 Produits des industries agricoles et alimentaires
03 Combustibles minéraux solides	03A Combustibles minéraux solides
	03B Gaz d'usine
04 Electricité, eau et divers	04 Electricité, eau et divers
05 Pétrole, gaz naturel et carburants	05 Pétrole, gaz naturel et carburants
06 Matériaux de construction et verre	06A Matériaux de construction
	06B Verre
07 Minerai de fer et produits sidérurgiques	07 Minerai de fer et produits sidérurgiques
08 Minerais et métaux non ferreux	08 Minerais et métaux non ferreux
09 Produits des industries mécaniques et électriques	09A Produits de la première transformation et du travail des métaux
	09B Machines et appareils mécaniques
	09C Machines et appareils électriques
	09D Automobiles et cycles
	09E Construction navale et aéronautique, armement
10 Produits des industries chimiques et du caoutchouc	10 Produits des industries chimiques et du caoutchouc
11 Textile, habillement et cuir	11A Textile
	11B Habillement
	11C Cuirs
12 Bois, papier et industries diverses	12A Produits de l'industrie du bois
	12B Pâtes, papiers et cartons
	12C Presse et édition
	12D Produits des industries diverses
13 Bâtiment et travaux publics	13 Bâtiment et travaux publics
14 Transports et télécommunications	14A Transports
	14B Télécommunications
15 Service de logement	15 Service de logement
16 Autres services	16 Autres services

(1) Volume II, Les Méthodes - 1960. P. 101 et 102.

CHAPITRE III (1)

L'EQUILIBRE FINANCIER

Un équilibre donné au niveau physique de l'économie ne peut guère s'établir sans que soit assurée la réalisation de l'équilibre financier correspondant. On peut même considérer -depuis la Théorie de l'Emploi- que l'un des objectifs fondamentaux d'une planification, aussi souple soit-elle, consiste à définir des conditions d'équilibre économique telles que le chômage soit éliminé, un taux minimum de croissance garanti et les tensions inflationnistes réduites. Les deux premiers objectifs peuvent être atteints grâce au choix judicieux d'un niveau de l'équilibre physique; mais il reste alors à préciser la répartition et l'utilisation des revenus ainsi que les circuits financiers susceptibles de permettre le financement non inflationniste des objectifs physiques préalablement définis.

Le souci de prévoir les revenus et les épargnes corrélatifs à un montant donné de la croissance apparaît dès les débuts de la planification française. Ainsi, le "Bilan National" élaboré sous l'égide du Commissariat Général au Plan en 1947 avait pour objet de chiffrer l'écart inflationniste prévisible pour l'année suivante, écart qui remettait en cause la réalisation du Plan Monnet. A mesure que la Comptabilité Nationale améliorait ses méthodes comme ses sources d'information, les Plans sont devenus plus précis sur le problème du financement de l'économie; et c'est ainsi que pour le III^e Plan, un Tableau Economique d'ensemble prévisionnel a été élaboré par le Groupe de Travail de l'Equilibre (2).

Ce document constituait un progrès par rapport aux travaux

(1) Madame Claude Roux a été plus particulièrement responsable de ce chapitre.

(2) P. 154 du Rapport du Groupe de l'Equilibre publié en Juillet 1957, dit Rapport Orange.

antérieurs et en particulier par rapport au second Plan. Ceci tenait avant tout au cadre adopté - cadre qui sera d'ailleurs repris par le Plan suivant. Le Tableau Economique, en effet, présente un caractère à la fois synthétique (le terme de Tableau Economique d'ensemble l'indique clairement) et détaillé (en particulier au niveau des opérations de répartition), bien propre à faire saisir toutes les implications de certaines décisions de politique économique (politique fiscale par exemple) ou du comportement prévisible des agents. Le second Plan s'était contenté de décomposer le Revenu National en un certain nombre de rubriques très globales, mais sans utiliser le cadre du Tableau Economique (1).

L'intérêt des travaux du III^o Plan ne doit pas faire oublier ses lacunes. Tout d'abord le Tableau Economique du Rapport du Groupe de l'Equilibre présente le grave inconvénient d'être provisoire comme nous l'expliquerons plus loin. Ensuite, aucune prévision systématique n'avait été faite dans le domaine des circuits de financement; le Groupe de l'Equilibre avait toutefois présenté quelques observations sur ce point (2), mais sans élaborer de données chiffrées dans le cadre d'un tableau prospectif des opérations financières. Ces imperfections ont été éliminées lors de la préparation du IV^o Plan (3). Enfin, la question essentielle des prix dont le mouvement commande plus ou moins celui des revenus n'avait guère pu être abordée et la prévision avait été faite à prix constants.

Ce dernier problème est loin d'être résolu et le IV^o Plan a été également établi en prix constants, mises à part deux hypothèses portant sur la hausse du prix des loyers et des services. Le S.E.E.F. se préoccupe des problèmes théoriques posés en la matière (4), mais dans l'avenir immédiat, et en particulier pour le V^o Plan, on espère simplement pouvoir tenir compte d'un certain nombre d'hypothèses non formalisées sur l'évolution des prix relatifs.

En définitive, il nous semble donc que les travaux du III^o Plan sur le problème du financement de l'équilibre physique, s'ils sont loin de constituer le "dernier mot" en la matière, ont marqué une étape importante dans la mise au point des techniques de prévision. C'est pourquoi en dépit d'importantes dif-

(1) Rapport du Groupe de l'Equilibre pour le II^o Plan. Doc. ronéoté - Annexe III - P. 44 à 49.

(2) P. 162 à 166 de son Rapport.

(3) Rappelons toutefois que le tableau des opérations financières prospectif pour l'année 1965 n'a pas été publié.

(4) Cf. MM. NATAF et THIONET - "Le Modèle à Moyen Terme à Prix Variables S.E.E.F.". Etudes de Comptabilité Nationale n^o 3 - 1962.

ficultés d'ordre méthodologique, nous avons tenu à confronter le travail du Groupe de l'Equilibre aux réalisations de l'année 1961. Cette comparaison ne nous permettra d'ailleurs pas de parler véritablement d'"exécution" ou d'"inexécution" du Plan: les planificateurs peuvent, à juste titre, en effet, récuser le caractère de Plan à un document non publié même sous forme abrégée, et en outre provisoire. C'est donc essentiellement dans un but technique, en vue d'étudier les méthodes prévisionnelles du S.E.E.F. au niveau de l'équilibre financier que nous avons entrepris cet examen. Malgré les imperfections de notre méthode que nous exposerons tout d'abord (I), notre comparaison a permis de dégager des écarts entre la prévision et l'exécution suffisamment significatifs -étant donné leur importance- pour justifier les commentaires qui suivent. Ceux-ci analyseront d'une part, la position créditrice des Administrations (II), d'autre part, la situation enregistrée par les Entreprises et les Ménages (III) pour en conclusion (IV) replacer l'année 1961 dans une perspective de moyen terme en nous penchant sur les conditions de l'équilibre général au cours de la période d'exécution du Plan.

I - CONSIDERATIONS METHODOLOGIQUES

Nous exposerons ici les solutions apportées aux problèmes rencontrés au niveau, d'une part du Tableau Economique prévisionnel et d'autre part, du Tableau rétrospectif.

A. Le tableau économique prévisionnel

Le caractère provisoire du Tableau Economique prévisionnel établi en Juillet 1957 par le Groupe de l'Equilibre a constitué au cours de notre travail un obstacle important. Lors de l'établissement de la Synthèse définitive de Février 1958 qui modifia certains objectifs du Plan (1), seul l'équilibre des biens et services fut en effet étudié. Il serait toutefois abusif de prétendre que les planificateurs se soient totalement désintéressés des opérations de répartition postérieurement à Juillet 1957. D'une part nous avons retrouvé des documents du S.E.E.F. sur le compte des Administrations, et d'autre part, la Brochure du III^e Plan donne des chiffres concernant la balance

(1) Cf. Introduction du Livre I.

des paiements de la Zone Franc. Cependant, aucun travail d'ensemble n'a été effectué en vue de constituer un nouveau Tableau Economique retenant les chiffres de la Synthèse de Février 1958 en biens et services.

Dans ces conditions, nous avons reconstitué nous-mêmes ce Tableau Economique où biens et services reproduisent les données de la Synthèse alors que les opérations de répartition ont été calculées selon la méthode indiquée par le Rapport Orange, mais sur la base des chiffres de la Synthèse. Le seul domaine où nous avons pu utiliser les documents postérieurs au Rapport Orange concerne les impôts (1). En matière de relations avec l'extérieur, certaines différences existent entre les cadres de la balance des paiements et le Compte Extérieur; signalons en particulier que celle-là concerne la Zone Franc alors que celui-ci traite des relations de la France métropolitaine; en outre, le Tableau Economique retrace les opérations courantes et exclut donc les mouvements de capitaux. En l'absence de documents détaillés concernant le mode d'évaluation des données publiées dans la Brochure du J.O. (qui sont d'ailleurs en francs 1957 et non en francs 1954), il nous a donc été impossible d'intégrer ces dernières dans notre Compte Extérieur.

La procédure d'élaboration du Tableau Economique prévisionnel a comporté deux phases. En premier lieu, nous avons reconstitué le Tableau Economique prévisionnel incorporant les données de la Synthèse pour 1961. En deuxième lieu, nous avons (selon la méthode générale utilisée dans cette étude) calculé les indices 61/54 affectant les divers postes, en vue de les projeter sur la nouvelle base 1954 des Comptes de la Nation (2).

1°) *Reconstitution du Tableau Prospectif du III° Plan*

Les changements apportés au Rapport Orange par la Synthèse s'expliquent non seulement par de nouvelles décisions au niveau des objectifs (cas de la production ou des investissements) mais aussi par des évaluations différentes sur le compte 1954, mises au point à la fin de l'année 1957 (cas de la consommation des Ménages en particulier). Nous avons donc aussi tenu compte

(1) Nous avons retrouvé deux documents ayant trait aux Administrations: en premier lieu une note de Décembre 1957 qui calcule les impôts à partir d'évaluations du Produit National Brut correspondant exactement à celles de la Synthèse et que nous avons de ce fait repris dans notre tableau. En second lieu un compte très détaillé des Administrations daté de Mai 1958, mais que nous avons dû négliger à notre grand regret car il retenait des chiffres inférieurs à ceux de la Synthèse en matière de consommation et de F.B.C.F.

(2) Vol. I - Les Comptes - 1960 - P. 292.

de cet élément en retenant le Tableau Economique 1954 de l'époque de la Synthèse (1) comme base de calcul pour nos indices prospectifs 61/54 exprimant le III^o Plan.

Trois modifications majeures inscrites dans la Synthèse ont commandé toute l'élaboration du nouveau Tableau prévisionnel: le relèvement de la valeur ajoutée des entreprises, celui de la formation brute de capital fixe globale (qui recouvre une hausse importante au niveau des Entreprises et une baisse au niveau des Administrations), enfin une diminution de l'excédent commercial avec l'extérieur; rappelons en outre que les impôts ont été augmentés globalement (2) selon les indications contenues dans la note de Décembre 1957. L'analyse rapide des besoins et capacités de financement des agents nous permettra de résumer les résultats auxquels nous parvenons.

Le besoin de financement des Entreprises apparaît nettement plus important que dans le Rapport Orange, en raison du relèvement d'une part, de leurs investissements et d'autre part, de leurs impôts, lequel se trouve être très supérieur au relèvement de leur valeur ajoutée. La diminution du besoin de financement des Administrations provient de la hausse du montant global des impôts qui concorde avec une baisse de leurs objectifs d'investissements. L'Extérieur accuse également une diminution du besoin de financement dans la mesure exacte où l'excédent enregistré sur les biens et services par la Synthèse est inférieur à celui du Rapport Orange. Enfin, le cas des Ménages qui voient leur capacité de financement accrue appelle quelques remarques; cette modification résulte essentiellement du jeu de deux mouvements inverses qui semblent contradictoires: d'une part la hausse des ressources découlant de l'accroissement de la valeur ajoutée par les Entreprises qui s'est répercutée tant au niveau des salaires qu'à celui du revenu brut des entrepreneurs individuels, d'autre part la baisse des impôts versés, baisse inscrite dans la note de Décembre 1957. Il eut pourtant été logique de relever le montant des impôts directs des Ménages parallèlement à la hausse de leurs revenus. Mais le calcul sur lequel repose l'évaluation des impôts des Ménages par la note de Décembre 1957 est effectué à partir d'un rapport observé dans le passé- entre cette donnée et la production intérieure brute. Or le chiffre retenu pour cette dernière, et donc le montant des revenus correspondant, est bien celui de la Synthèse. Dans ces conditions, il était impossible de nous écarter des méthodes de calcul du III^o Plan et de ne pas retenir l'évaluation très explicite de la Note de Décembre 1957. Nous tenons

(1) Les Comptes de la Nation 1957 - P. 187.

(2) Mais diminués en ce qui concerne les Ménages - cf. *infra*.

toutefois à insister sur ce fait dont il sera utile de se souvenir en confrontant les prévisions à la réalité.

2°) *Projection du Tableau prévisionnel sur la nouvelle base 1954*

Nous avons calculé les indices 1954/1961 concernant les biens et services et les diverses opérations de répartition (sauf le revenu brut des entrepreneurs individuels et le financement des investissements par les entrepreneurs individuels, qui sont en fait des soldes) en rapportant le Tableau prévisionnel conforme à la Synthèse au Tableau Economique de l'année 1954 publié dans les Comptes de la Nation 1957. Ces indices ont été alors projetés sur les nouveaux chiffres concernant l'année 1954 (1). Après un équilibrage par ligne très empirique, les soldes ont été calculés en maintenant inchangée la proportion entre revenu brut des entrepreneurs individuels et épargne des sociétés de même que celle entre financement des investissements par les entrepreneurs individuels et épargne des Ménages.

Une comparaison systématique des indices prévisionnels ancienne et nouvelle base a été effectuée pour les soldes. Une distorsion importante est apparue au niveau de l'épargne des Ménages et du Financement des investissements par les Entrepreneurs Individuels, distorsion qui semble imputable à une différence notable affectant le montant de ce dernier poste entre les deux comptes 1954. Nous avons alors appliqué au financement des investissements par les Entrepreneurs Individuels l'indice de notre Tableau Economique prévisionnel, l'épargne des Ménages étant calculée par différence. Moyennant cette correction, la projection effectuée nous a paru relativement satisfaisante comme on pourra en juger sur le Tableau 47, qui retrace les divers avatars des indices afférents au tableau économique prospectif de l'année 1961 base 100 en 1954.

B. Le tableau économique rétrospectif

Nous avons rencontré une difficulté supplémentaire pour effectuer notre comparaison entre prévisions et réalisations, due au fait que l'on n'élabore pas encore de tableaux économiques rétrospectifs en prix constants. Les réalisations de l'année 1961 ne sont donc connues qu'en francs courants, alors que notre tableau prospectif est en francs de l'année 1954. La so-

(1) Publié rappelons-le P. 292 - Vol. I - Les Comptes 1960.

TABLEAU 47
Indices prévisionnels 61/54 successifs (1)

POSTES	RAPPORT ORANGE	SYNTHESE DE FEVRIER 58	RECONSTITUTION PAR LE CEPREL
	Base 1954 des Comptes de la Nation de l'année 1956	Base 1954 des Comptes de la Nation de l'année 1957	Base 1954 du Vol. I des Comptes publié en 1960
Consommation des Ménages	139,8	140,2	140,2
Valeur ajoutée des Entreprises	141,2	142,7	142,7
F.B.C.F. globale	155	156	156
F.B.C.F. Entreprises	161	169,7	169,7
Solde (Variation de Stocks)	125,0	166,4	147,9
Impôts indirects Entreprises	130 - 140	144,4	144,4
Impôts directs sur sociétés	130 - 140	156,8	156,8
Impôts directs sur E.I.	130 - 140	113,4))
Impôts directs sur Ménages	104	188)) 161,5
Résultat brut d'exploitation Entreprises	140,6	139,8	141,3
Résultat brut d'exploitation Ménages	203,9	117,6	118,1
Epargne brute Entreprises	153	142,1	144,4
" " Ménages	160,9	175,6	171,5
Revenu brut des E.I.	133,8	136,5	135,8
Financement des Investissements par E.I.	155	150,9	150,9
Capacité de Financement Ménages	214	280,1	238,0
Besoin de Financement des Administrations	330	265,5	275,6
Besoin de Financement des Entreprises	308	- (2)	393,2
Besoin de Financement de l'Extérieur	65	41,5	43,0

(1) Nous n'avons retenu que les postes les plus importants.

(2) Base 1954: Capacité de Financement dans les Comptes de la Nation de 1957.

lution de ce problème, qui est d'ailleurs à l'étude au SEER (1), présente un intérêt particulier en matière de planification puisqu'on établit régulièrement depuis le III^e Plan un tableau économique prospectif qui dans l'état actuel des recherches se trouve être en prix de l'année de base du Plan. Ajoutons qu'en tout état de causes, il est essentiel de pouvoir suivre l'évolution en volume des diverses données contenues dans le tableau économique d'ensemble. A cet effet, il est nécessaire d'effectuer un choix d'indices de prix afférents aux opérations de répartition et aux soldes qui aient une signification économique: ces opérations ne s'effectuant pas sur un marché véritable ont en effet un prix difficilement mesurable.

1^o) *Les méthodes possibles*

Les difficultés théoriques proviennent de la nécessité de respecter l'équilibre comptable du tableau déflaté. Elles s'accroissent encore, si, comme dans la seconde méthode résumée ci-après, on se donne une contrainte supplémentaire: celle de garder, après déflation, des soldes comptables ayant même signe.

Dans la mesure où des distorsions de prix sont intervenues entre l'année de base et celle étudiée, l'application du système de prix de l'année de base risque fort de violer au moins l'une de ces deux contraintes. Ce phénomène traduit simplement le fait que, si la structure de prix de l'année courante étudiée avait été identique à celle de l'année de base, l'équilibre économique ne se serait pas établi dans les mêmes conditions. En particulier, les positions créditrices ou débitrices des agents auraient été différentes.

Une première méthode s'en tient là et, tout en respectant la cohérence comptable du tableau déflaté, ne cherche pas à conserver les signes des soldes en prix courants. La modification éventuelle de ces signes donne au contraire matière à commentaire économique et financier. Les déflateurs des soldes résultent de la résolution du système comptable et peuvent ainsi être qualifiés d'endogènes.

Pour les promoteurs d'une seconde méthode, au contraire, la conservation du signe des soldes en prix courants s'impose. Des déflateurs exogènes spécifiques leur seraient appliqués comme à n'importe quel autre flux. On considère alors, en effet, que les soldes comptables représentent des variations de stocks monétaires dont le volume peut se modifier et qu'il con-

(1) Cf. le travail de M.R. COURBIS "Comptes Economiques Nationaux à prix constants". - Doc. photocopié - 110 pages.

vient de déflater à l'aide d'un indice approprié. Quant à l'équilibre comptable, fatalement perturbé par de telles déflations non coordonnées, il sera rétabli par l'intervention de "surplus".

Nous résumerons brièvement ci-dessous, les deux méthodes en question.

a) - *Méthode des déflateurs endogènes (J. BENARD)*

Si le Tableau Economique comprend m comptes et n flux ($n > m$), un maximum de n déflateurs devra être utilisé. Mais, si l'on veut que le tableau déflaté reste équilibré, les équations comptables doivent être respectées. Ce qui signifie que, parmi les déflateurs, un nombre égal à celui des équations comptables indépendantes (soit $m-1$) ne devra pas être imposé de l'extérieur du système mais résulter au contraire de sa résolution. On les qualifiera de "déflateurs endogènes" par opposition aux déflateurs spécifiques introduits de façon exogène et tirés des statistiques de prix.

Les déflateurs endogènes affecteront tout naturellement les soldes des comptes d'agent. Il est en effet malaisé de trouver pour ces flux dans l'arsenal statistique des déflateurs spécifiques ayant une signification économique valable. Le fait qu'ils puissent être négatifs n'a ici rien de gênant. Il traduit simplement que l'évolution réelle des prix, tant en ressources qu'en emplois, a différé de l'évolution implicitement prévue de façon telle qu'un renversement des positions créditrices et débitrices des agents s'est produit par rapport à ce qui avait été envisagé.

Des "quasi-rentes" dues à l'imperfection de la prévision se sont ainsi manifestées.

On démontre aussi que l'écart entre solde à prix constants prévu et solde à prix constants observé est fonction des indices de réalisation des différents flux de ressources et d'emplois du compte considéré. L'interprétation économique de cet écart et du renversement éventuel du signe du solde s'en trouve facilitée.

Quant au choix des déflateurs exogènes il ne posera de problèmes redoutables que pour certaines opérations de répartition (impôts, transferts, par exemple). Mais ce problème est commun aux deux méthodes.

b) - *Méthode des variations standard de surplus (R. COURBIS).*

L'équilibre du tableau déflaté est obtenu non plus par la

détermination de certains indices, mais par des termes d'ajustement qui sont introduits au niveau de chacun des flux; ces derniers ont été préalablement déflatés par des indices exogènes appropriés à la nature de chaque opération. Donnons à titre d'exemple le déflateur du résultat brut d'exploitation des entreprises qui est constitué par l'indice général des opérations du compte d'exploitation des entreprises (indice combiné des opérations sur biens et services, des salaires, des impôts, etc...). Le terme d'ajustement, destiné à rétablir l'équilibre du tableau économique déflaté est calculé de la façon suivante pour une opération donnée: il résulte de la différence entre la valeur de l'opération déflatée à l'aide d'un indice général des prix (qui retrace seulement le mouvement du niveau global des prix) et la valeur de l'opération déflatée à l'aide de l'indice spécifique adopté précédemment (qui inclut l'évolution relative des prix). Dans ces conditions, les totaux du tableau économique déflaté se trouvent équilibrés grâce à la prise en compte de tous les termes d'ajustement qui ont éliminé pour chacune des opérations l'effet de la distorsion des prix à travers le temps. Ces totaux correspondent à un tableau économique que l'on aurait déflaté uniquement par un indice général des prix: ils sont nécessairement équilibrés puisque la structure des prix de l'année courante a été conservée.

L'intérêt de cette solution réside dans l'interprétation économique donnée par l'auteur au terme d'ajustement qui permet de mesurer l'effet de la distorsion des prix sur la position économique et financière de l'agent considéré et d'évaluer ainsi le gain ou la perte occasionné par l'évolution relative des prix. M. R. COURBIS a nommé ce terme d'ajustement "variation standard de surplus" par référence à la théorie de DUPUIT, car il démontre que "l'on peut calculer la variation de satisfaction due à la distorsion des prix entre une situation A et une situation B comme variation de la somme des surplus de DUPUIT, ceux-ci étant calculés à l'aide du système des prix réels et non du système des prix nominaux" (1).

2°) *Méthode d'analyse retenue par le CEPREL*

Un travail intéressant pourrait être entrepris nous semble-t-il: il consisterait d'une part à approfondir l'analyse de la signification économique des indices retenus dans la procédure des déflateurs endogènes et d'autre part à comparer systématiquement les résultats obtenus en appliquant les deux méthodes de déflation au Tableau rétrospectif 1961. Compte tenu des

(1) Doc. Cit. P. 39-40.

délais impartis il n'a pas été possible d'engager cette étude.

Dans ces conditions, nous nous sommes contentés de comparer les structures des tableaux économiques prévus et réalisés pour l'année 1961. Cette confrontation ne s'effectuera pas à l'aide de proportions, mais en déflétant uniformément toutes les données par l'indice de la Production Intérieure Brute, ceci pour diverses raisons. En premier lieu l'usage de pourcentage accroît la lourdeur des calculs puisqu'il faut corriger l'indice de réalisation obtenu à partir des proportions de l'erreur ayant affecté la prévision de la grandeur sur laquelle est basée la proportion. Par exemple, après avoir confronté la part réalisée et prévue des salaires dans la production, nous sommes obligés de rectifier ce premier résultat du fait qu'un écart est apparu entre prévisions et réalisations portant sur la production elle-même. Ensuite, les calculs affectant des postes d'un montant minime par rapport aux grandeurs significatives perdent toute précision. Enfin, la déflation nous permet de calculer, par analogie avec la méthode R. COURBIS, un terme d'ajustement afférent aux opérations sur biens et services; nous pouvons en effet déflater celles-ci à la fois par un indice uniforme représentatif du mouvement général des prix (ce qui correspond pour nous à l'indice des prix de la Production Intérieure Brute) et par des indices spécifiques dont on dispose pour chacune des opérations. Ce calcul est très utile puisqu'il nous renseigne sur l'effet des distorsions de prix qui se sont produites au niveau des biens et services.

Les résultats obtenus en suivant la méthode générale que nous venons d'exposer sont retracés dans les trois tableaux suivants. Le premier présente le tableau économique prévisionnel du III^e Plan reconstitué par nos soins. Le second tableau économique correspond aux données réalisées de l'année 1961 (1) dont les cadres ont été légèrement modifiés en vue de les rendre identiques à ceux des prévisions et dont les valeurs sont déflatées par l'indice 139,6 correspondant à l'évolution des prix de la P.I.B. entre 1954 et 1961, avec pour le total des opérations biens et services le calcul de la variation d'ajustement de type COURBIS. Enfin, le troisième tableau enregistre les indices de réalisation obtenus que nous allons tenter à présent d'analyser en nous souvenant des contraintes méthodologiques qui ont pesé sur leur élaboration et donc sur leur va-

(1) Les Comptes de la Nation 1961. P. 163.

leur et leur signification. On remarquera toutefois d'emblée -comme nous l'avons déjà indiqué- que les écarts sont la plupart du temps extrêmement importants et que par conséquent leur sens sinon leur niveau nous paraissent suffisamment valables pour donner lieu aux commentaires qui vont suivre.

*

* *

II - LA POSITION CREDITRICE DES ADMINISTRATIONS

Si l'année 1961 ne se déroule guère conformément aux perspectives du III^e Plan, c'est essentiellement parce que les Administrations ont joué un rôle créditeur et non débiteur, ce qui a entraîné chez les Ménages et les Entreprises le dégagement d'un montant d'épargne nettement inférieur aux prévisions. Les Administrations peuvent être considérées, à juste titre, comme l'agent économique le plus important en raison de leur rôle dans l'économie (1). L'étude de leur comportement est primordiale pour éclairer les résultats de notre comparaison entre prévisions et réalisations des tableaux économiques prospectifs et rétrospectifs de l'année 1961.

L'apparition d'une capacité de financement -se substituant pour 1961 au besoin de financement prévu- provient de l'évolution des prix mais également et surtout du fait que les dépenses sont inférieures (IR = 97,5) et les recettes supérieures (IR = 105) aux prévisions.

L'évolution divergente des prix a favorisé la naissance d'un excédent en prix courants car les prix à la production (et donc une bonne part des impôts) ont monté plus vite depuis 1954 (indice 139,6) que les prix des biens de consommation (indice 130) et en capital (134,1) acquis par les Administrations. Ce gain des Administrations au niveau des opérations sur biens et services apparaît dans notre tableau 49 à la ligne Terme d'ajustement (685 millions de francs 1954 pour la consommation et 199 millions de francs 1954 pour la F.B.C.F.). Remarquons d'ailleurs

(1) Cf. Réponse à quelques questions sur les budgets économiques par J. MAYER, Etudes de Comptabilité Nationale n° 2. M. MAYER précise ainsi que l'Etat (pris au sens large) prélève 28 % de la Valeur Ajoutée des Entreprises non financières sous forme d'impôts, de cotisations sociales, etc...; remet 30 % de leur revenu disponible aux ménages et décide du tiers de la F.B.C.F. chaque année.

TABLEAU 49

Tableau économique rétrospectif 1961

- déflation par indices spécifiques pour opérations sur biens et services (1ère ligne)

- déflation par indice de prix de la P.I.B. (3ème ligne et suivantes).

Millions de francs 1954

	EMPLOIS										RESSOURCES									
	ENTREPRISES			MENAGES			ADMINISTRATIONS		EXTE- RIEUR	TOTAL	ENTREPRISES			MENAGES			ADMINISTRATIONS		EXTE- RIEUR	TOTAL
	E	A	C	E	A	C	A	C			E	A	C	E	A	C	A	C		
Opérations sur biens et services (total 6 bis)	-	-	31 625	-	136 770	6 787	9 969	5 063	29 524	219 738	187 187	-	-	6 670	-	-	-	-	25 881	219 738
Terme d'ajustement (6)-(6 bis)	-	-	-1 775	-	+ 1 567	- 218	- 685	- 199	-1 057	- 2 367	- 1 743	-	-	+1 582	-	-	-	-	-2 206	- 2 367
Opérations sur biens et services (total 6)	-	-	29 850	-	138 337	6 569	9 284	4 864	28 467	217 371	185 444	-	-	8 252	-	-	-	-	23 675	217 371
Salaires et Cotisations																				
Sociales	79 907	-	-	-	3 789	-	15 322	-	-	99 018	-	-	-	-	75 329	-	23 689	-	-	99 018
Prestations Sociales	1 268	-	-	-	-	-	27 099	-	-	28 367	-	-	-	-	28 367	-	-	-	-	28 367
Intérêts et Dividendes	6 432	4 914	-	731	287	-	2 579	-	1 110	16 053	-	9 054	-	-	5 172	-	1 340	-	487	16 053
Impôts	37 206	5 372	-	1 053	8 947	-	344	-	-	52 922	-	-	-	-	-	-	52 922	-	-	52 922
Transferts	-	-	-	-	-	-	20 136	-	136	20 272	3 431	2 908	-	-	6 519	-	6 991	-	423	20 272
Assurances et Op. de Répartition	2 966	-	-	64	3 804	-	365	-	2 085	9 284	4 943	-	-	-	1 053	-	2 479	-	809	9 284
Dépenses et Recettes																				
Extérieures	244	-	-	-	2 393	-	7 370	-	4 004	14 011	-	-	-	-	3 281	-	723	-	10 007	14 011
Revenu brut des entrepreneurs individuels	-	48 911	-	-	-	-	-	-	-	48 911	-	-	-	-	48 911	-	-	-	-	48 911
Financement des Investissements par les Entrepreneurs Indivi- duels	-	-	-	-	-	3 861	-	-	-	3 861	-	-	3 861	-	-	-	-	-	-	3 861
Total 7: Opérations de Répartition	128 023	59 197	-	1 848	19 220	3 861	73 215	-	7 335	292 699	8 374	11 962	3 861	-	168 632	-	88 144	-	11 726	292 699
Résultat brut d'exploitation	65 795	-	-	6 404	-	-	-	-	-	72 199	-	65 795	-	-	6 404	-	-	-	-	72 199
Epargne brute	-	18 560	-	-	17 479	-	5 645	-	-	41 684	-	-	18 560	-	-	17 479	-	5 645	-	41 684
Capacité Financement	-	-	-	-	-	7 049	-	781	-	7 830	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Besoin Financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 429	-	-	-	-	-	401	7 830
TOTAL	193 818	77 757	29 850	8 252	175 036	17 479	88 144	5 645	35 802	631 783	193 818	77 757	29 850	8 252	175 036	17 479	88 144	5 645	35 802	631 783

TABLEAU 50
Tableau économique d'ensemble

INDICES DE RÉALISATION DES PRÉVISIONS DU RAPPORT ORANGE RECTIFIÉ

	EMPLOIS										RESSOURCES									
	ENTREPRISES			MENAGES			ADMINIS- TRATIONS		EXTE- RIEUR	TOTAL	ENTREPRISES			MENAGES			ADMINIS- TRATIONS		EXTE- RIEUR	TOTAL
	E	A	C	E	A	C	A	C			E	A	C	E	A	C	A	C		
Total 6: Opérations sur biens et services déflatées par des indices de prix spécifiques aux opérations	-	-	96,5	-	96	111,5	99	101,5	119	99	97	-	-	94,5	-	-	-	-	118,5	99
Total 6: Opérations sur biens et services déflatées par indices de prix de la P.I.B.	-	-	91	-	97	108,5	92,5	97,5	115	98	96,5	-	-	117	-	-	-	-	108,5	98
Salaires et cotisations sociales	104	-	-	-	112	-	94	-	-	103	-	-	-	-	99	-	116	-	-	103
Prestations sociales	101	-	-	-	-	-	96,5	-	-	97	-	-	-	-	97	-	-	-	-	97
Intérêts et dividendes	150	74,5	-	46	179,5	-	61,5	-	106	97	-	120	-	-	66,5	-	141	-	162	97
Impôts	99	115	-	140,5	112	-	(124,5)	-	-	103	-	-	-	-	-	-	103	-	-	103
Transferts	-	-	-	-	-	-	94	-	126	94	99	84,5	-	-	102	-	84	-	(2 644)	94
Assurances et op. de répartition	134,5	-	-	(139)	138	-	(173)	-	79	118	158	-	-	-	271,5	-	96	-	46	118
Dépenses et recettes extérieures	-	-	-	-	81	-	175,5	-	123	135	-	-	-	-	115	-	(199)	-	139,5	135
Revenu brut des Entrepreneurs Individuels	-	90	-	-	-	-	-	-	-	90	-	-	-	-	90	-	-	-	-	90
Financement des Investissements par les E.I.	-	-	-	-	-	104,5	-	-	-	104,5	-	-	104,5	-	-	-	-	-	-	104,5
Total 7: Opérations de répartition	105	90	-	167	111,5	104,5	98	-	104	100,5	127	109	104,5	-	95	-	105	-	127	100,5
Résultat brut d'exploitation	86	-	-	107,5	-	-	-	-	-	87	-	86	-	-	107,5	-	-	-	-	87
Epargne brute	-	83,5	-	-	75,5	-	Nd	-	-	93,5	-	-	83,5	-	-	75,5	-	-	-	93,5
Capacité Financement	-	-	-	-	-	53	-	Nd	-	59	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Besoin Financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	108	-	-	-	-	Nd	52	59
TOTAL GENERAL	97,5	88,5	91	117	96	75,5	105	113,5	112,5	97	97,5	88,5	91	117	96	75,5	105	113,5	112,5	97

que si l'on calcule les soldes des comptes d'affectation et de capital en francs 1954 déflatés au niveau des biens et services par les indices spécifiques afférents à ceux-ci et au niveau des opérations de répartition par l'indice de prix de la Production Intérieure Brute, la capacité de financement va jusqu'à disparaître (phénomène de renversement du signe du solde dont il a été question plus haut) pour faire place à un besoin de financement de 103 millions de francs 1954. Toutefois, comme ce chiffre reste très éloigné des prévisions qui étaient de 5.678 millions, il est bien évident que l'explication au niveau des prix reste tout à fait insuffisante. Nous procéderons donc à l'analyse détaillée des dépenses et des recettes.

A. Les dépenses des Administrations

Parmi les postes importants, prestations sociales, salaires, transferts (1) et consommation, seuls ces deux derniers sont conformes aux prévisions; encore faut-il rappeler que si la consommation est au niveau des prévisions en volume, sa valeur relative par rapport aux autres dépenses est plus faible que prévue.

Le retard sensible sur les prestations (IR = 96,5) s'accuse sur les salaires (IR = 94). Le Rapport Orange avait tablé sur un accroissement important des transferts sociaux dont les prestations sociales constituent l'essentiel et nous avons naturellement conservé cette hypothèse. Ainsi, l'accroissement prévu pour ces dernières est de 62 % par rapport à 1954 (61 % si l'on inclut les prestations versées par les Entreprises) alors que les ressources brutes globales des ménages se trouvent à l'indice 144,6. Or, si l'on examine au cours de la période la croissance des postes importants compris dans les prestations sociales (voir tableau 51), un certain freinage apparaît en 1959, suivi d'une accélération qui ne s'est vraiment manifestée qu'en 1961, un peu tard pour réaliser les prévisions du Plan. Les prestations familiales qui représentent environ le tiers des prestations sociales en 1956 ont vu leur part diminuer au cours de la période alors que les retraites et les assurances sociales se sont développées en 1960 et surtout en 1961 par suite de diverses mesures telles que la signature des premières conventions médicales qui intervient à la fin de l'année 1960 et en 1961, l'apparition d'une nouvelle catégorie de bénéficiaires en 1961 (les exploitants agricoles), enfin la généralisation des systèmes de retraite complémentaire. Mais cette relance des

(1) Consolidés (c'est-à-dire diminués des subventions entre Administrations).

prestations n'a pu compenser totalement, au regard des prévisions, le freinage volontaire de 1959 (institution de la franchise, etc...).

TABEAU 51
Evolution des principales prestations sociales

Indice d'accroissement par rapport à l'année précédente	57/56	58/57	59/58	60/59	61/60	Part dans le montant total des Prestations Sociales en 1959
Retraites	118,8 (1)	113,1	111,1	107,5	111,4	41,6 %
Prestations Familiales	107,2	111,4	106,2	108,9	109,6	30,4 %
Assurances Sociales	114,5	112,5	112,1	116,9	125,3	22,6 %

(1) On constate ici l'effet de l'institution du Fonds National de Solidarité.

En matière de salaires, il apparaît nécessaire de préciser que l'écart de 5,9 % entre prévisions et réalisations est plus important qu'il n'y paraît du point de vue du salaire par tête dans la mesure où l'accroissement des effectifs a nettement dépassé les prévisions. Le Rapport Orange faisait état d'une progression de 7,2 % de 1954 à 1961 (1); or, d'après les chiffres de l'I.N.S.E.E. établis sur la base du sondage au 1/20^e du recensement de 1962, celle-ci aurait été de 15 %. Nous ne pouvons que déplorer l'absence de précisions chiffrées détaillées en matière d'effectifs prévus qui nous auraient permis de voir en quel domaine les erreurs ont été commises, en particulier si celles-ci n'ont pas affecté principalement le secteur de l'Education Nationale où l'accroissement des effectifs a été de loin le plus prononcé au cours de la période. On peut tout de même constater dans le tableau suivant un certain écart portant sur la répartition fonctionnelle de la masse des salaires entre le personnel civil et militaire.

(1) P. 97.

TABLEAU 52

Salaires et traitements en espèces et en nature (en %)

	CIVILS	MILITAIRES
Prévisions (p. 149 du Rapport Orange)	74,3	25,7
Réalisations (Comptes de la Nation 1961 - p. 69)	77,2	22,8

L'écart constaté s'explique en partie par l'hypothèse du III^e Plan concernant la fin des hostilités en Algérie qui entraînait une hausse des effectifs militaires stationnés en Métropole.

Les trois autres postes ayant un poids susceptible d'influer sur le niveau global des dépenses - Formation Brute de Capital Fixe, dépenses extérieures et intérêts - ont eu des sorts très dissemblables (IR respectifs de 102, 176 et 62). Dépenses extérieures et intérêts retiendront ici notre attention.

L'analyse détaillée des dépenses et recettes extérieures brutes (1) montre que celles-ci ont été effectuées à raison de 89,4 % dans les Pays d'Outre-Mer; parmi ces dernières 61,5 % l'ont été en Algérie. Il est donc évident que l'écart constaté sur ce poste (dans lequel salaires et subventions ont un rôle dominant) s'explique avant tout par l'hypothèse concernant la cessation des hostilités en Algérie en 1961. Le Rapport Orange avait prévu de ce fait que les dépenses dans les Pays d'Outre-Mer diminueraient de 20 % entre 1954 et 1961 (2), alors que l'accroissement a été de 29 % (3). Précisons d'ailleurs que si l'on considère les Pays d'Outre-Mer sans l'Algérie, les dépenses dans ces pays sont en baisse de 21,5 % pour la période 55-61 (la base 1954 n'est pas disponible). Cette diminution serait d'ailleurs encore plus importante si nous avions disposé des chiffres pour 1954 puisque les dépenses de la guerre d'Indochine

- (1) Le poste repris dans le Tableau Economique d'Ensemble est net. La différence entre brut et net est négligeable.
- (2) Et nous n'avons pas modifié ces chiffres.
- (3) Rappelons que l'impact de la guerre d'Algérie sur les dépenses publiques ne peut être saisi dans sa totalité à la ligne dépenses et recettes extérieures dans la mesure où celle-ci ne reprend que les dépenses effectuées dans les Pays d'Outre-Mer et non pour les Pays d'Outre-Mer et qu'elle ne comprend pas les prêts et avances recencés dans les opérations financières.

gonflaient encore ce poste à cette date. C'est donc bien les événements d'Algérie qui rendent compte du dépassement considérable des prévisions en matière de dépenses et recettes extérieures.

Les intérêts versés par les Administrations ne constituent pas une partie importante de leurs dépenses, mais l'indice de réalisation est très bas (61,5) leur donnant ici un rôle particulier. Le Rapport Orange avait prévu une hausse de 80 % par rapport à 1954 "traduisant la charge financière née des déficits accumulés" (1). Or dès 1959, les Administrations ont pu dégager une capacité de financement, marquant bien à quel point le Rapport Orange était pessimiste sur le problème du déficit public.

La structure des dépenses des Administrations en 1961 apparaît donc comme très différente des prévisions. Elle rend manifeste une certaine compensation entre le dépassement en matière de dépenses et recettes extérieures et le retard des salaires, des prestations sociales et des intérêts. Remarquons en outre que si la Formation Brute de Capital Fixe ne semble pas avoir subi le contrecoup de l'accroissement de nos charges Outre-Mer, c'est sans doute parce que son objectif était modeste; précisons qu'il avait été ramené de 5.460 millions de francs 1954 dans le Rapport Orange à 4.744 millions dans la Synthèse, ce qui traduisait une réduction de plus de 12 %. Compte tenu de ce que l'on sait sur l'ampleur des besoins, cette réduction était fâcheuse; le Plan Intérimaire a d'ailleurs relevé les objectifs d'investissements de l'Etat et des Collectivités de 5,9 % (2), mais ces objectifs n'ont pas été réalisés (l'indice de réalisation du Plan Intérimaire est de 96 en la matière). On remarque d'ailleurs un ralentissement important des investissements des Administrations en 1960 (indice d'accroissement en valeur de 103,3 par rapport à 1959) et ce n'est qu'en 1961 qu'une hausse sensible est enregistrée qui a simplement permis d'atteindre les objectifs primitifs du III^e Plan.

B. Les Recettes des Administrations

Les ressources des Administrations se trouvent à un niveau supérieur aux prévisions. Les postes essentiels sont ici les cotisations sociales et surtout les impôts dont les indices de réalisation sont respectivement de 116 et 103.

(1) p. 147.

(2) Voir chapitre I.

1°) *Les Cotisations Sociales*

L'indice de 116 s'explique par deux types de raison d'inégale importance qui ont joué au niveau de la prévision et au niveau de la réalisation.

a) Dans notre tableau économique prospectif, nous avons repris tel quel le chiffre du Rapport Orange ignorant dans quelle mesure le relèvement d'environ 1 % des salaires que nous avons effectué par ailleurs serait susceptible d'affecter les cotisations sociales dont le montant est plafonné. Signalons d'autre part que nous avons retrouvé des chiffres prévisionnels antérieurs d'une quinzaine de jours au Rapport Orange qui étaient supérieurs à ceux finalement retenus par ce document. Malheureusement, aucune justification de la modification intervenue ne figurait dans le dossier qui ne peut donc nous éclairer ici.

b) Cependant, les raisons essentielles du dépassement des prévisions sur ce poste doivent être recherchées dans les diverses mesures prises en cours d'exécution du Plan pour relever le plafond (ceci à plusieurs reprises) (1) et le taux des cotisations. Ces relèvements avaient pour but principal, comme le montre en particulier le Rapport du Comité des Experts, d'améliorer l'équilibre des finances publiques.

2°) *Les Impôts*

En distinguant impôts directs et impôts indirects (c'est-à-dire pesant sur la production) on peut remarquer que les impôts sur les ménages avaient été particulièrement sous-estimés (IR = 112) de même que les impôts sur les sociétés (IR = 115) alors que les impôts assis sur la production sont pratiquement conformes aux prévisions (IR = 99). Les parts respectives des impôts directs et des impôts indirects ont donc été mal prévues par les planificateurs qui avaient tablé sur une certaine permanence de ce rapport entre 1957 et 1961 alors que l'évolution retracée dans le tableau 53 montre que la part des impôts directs dans l'ensemble des impôts n'a cessé de croître de 1954 à 1959 pour décroître très légèrement ensuite, sans toutefois correspondre pour 1961 ou même 1962 au pourcentage de 24,6 % prévu par le III^o Plan.

(1) De 600 000 frs. au 1er janvier 1958, il passe en quatre étapes à 840 000 frs. le 1er avril 1961.

TABLEAU 53

Part des impôts directs dans l'ensemble des impôts (1)

1954	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1959	1960	1961	1962
22,8	24,0	24,9	27,4	27,9	27,1	26,9	28,1	27,6	26,9	26,0

Il faut admettre toutefois que cette évolution n'a pas été jusqu'à modifier fondamentalement la structure de la fiscalité française caractérisée, par rapport à la plupart des économies occidentales industrialisées, par la prédominance des impôts indirects (2).

a) *Les impôts directs*

Rappelons qu'en ce qui concerne les ménages, le montant des impôts prévus a été retouché dans le sens de la baisse par rapport au Rapport Orange, ceci sur la base de la note de décembre 1957 (3). Du point de vue des réalisations, la pression fiscale s'est d'abord renforcée pour décroître en fin de période: les lois de Finances des années 1960 et 1961 ont enregistré une baisse du taux de la taxe proportionnelle (qui avait été relevée en 1959) et une légère diminution du montant de la surtaxe progressive notamment par le relèvement du niveau des tranches non imposables et l'instauration du crédit d'impôt. Toutefois ces mesures semblent avoir été compensées au moins en partie, par l'accroissement du nombre de contribuables en raison de la forte progression accusée par les revenus au cours des deux dernières années du Plan, comme on peut le voir dans le tableau n° 54 qui retrace l'évolution du poids des impôts directs par rapport aux ressources brutes des ménages depuis 1957 -année de la prévision- jusqu'à 1961 (4).

(1) La série 1954 - 1961 a été calculée à partir des Comptes 1961 et 1960. Vol. 1. La série 1959 - 1962 provient des Comptes 1962.

(2) Cf. "Economic Policy in our Time" - North Holland Publishing Company, 1964. p. 50.

(3) Qui, rappelons-le, a relevé le niveau global des impôts.

(4) Signalons que ce tableau n'est pas identique à celui publié à la page 78 des Comptes de la Nation 1962, bien qu'il enregistre le même pourcentage de pression fiscale pour 1959 et 1960. Les Comptes 1962 retiennent en effet les ressources des ménages diminuées des recettes extérieures. En outre, les Comptes 1962 reposent comme on le sait sur la base 1959 dont l'établissement a conduit à relever à la fois les ressources brutes des ménages et les recettes extérieures. Il est à remarquer que la correction apportée par les Comptes 1962 aux chiffres de l'année 1961 des Comptes 1961 est du même ordre de grandeur que celle apportée aux années 1959 et 1960 de ces mêmes Comptes; cette modification paraît donc s'expliquer avant tout par le changement de base et non par le caractère provisoire des chiffres 1961 des Comptes 1961.

TABLEAU 54
Part des impôts directs
dans les ressources brutes des ménages (%)

1957	1958	1959	1960	1961
4,1	4,8	5,2	4,9	5,1

Indiquons d'ailleurs que la part de la surtaxe progressive dans l'ensemble des recettes fiscales est passé de 5,5 % en 1952 à 13,3 % en 1961 (1).

Le dépassement des prévisions concernant les sociétés doit être recherché essentiellement dans l'accroissement légal du taux des prélèvements pesant sur celles-ci (en particulier le taux de l'impôt des sociétés a atteint 50 % depuis la loi de Finances de 1959).

b) *Les impôts indirects*

L'infime retard enregistré au niveau des impôts indirects doit être imputé en partie à la non-réalisation des objectifs en matière de production. Toutefois, l'indice de réalisation de la Production Intérieure Brute étant inférieur (97) à celui des impôts indirects (99), on peut rappeler que certains taux ont été relevés au cours de la période, (le taux de la T.V.A. en particulier est passé de 19,5 % à 20 %) et que l'indice de réalisation des salaires (99) -et par conséquent celui de la taxe forfaitaire- est supérieur à celui de la Production Intérieure Brute.

Il semble donc que le renforcement du taux de la pression fiscale, de même que dans une moindre mesure le rendement des impôts (notamment en relation avec la hausse des salaires qui influence l'impôt sur le revenu des personnes physiques comme la taxe forfaitaire sur les salaires) n'aient pas été pris sérieusement en considération par les planificateurs (2). Dire que ceux-ci n'aient pas songé à relever leurs prévisions serait peu conforme à la vérité. En premier lieu, une "variante fiscale" contemporaine du Rapport Orange (3) envisage une épargne

(1) L'évolution du budget français entre 1952 et 1962 - Problèmes Economiques n° 735.

(2) Le prélèvement fiscal opéré par l'Etat par rapport au Revenu National Brut a évolué de la façon suivante: 17 % en 1952, 15 % en 1956, 19 % en 1959, 18,4 % en 1962 (chiffres donnés par M. PALLEZ dans son cours de Finances Publiques à l'I.E.P. - 1961-1962, p. 372).

(3) Elle est datée du 26.7.1957, alors que le Rapport Orange date du 19.

des Administrations qui reste d'ailleurs inférieure à leur Formation Brute de Capital Fixe et par conséquent laisse place tout de même à un besoin de financement. Dans ce document, le taux des impôts par rapport au Produit Intérieur Brut apparaît supérieur non seulement à celui du Rapport Orange, mais également à celui de la Note de décembre 1957. En second lieu, le compte des Administrations de mai 1958 (que, rappelons-le, nous n'avons pas utilisé du fait qu'il retenait une consommation et une Formation Brute de Capital Fixe inférieures à celles de la Synthèse) faisait état d'une capacité de financement due non seulement à une baisse des dépenses mais également à un relèvement sensible des impôts par rapport à la Note de décembre 1957.

Toutefois, il ne fait aucun doute qu'il ne s'agit là que de simples hypothèses ou variantes alors que les prévisions retenues au titre du III^o Plan envisageaient un "déficit public"(1).

Cette attitude est due à deux raisons principales: tout d'abord, nul n'ignore que le Ministère des Finances tend traditionnellement à minorer les recettes, ceci à la fois pour endiguer les demandes des ministères dépensiers et pour se prémunir contre le risque éventuel d'une rentrée de recettes inférieure aux prévisions qui mettrait en péril l'équilibre budgétaire (2).

Mais il faut surtout rappeler que le III^o Plan avait insisté tout particulièrement sur le rôle de l'épargne privée et de l'autofinancement comme moyens de financement du Plan. Une même orientation avait d'ailleurs été déjà prise lors du II^o Plan. Les planificateurs semblaient convaincus que l'épargne allait se développer et ne désiraient évidemment pas entraver cette évolution. On peut toutefois se demander si le déséquilibre des finances publiques, symbole de l'inflation pour une bonne partie de l'opinion, était favorable au développement de l'épargne. Cette prévision d'un déficit du Compte des Administrations est donc loin de nous paraître entièrement justifiée.

En conclusion, il semble intéressant de rappeler que les projections du IV^o Plan comportent également un déficit des Administrations qui s'explique à la fois par des dépenses d'investissement importantes et par une détente fiscale. Derechef, on compte sur l'importance de l'épargne privée pour financer ce déficit (3). Précisons que le IV^o Plan prévoit tout de même une épargne positive des Administrations, ce qui n'était pas le cas

(1) Cf. Brochure du J.O. - p. 44.

(2) Le Rapport Orange envisage que le rendement de la T.V.A. puisse être plus élevé; néanmoins, il retient dans son tableau économique le chiffre minimum en matières de recettes....

(3) Annexe IV^o Plan. Tome I - P. 105.

du Rapport Orange. On peut donc déceler une certaine tendance à travers les plans successifs qui consiste à croire que l'épargne privée va reprendre le premier rôle, et l'initiative. Le Gouvernement voit s'affaiblir ainsi l'un de ses moyens d'action sur l'économie, mais le déroulement des événements l'oblige alors à être parfois plus dirigiste qu'il ne le voudrait.

En effet, il est difficile de ne pas voir le rôle grandissant joué par l'Etat dans l'économie, et ce malgré une volonté de retour à un certain libéralisme qui n'a cessé de s'affirmer depuis les années 1950. Si l'on compare d'ailleurs la progression des dépenses et des recettes des Administrations à celle de la Production Intérieure Brute depuis 1954, ce phénomène apparaît clairement.

TABLEAU 55

	P.I.B.	Dépenses (a)	Recettes
Indices 61/54 francs courants (b)	192,2	198,9	207,6
<p>a) Evaluées comme la somme de la Consommation et de la Formation Brute de Capital Fixe à laquelle on ajoute les opérations de répartition figurant en emplois.</p> <p>b) Comptes de la Nation 1961 et Vol. I, 1960.</p>			

Que ce soit au niveau de la formation de capital, de la masse des salaires versés, ou surtout de la redistribution des fruits de la production, loin de marquer un recul, la position de l'Etat, accrue ou constante depuis 1949, semble de toute manière stabilisée depuis 1954.

TABLEAU 56

**Part des Administrations
dans certaines quantités globales en %**

	1949	1954	1957	1959	1961
F.B.C.F. des Administrations par rapport à la F.B.C.F. totale	9,5	12,1	11,4	12,3	12,3
Salaires versés par les Administrations par rapport à la masse totale des salaires et cotisations sociales	14,7	14,4	14,2	14,7	14,5
Prestations sociales et transferts consolidés versés par les Administrations par rapport à la P.I.B.	15,9	18,2	20,7	19,5	20,8

En ce qui concerne plus particulièrement l'exécution même du III^o Plan, le rôle prépondérant joué par les Administrations dans l'équilibre économique de l'année 1961 tel qu'il nous est apparu ne nous semble donc guère surprenant; il s'explique d'autant mieux si l'on rappelle les importantes mesures prises en 1958 et 1959 pour rétablir la position financière de l'Etat et permettre à celui-ci de redresser la situation économique. Cette contradiction entre un désir de libéralisme et le rôle que les événements imposent finalement à l'Etat de jouer est sans aucun doute inhérente au capitalisme contemporain. Il est normal qu'elle se fasse tout particulièrement jour dans un système économique où l'on veut planifier sans diriger.

*

* *

III - LES ENTREPRISES ET LES MENAGES

Le solde créditeur des Administrations a eu pour contrepartie un certain freinage des revenus des entreprises et des ménages qui s'est naturellement répercuté sur le niveau de l'épargne privée, comme nous allons le voir successivement pour les unes et les autres.

A. Les entreprises

Les revenus des entreprises n'ont pas évolué selon les prévisions pour diverses raisons que nous tenterons de mettre au jour. Cependant, elles ont pratiquement réalisé le volume d'investissements fixé par le III^o Plan; il nous faudra donc étudier quels ont été à cet effet leurs moyens de financement, tout en déterminant dans quelle mesure ce résultat a été obtenu grâce à une évolution favorable des prix des biens en capital (Indice 61/54: 132,4) comparés à ceux de la valeur ajoutée (Indice 61/54: 138,3).

1^o) *Les revenus des entreprises*

Ce revenu est appréhendé tout d'abord par la Comptabilité Nationale sous la forme du résultat brut d'exploitation. Celui-ci enregistre un indice de réalisation de 86, ce qui ne peut s'expliquer que très partiellement par le retard de la Produc-

tion Intérieure Brute (IR = 97) (1). Il nous faut en effet remarquer que les charges des entreprises se sont accrues de façon considérable. L'indice de réalisation des salaires et cotisations sociales se situe à 104 et ce, malgré le retard de la Production. Les cotisations sociales sont particulièrement responsables de ce phénomène, puisque les salaires seuls accusent un indice de réalisation de 102. Cette hausse de la masse salariale qui pèse avant tout sur les entreprises non agricoles s'explique par l'évolution du nombre de salariés des entreprises qui a dépassé les prévisions. Le Rapport Orange envisageait une hausse de 4,9 % alors que celle-ci a été de 8,6 % (2) enregistrant donc un écart de 3,4 %. En outre, la durée du travail dans les activités non agricoles a très légèrement augmenté durant la période (de 45,2 heures par semaine en 1954 elle passe selon les statistiques du Ministère du Travail à 45,9 heures en 1961), alors que le Rapport Orange avait retenu une hypothèse de stabilité. Par conséquent, et comme nous l'avons déjà étudié, la croissance de la productivité du travail dans le secteur secondaire et tertiaire a été inférieure au taux prévu. Or, le salaire moyen par tête a suivi un rythme légèrement supérieur à celui de la productivité de ces deux secteurs contrairement à ce que prévoyait fort classiquement le Rapport Orange, ce qui a entraîné de ce fait pour les entreprises des charges accrues par rapport aux prévisions (3).

Rappelons pour terminer que les impôts indirects pesant sur les entreprises se sont accrus plus rapidement que la production (indice 200,0 en francs courants alors que la Valeur Ajoutée se trouve à l'indice 192,0). Ceci est dû au relèvement de certains taux (T.V.A. par exemple), mais aussi à la hausse de la masse salariale (indice 208,9 en francs courants par rapport à 1954) qui a retenti sur la taxe forfaitaire.

La Comptabilité Nationale ventile ensuite le résultat brut d'exploitation entre épargne des sociétés et revenu brut des entrepreneurs individuels. Les indices de réalisation de ces deux rubriques sont loin d'être voisins: 90 pour les individuels, et 83,5 pour les sociétés. La part du revenu des individuels dans le résultat brut d'exploitation, au lieu d'être de 70,7 % est de 74,3 %.

La distorsion s'accuse encore si l'on considère ce que le

-
- (1) Précisons que l'indice de réalisation de la Valeur Ajoutée par les entreprises est de 96,5.
 - (2) Chiffre calculé à partir des données obtenues dans le sondage au 1/20e du recensement de 62 et qui comprend les salariés des Institutions Financières et des Commerces.
 - (3) Nous considérons que les salaires agricoles n'influencent guère l'évolution globale des salaires des entreprises étant donné leur poids minime.

Rapport Orange appelait le revenu des sociétés, c'est-à-dire la somme de l'épargne et des dividendes distribués; l'indice de réalisation de celui-ci est en effet de 81,5.

La cause de l'écart entre revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés doit être essentiellement recherchée dans le domaine de la fiscalité. Les revenus des premiers sont en effet saisis avant imposition, ce qui n'est pas le cas de l'épargne des sociétés.

Or nous savons que la fiscalité des sociétés s'est renforcée considérablement au cours de la période (l'indice de réalisation de ce poste est de 115). Si nous éliminons ce facteur, l'indice de réalisation des revenus des sociétés avant impôt est de 86 et l'indice de réalisation de l'épargne des sociétés est de 89. On peut donc considérer que la fiscalité n'explique pas tout dans la distorsion entre revenus des individuels et des sociétés, tout en constatant que ces dernières se sont appliquées à compenser cette baisse de leur profit en réduisant les distributions de dividendes. Le Rapport Orange avait "admis que se poursuivrait la tendance actuelle à l'augmentation relative de la valeur ajoutée par les entreprises à forme sociale" (1), d'où il déduisait une progression nettement plus forte des revenus des sociétés, mais sans donner d'hypothèses chiffrées explicatives par exemple sur la baisse attendue du nombre des entreprises individuelles ou encore sur le phénomène de concentration des sociétés.

Sur ce dernier point nous possédons simplement un tableau prospectif de la population active selon les catégories socio-professionnelles (2) dans lequel il ne semble pas abusif d'assimiler la catégorie "Patrons" à celle des entrepreneurs individuels non agriculteurs. Les prévisions envisageaient un accroissement des effectifs de 4,3 % entre 1954 et 1961 alors que la baisse a été de 9,3 %. Il est difficile d'intégrer les agriculteurs dans ce calcul car au niveau des prévisions ils comprennent, semble-t-il, tous les agriculteurs non salariés, y compris les travailleurs familiaux qui ne sont pas des entrepreneurs individuels. Toutefois, remarquons que les prévisions concernant les agriculteurs non salariés ont été également déjouées (elles étaient de 88,5 base 100 en 1954 alors que les réalisations sont à l'indice 78,0). On peut alors supposer que cette erreur a dû jouer également au niveau des entrepreneurs individuels agricoles. Logiquement, en effet, les planificateurs ont dû prévoir pour ces derniers une baisse moins que proportionnelle à l'ensemble des agriculteurs non salariés,

(1) P. 146.

(2) P. 97 du Rapport du Groupe de l'Equilibre.

soit inférieure à 11,5 %, car une bonne partie des aides familiaux (précisément les enfants du chef d'exploitation) sont sans aucun doute les premiers à quitter l'agriculture, le chef d'exploitation ne s'y résolvant lui-même qu'à la dernière extrémité. Or, la diminution des effectifs des entrepreneurs individuels agricoles fut de 11,3 %. Ceci explique sans nul doute que la part du revenu brut des entreprises agricoles dans l'ensemble des entreprises individuelles ne soit plus en 1961 que de 31,7 % (1) alors que le Rapport Orange avait prévu qu'entre 1954 et 1961 ce pourcentage passerait simplement de 39,5 % à 34,7 %.

Par conséquent, il nous semble valable d'admettre qu'une erreur au départ sur la diminution attendue de 54 à 61 en ce qui concerne les entrepreneurs individuels a été commise, qui pourrait expliquer en partie le retard de la masse de leur revenu brut. Mais il faudrait en revanche admettre que ceux-ci, à titre personnel, ont réussi à préserver le niveau de leurs revenus de façon plus efficace qu'il n'était prévu par rapport aux sociétés. Signalons enfin qu'un autre facteur a pu jouer pour défavoriser les sociétés par rapport aux entreprises individuelles: l'accroissement des charges salariales qui a frappé sans nul doute plus durement les premières.

En définitive on constate donc que le revenu global des entreprises a cru sensiblement moins que prévu, en raison de la sous-réalisation de leur valeur ajoutée qui s'est combinée avec un alourdissement de leurs charges salariales et fiscales. Mais il faut préciser que les revenus des entrepreneurs individuels semblent avoir été beaucoup moins touchés que ceux des sociétés (ils se trouvent en valeur réelle à l'indice 122 par rapport à 1954 alors que ceux des sociétés sont à l'indice 118) à l'inverse de ce qui avait été prévu par le Rapport Orange et ce bien que le nombre des entrepreneurs individuels ait accusé une baisse de 10,2 % entre 1954 et 1961 passant de 3.917.000 à 3.516.000. Les sociétés ont essayé de maintenir leur autofinancement en réduisant particulièrement les distributions de dividendes, sans toutefois parvenir, comme nous allons le voir, au niveau d'épargne prévu par le Plan.

2°) *Le financement des investissements*

Bien que l'autofinancement (2) des entreprises ait été très inférieur au niveau prévu (IR = 86,5), les investissements

(1) Le revenu des entrepreneurs agricoles est évalué par le S.E.E.F. à 21 630 millions de francs pour l'année 1961.

(2) Soit épargne des sociétés et financement des investissements par les Entrepreneurs Individuels.

ont été pratiquement réalisés (IR = 99,5). Remarquons tout d'abord que cette performance est due partiellement à une évolution divergente des prix de la Production Intérieure Brute et des prix spécifiques des biens en capital. Si les prix avaient progressé de la même façon dans les deux cas, les entrepreneurs n'auraient réalisé leurs programmes qu'à 94 %.

D'autre part, il paraît intéressant de noter que nous retrouvons ici la distorsion signalée précédemment entre sociétés et entrepreneurs individuels. L'épargne des sociétés se situe à l'indice 83,5 alors que le financement des investissements par les entrepreneurs individuels est à 104,5. Sans négliger le fait que l'évaluation de ce dernier poste —minime en valeur absolue— est délicate et donc sujette à discussion, l'écart constaté nous paraît suffisamment important pour nous confirmer dans l'idée que l'entrepreneur individuel a sans doute consolidé sa position à l'intérieur du secteur productif contrairement aux prévisions du III^o Plan.

Si les Investissements productifs ont pratiquement atteint les objectifs prévus, c'est principalement parce que les entreprises ont accepté de s'endetter bien au-delà des prévisions. L'indice de réalisation de leur besoin de financement atteint en effet 108. Pourtant les craintes des auteurs du III^o Plan sur ce point étaient sérieuses; considérant que leurs prévisions de besoin de financement étaient très audacieuses, ils avaient recommandé diverses mesures en vue, d'une part d'accroître l'autofinancement par la libération des prix dans certains secteurs (en particulier les tarifs des entreprises nationalisées), et d'autre part de relancer le marché des capitaux, questions qui seront étudiées dans le Livre II. On peut déjà noter dans le tableau suivant le rôle croissant du marché financier (et en particulier des émissions d'actions) par rapport à l'autofinancement:

TABLEAU 57

Millions de francs courants

	1954	1961	Indice 61/54
(A) Emprunts des Entreprises non financières			
Obligations	1 490	3 230	217
Actions	830	2 630	317
Prêts à long terme	3 540	10 490	296
(B) Epargne des Sociétés et Institutions Financières	15 370	25 910	169
(A) Tableau résumé des opérations financières - Les Comptes de la Nation 1961 - P. 237 et 251.			
(B) Les Comptes de la Nation 1954 et 1961.			

La réalisation des objectifs en matière d'investissements peut paraître d'autant plus remarquable que ceux-ci avaient été relevés par la Synthèse. Il est vrai toutefois que le Rapport Orange signalait que les chiffres qu'il proposait étaient un minimum établi à l'aide de références au passé et que ces chiffres seraient sans doute dépassés en raison de la mise en route du Marché Commun (1). Ce dernier facteur a vraisemblablement poussé les entreprises à s'endetter davantage pour s'équiper.

En conclusion, l'exécution du Plan a fait apparaître de sérieuses divergences par rapport aux prévisions initiales en ce qui concerne les entreprises.

En raison de la hausse de leurs charges salariales et sociales d'une part et du renforcement de la pression fiscale d'autre part, leur autofinancement a été moindre que prévu; mais ces deux facteurs ont beaucoup moins pesé sur les entrepreneurs individuels que sur les sociétés, conservant à ceux-là une place encore appréciable dans l'économie française. Toutefois devant les perspectives d'ouverture des frontières et sans doute aussi comme on l'étudiera au Livre II sous l'invitation pressante du Gouvernement concrétisée par le Plan Intérimaire, les entreprises ont tenu à maintenir un niveau d'investissement assez élevé et, pour ce faire, elles ont accepté de s'endetter plus que ne l'espéraient les planificateurs.

B. Les ménages

L'hypothèse fondamentale du III^e Plan relative aux dépenses des ménages concernait l'élasticité globale de la consommation qui devait être inférieure à 1; l'épargne devait donc croître plus vite que les revenus des ménages. Or il semble bien que tel n'ait pas été le cas.

Nous analyserons d'abord l'évolution et la composition des ressources des ménages pour observer ensuite la fraction de ce revenu qui n'a pas été consacrée à la consommation.

1^o) Les ressources des Ménages

Les ressources brutes des ménages se trouvent à un niveau inférieur de 4 % aux prévisions (IR = 96). Remarquons que si l'on déflate les ressources des ménages à l'aide de l'indice des prix à la consommation, ce qui permet de mesurer la croissance du pouvoir d'achat des ménages, l'écart par rapport au

(1) P. 158.

Plan s'agrandit puisque l'indice de réalisation passe de 96 à 94,5. Ceci est dû à la distorsion apparue au cours de la période 1954-1961 entre les prix à la production (indice de la P.I.B. = 139,6) et les prix à la consommation (indice des biens consommés par les ménages: 141,2). Le terme d'ajustement calculé dans notre tableau 49 constitue ici une perte pour les ménages. Il apparaît donc nettement que pour ceux-ci, l'indice de réalisation des ressources est inférieur à celui de la Consommation (IR de la consommation calculé avec l'indice des prix des biens consommés par les ménages: 96).

Les trois composantes essentielles des ressources des ménages sont constituées par les salaires, le revenu brut des entrepreneurs individuels et les prestations sociales. C'est avant tout le retard du revenu brut des entrepreneurs individuels qui explique l'indice de réalisation des ressources. Rappelons que celui-là se situe à 90, alors que les salaires se trouvent à l'indice 99 et les prestations sociales à l'indice 97. Les deux tableaux suivants montrent que le sens de l'évolution respective (accroissement de la part des salaires et des prestations sociales et diminution de la part du Revenu brut des Entrepreneurs Individuels dans l'ensemble) avait été correctement prévu, mais non son ampleur.

TABLEAU 58

Composition des ressources des ménages (en %)

I - PRÉVISIONS ET RÉALISATIONS DU III^e PLAN

	1954	Prévisions 1961 (francs 1954)	Réalisations 1961
Salaires	40,0	41,5	42,8
Prestations sociales	14,4	16,0	16,1
Revenu brut E.I.	32,0	29,7	28,3
Divers	13,6	12,8	12,8
Total	100,0	100,0	100,0

II - ÉVOLUTION AU COURS DU III^e PLAN

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Salaires	40,0	40,5	41,0	41,4	42,3 (1)	42,5	42,3	42,8
R.B.E.I.	32,0	31,2	30,8	30,4	30,3	29,2 (1)	29,3	28,3

(1) Année à partir de laquelle les prévisions du III^e Plan ont été dépassées.

Ajoutons que les résultats agricoles médiocres de l'année 1961 ne faussent guère nos conclusions puisque dès 1959 le pourcentage du revenu brut des entrepreneurs individuels est déjà inférieur à celui des prévisions; ce retard s'explique sans aucun doute essentiellement par la diminution plus forte que prévue du nombre des entrepreneurs individuels que l'on a signalée plus haut.

Si le montant des salaires perçus par les ménages se trouve presque conforme aux prévisions, alors que ce n'est pas le cas de la P.I.B., c'est à la fois parce que le taux des salaires distribués par les entreprises et le nombre de leurs salariés ont cru plus vite qu'il n'était prévu. Cette légère avance prise par le secteur privé et semi-public, réussit à masquer le retard enregistré dans le secteur public où l'indice de réalisation se trouve à 94, bien que le nombre de fonctionnaires soit très supérieur à celui prévu.

2°) *L'Épargne des Ménages*

Les ressources des ménages se trouvent à l'indice 194,1 par rapport à 1954 (en francs courants), mais leur revenu disponible n'est qu'à 189,2. Cet écart est imputable à l'accroissement (indice 252,3) des impôts qui constituent le poste le plus important à déduire de leurs ressources brutes pour parvenir à la notion de revenu disponible.

Le III^o Plan avait prévu dans le Rapport Orange comme dans la Brochure du J.O. que l'épargne devrait croître plus rapidement que la consommation. Cependant, bien que la consommation n'ait pas atteint le niveau prévu, son élasticité par rapport aux revenus est supérieure aux prévisions: au lieu d'être de 0,91 elle est de 1,02. Ce calcul n'est pas modifié si l'on procède non plus au rapport entre accroissements relatifs réalisés de la consommation et du revenu disponible entre deux années extrêmes, ici 1954 et 1961, mais à une régression portant sur les accroissements observés sur toute cette période année par année.

Il nous a semblé intéressant de rechercher si cette stabilité du partage du revenu disponible entre épargne et consommation apparaissait sur une période plus longue que celle du III^o Plan. Les calculs de régression portant sur 1949-1961 et retenant toujours la définition du revenu disponible en usage à l'époque du III^o Plan (1) donnent également une élasticité de 1,02. Enfin si l'on étudie les propensions moyennes à épargner

(1) C'est-à-dire excluant les sommes affectées aux assurances.

et à consommer au cours de la même période on remarque de nombreuses mais faibles oscillations autour d'une moyenne qui se situe pour l'épargne à 12,0 %. Il semble donc évident que contrairement aux théories keynésiennes qui avaient sans doute influencé les prévisions des auteurs du III^e Plan, la consommation et l'épargne ont cru à peu près au même rythme en France depuis que la reconstruction d'après-guerre s'est achevée, alors que le revenu disponible réel s'accroissait entre 1949 et 1961 de 70 %. Il faut d'ailleurs noter que selon l'ouvrage de M. SARMET sur l'épargne dans le Marché Commun cette évolution est particulière à la France (1).

L'erreur effectuée par les planificateurs sur le paramètre utilisé pour prévoir le niveau de l'épargne nous paraît s'expliquer pour diverses raisons. En premier lieu rappelons que les prévisions reposent sur une hypothèse de stabilité monétaire. Or la hausse des prix qui a été considérable en France, en particulier comparée à celle des autres pays du Marché Commun, a certainement découragé la formation d'une épargne importante (2).

Par ailleurs il faut rappeler que les revenus, et en particulier les revenus non salariaux n'ont pas été aussi élevés que prévu. Dans la mesure où le revenu de l'entrepreneur individuel est en moyenne supérieur à celui du salarié, il est normal de penser que l'influence de celui-ci sur le niveau de l'épargne est prépondérante. Or le revenu moyen de l'entrepreneur et le salaire moyen se sont élevés au même rythme entre 1954 et 1961 (de 90 % en francs courants) ce qui n'a sans doute pas facilité la constitution d'une épargne abondante.

On peut par ailleurs considérer que certaines fractions du revenu des ménages sont directement affectées à la consommation, comme c'est le cas des diverses prestations sociales ou transferts. A cet effet, le Rapport du Groupe de l'Equilibre peut sembler critiquable, qui prévoyait une hausse importante des ressources des ménages due principalement à l'accroissement des transferts, tout en conservant une élasticité de l'épargne nettement supérieure à 1 (*). D'autre part dans quelle mesure la généralisation des systèmes complémentaires de retraite a eu pour résultat de diminuer l'épargne des ménages au profit des ressources des Administrations, c'est ce qu'il est naturellement difficile d'évaluer sans étude approfondie.

(1) Marcel SARMET. "L'Epargne dans le Marché Commun" - Ed. Cujas - 1963. pp. 270-299.

(2) Marcel SARMET - Op. cit. Tableau 51 - P. 275.

(*) P. 155.

L'analyse de l'épargne des ménages doit se compléter par celle de leur capacité de financement qui est égale par définition à leur épargne moins leurs investissements en construction et gros entretien de logements. Le rôle de ce dernier poste est important: au niveau des réalisations, on peut penser que la relative stagnation de la construction qui apparaît dans le tableau suivant pourrait bien avoir été un facteur de compression de l'épargne:

TABLEAU 59

Formation brute de capital fixe des Ménages

Millions de Frs 56

1957	1958	1959	1960	1961
7 249	7 249	7 076	7 284	7 414

Toutefois l'indice de réalisation du logement est de 111 (ou de 108 si l'on utilise l'indice des prix de la production intérieure brute au lieu d'un indice des prix du logement), ce qui explique l'indice très faible de réalisation de la capacité de financement (IR = 53). Il semble en fait qu'au niveau des prévisions les investissements des ménages avaient été sous-estimés, ce qui avait permis de dégager une capacité de financement prévisionnelle importante. Mais on peut valablement supposer que si le rythme de la construction avait été plus rapide le montant de l'épargne des ménages aurait été plus important, mais que ce facteur d'accroissement de l'épargne -qui ne semble pas avoir été pris explicitement en compte par le planificateur- aurait été sans effet sur leur capacité de financement. En définitive, l'erreur faite sur la capacité de financement reflète à la fois l'erreur effectuée sur les élasticités d'épargne et de consommation par rapport au revenu et la sous-estimation des prévisions d'achat de logements par les ménages.

En conclusion les pronostics du III^e Plan en matière d'épargne des ménages établis sur la base de l'élasticité observée dans le passé ont été déjouées. Le paramètre prévisionnel retenu ne concernait d'ailleurs que la relation entre l'épargne et le revenu. Or il semble bien que d'autres facteurs, tels que l'importance grandissante des biens durables dans la structure de la consommation, ou la composition du patrimoine, jouent un rôle non négligeable. En particulier comme l'a montré une étude récente (1) le désir d'achat d'un logement constitue à n'en pas

(1) Consommation - Octobre-Décembre 1960 - n° 4: l'Épargne.

douter un motif puissant d'épargner. Mais les recherches entreprises par le C.R.E.P.S. en la matière sont encore trop fragmentaires pour servir de fondement à la prévision. On peut à cette occasion remarquer que pour le IV^o Plan une fois encore les planificateurs ont fait preuve d'optimisme, puisqu'ils ont retenu pour l'année 1965 le taux le plus fort enregistré au cours de la période 1950-1959, soit 13,3 %, observé en 1955, année de stabilité des prix et d'expansion des revenus. Ceci s'explique par le fait que les prévisions sont faites à prix constants avec inflation conjurée. Encore faudrait-il alors pour se prémunir contre des échecs éventuels prévoir des instruments susceptibles d'une part de freiner efficacement la hausse des prix, et d'autre part de développer l'épargne des Ménages, notamment par une réorganisation du marché financier qui laisse beaucoup à désirer sur ce point.

*

* *

IV - CONCLUSIONS

L'étude à laquelle nous venons de nous livrer ne nous paraîtrait pas complète si nous ne disions pour terminer, quelques mots, d'une part sur le rôle du Compte Extérieur en 1961 et d'autre part sur le déroulement même du Plan au niveau des sources de financement qui doit requérir ici une attention particulière en raison des importantes mesures gouvernementales prises au cours du III^o Plan.

A. Le compte extérieur

Nous ferons ici de brèves remarques sur le Compte Extérieur prévu et réalisé pour l'année 1961, de plus amples développements sur cette question trouvant tout naturellement leur place au Livre II dans le chapitre sur les Echanges Extérieurs. Signalons d'ailleurs que dans le cadre du Tableau Economique, les éléments du Compte Extérieur -en dehors des biens et services (1)- sont de peu d'importance en valeur absolue; ils sont d'ailleurs déduits directement des calculs faits dans les comptes des autres agents que nous avons commentés et c'est pourquoi nous ne nous y étendrons pas. En revanche, le solde final (besoin ou capacité de financement) garde un rôle essentiel

(1) Analysés dans le présent Livre au chapitre II, Quatrième Partie.

dans la mesure où il influence l'équilibre financier de l'économie nationale.

Au niveau des biens et services il est clair que l'évolution des prix, c'est-à-dire ici des termes de l'échange, nous a été très favorable. L'écart entre prévisions et réalisations s'accroît, en effet, si l'on passe du volume à la valeur. Ce phénomène peut être suivi grossièrement en déflatant le solde de la balance des biens et services, avec d'une part l'indice général des prix de 1954 à 1961, ce qui nous donne un excédent de 4.742 millions de francs 1954, et d'autre part avec les indices spécifiques des exportations et des importations, ce qui réduit alors le solde à 3.643 millions de francs 1954 (1). Constatons toutefois que dans les deux cas, l'excédent reste supérieur aux prévisions qui étaient de 2.468 millions de francs 1954.

Par contre, s'agissant des opérations de répartition le déficit se situe à un niveau double de celui des prévisions. Ceci provient avant tout de l'écart entre prévisions et réalisations en matière de dépenses et recettes extérieures des Administrations, par suite de la poursuite -exclue par le III^e Plan- du conflit algérien.

Ce phénomène explique que malgré un excédent en biens et services supérieur aux prévisions, le solde du Compte Extérieur accuse un indice de réalisation de 52. Le besoin de financement de l'Extérieur reste donc inférieur à ce qui avait été prévu. Il faut toutefois rappeler que les opérations en capital ne sont pas retracées ici et que ces dernières nous ont été favorables par suite de la stabilisation financière (2). L'échec enregistré au niveau de l'excédent sur l'extérieur -quoique minime- peut paraître inquiétant si l'on songe que ce dernier dépend avant tout pour un pays comme la France de ses opérations sur biens et services. Si des résultats satisfaisants ont été enregistrés sur ce point, ceux-ci sont loin d'être suffisants dans la mesure où d'une part, ils ont bénéficié de la dévaluation dont les effets vont s'amenuisant et d'autre part, ils n'ont pas modifié très considérablement la structure de nos échanges (3).

Par conséquent, si le rôle du Compte Extérieur dans l'éco-

(1) Cf. Tableau 49.

(2) Les prévisions incluant les opérations en capital ont été faite dans le cadre de la Zone Franc. Nous ne pouvons donc les rapprocher des prévisions du Tableau Economique. Indiquons que l'excédent de la balance des paiements de la Zone Franc a dépassé les prévisions.

(3) Cf. chapitre II, Quatrième Partie.

nomie française en 1961 a été bénéfique, en particulier parce que l'équilibre obtenu, bien qu'inférieur aux prévisions du Tableau Economique, a conféré au secteur extérieur un certain caractère de neutralité par rapport à l'équilibre financier de l'économie nationale; il n'est pas sûr que ce résultat soit durable en raison de la structure de notre commerce extérieur et de l'ouverture de plus en plus grande du pays sur le reste du monde dans les prochaines années.

B. Remarques sur l'équilibre financier au cours de la période du III^e Plan

La comparaison des comptes capital globaux prévus et réalisés pour les divers agents retracé, dans le Tableau suivant, résume bien les nombreuses divergences que nous avons pu constater entre le Plan et le Tableau Economique rétrospectif de l'année 1961. On voit à quel point le financement des investissements en 1961 a été peu conforme aux prévisions, dans la mesure où le rôle des Administrations a été important.

TABLEAU 60
Compte capital

PRÉVISIONS							
EMPLOIS			RESSOURCES				
	10 ⁶ Frs. 1954	%		10 ⁶ Frs. 1954	%		
F.B.C.F. et stocks	43 849	96,8	Epargne des Ménages	19 426	42,9		
Déficit Etranger	769	1,7	Epargne des Sociétés	22 190	49,0		
Déficit Administrations	695	1,5	Financement des Entrepreneurs Ind.	3 697	8,1		
Total	45 313	100,0		45 313	100,0		
RÉALISATIONS							
EMPLOIS				RESSOURCES			
	10 ⁶ Frs. 61	%	I.R.		10 ⁶ Frs. 61	%	I.R.
F.B.C.F. et stocks	57 630	99,0	102,3	Epargne des Ménages	19 010	32,7	76,2
Déficit Etranger	560	1,0	58,8	Epargne des Sociétés	25 910	44,5	58,8
				Financement des E.I.	5 390	9,3	114,8
				Epargne des Administrations	7 880	13,5	
Total	58 190	100,0			58 190	100,0	

TABLEAU 61
Compte capital global

RÉALISATIONS 1957 - 1961

Millions de francs courants

EMPLOIS			RESSOURCES		
VALEURS ABSOLUES	Indice d'accroissement par rapport à l'année précédente		VALEURS ABSOLUES	Indice d'accroissement par rapport à l'année précédente	
<u>1957</u>					
F.B.C.F. + stocks (entreprises) 30 890			Epargne sociétés 19 400		
F.B.C.F. Ménages 7 880			" ménages 14 620		
F.B.C.F. Administrat. 4 540			" E.I. (1) 4 270		
Déficit Administrations 530			Déficit vis-à-vis de l'Extérieur 5 550		
Total 43 840			Total 43 840		
<u>1958</u>					
F.B.C.F. + stocks (entreprises) 35 680	115,5		Epargne sociétés 20 230	104,3	
F.B.C.F. Ménages 8 620	109,4		" Ménages 13 430	91,9	
F.B.C.F. Adminis- trations 4 800	105,7		" E.I. (1) 6 540	153,2	
Total 49 100	112,0		" Administrat. 4 610	-	
			Déficit vis-à-vis de l'Extérieur 4 290	77,3	
			Total 49 100	112,0	
<u>1959</u>					
F.B.C.F. + stocks (entreprises) 33 920	95,1		Epargne Sociétés 21 860	108,1	
F.B.C.F. Ménages 8 610	99,9		" Ménages 14 960	111,4	
F.B.C.F. Administrat. 5 710	119,0		" E.I. (1) 5 730	87,6	
Excédent sur l'Extérieur 680	-		" Adminis- trations 6 370	138,2	
Total 48 920	99,6		Total 48 920	99,6	
<u>1960</u>					
F.B.C.F. + stocks (entreprises) 40 420	119,2		Epargne Sociétés 24 930	114,0	
F.B.C.F. Ménages 8 860	102,9		" Ménages 17 800	119,0	
F.B.C.F. Administrat. 5 900	103,3		" E.I. (1) 6 720	117,3	
Excédent sur l'Extérieur 1 430	210,3		" Adminis- trations 7 160	112,4	
Total 56 610	115,7		Total 56 610	115,7	
<u>1961</u>					
F.B.C.F. + stocks (entreprises) 41 670	103,1		Epargne Sociétés 25 910	103,9	
F.B.C.F. Ménages 9 170	103,5		" Ménages 19 010	106,8	
F.B.C.F. Administrat. 6 790	115,1		" E.I. (1) 5 390	80,2	
Excédent sur l'Extérieur 560	39,2		" Adminis- trations 7 880	110,1	
Total 58 190	102,8		Total 58 190	102,8	

(1) Correspond au financement des investissements par les Entrepreneurs Individuels.

L'étude des comptes capital globaux des années antérieures à 1961 permet de situer et d'éclairer les résultats de l'année terminale. On voit en particulier dans le tableau n°61 que 1961 s'inscrit dans une tendance dont l'origine remonte à 1958-1959 qui constitue visiblement une période charnière. Durant ces deux années disparaissent successivement le déficit des Administrations (1958) et la capacité de financement de l'extérieur (1959). Concomitamment avec cette affirmation de la position des Administrations en 1958 se produisent une stagnation de l'épargne des entreprises et un net freinage de l'épargne des Ménages, ce dernier correspondant au recul des revenus réels des Ménages qui s'est manifesté durant cette même année 1958 (1). Sur une période plus longue quelques nuances doivent être apportées: de 1957 à 1961 on constate que l'épargne des Ménages croît légèrement moins vite que celle des sociétés ou des entreprises individuelles (2). Le phénomène est moins net pour la période 1954-1961 où l'on voit en particulier, comme nous le savons, que la position des entreprises individuelles demeure assez forte (3). Toutefois, si l'on se réfère aux prévisions, on peut dire sans hésiter que l'épargne des Ménages plus encore que celle des entreprises n'a pas joué le rôle qu'on lui assignait.

Quelles conséquences cette évolution semble-t-elle avoir eu sur les investissements?

Au niveau des entreprises on constate un certain décalage dans le temps entre la progression de leur épargne et celle de leur F.B.C.F. qui accuse avec un an de retard les modifications du niveau de leur autofinancement. Le processus est particulièrement net en 1959 (où l'épargne progresse alors que stagnent les Investissements par suite du plafonnement de l'épargne en 1958) et en 1961 (où les investissements progressent alors que l'accroissement de l'épargne est très inférieur à celui de 1960). Des remarques analogues peuvent être faites pour les investissements des Ménages, mais le phénomène est moins évident

(1) Par rapport à 1957, le revenu disponible nominal des ménages se trouve à l'indice 111,5 et les prix à la consommation des Ménages à l'indice 111,9 en 1958.

(2)	Indice 61/57 en francs courants: Epargne des Ménages	130,0
	" des Sociétés	133,6
	" des Sociétés et des Entreprises Individuelles	132,2
(3)	Indice 61/54 en francs courants: Epargne des Ménages	172,3
	" des Sociétés et des Entreprises Individuelles	175,6

TABLEAU 62

Formation brute de capital fixe - Réalisations 1957-1961

Millions de francs

<u>Frcs. Courants</u>		<u>Frcs. 1956</u>	<u>Indice de volume</u> par rapport à l'année précédente
		<u>1957</u>	
Entreprises	27 385	25 751	-
Ménages	7 880	7 249	-
Administrations	4 550	4 184	-
Total	39 815	37 184	-
		<u>1958</u>	
Entreprises	30 444	26 510	102,3
Ménages	8 620	7 249	100,0
Administrations	4 800	4 092	97,8
Total	43 864	37 851	101,8
		<u>1959</u>	
Entreprises	31 930	26 380	99,5
Ménages	8 610	7 076	97,6
Administrations	5 710	4 690	114,6
Total	46 250	38 146	100,8
		<u>1960</u>	
Entreprises	35 096	28 335	107,4
Ménages	8 860	7 284	102,9
Administrations	5 900	4 749	101,3
Total	49 856	40 368	105,8
		<u>1961</u>	
Entreprises	39 157	30 782	108,6
Ménages	9 170	7 414	101,8
Administrations	6 790	5 407	113,9
Total	55 117	43 603	108,0

en particulier parce qu'ici le goulot financier n'est pas le seul à être en cause, la capacité de production de la branche bâtiment ayant également plafonné l'offre tout au cours de la période.

Au niveau des Administrations, on note avant tout une certaine volonté de compenser les fluctuations des investissements productifs, comme ce fut le cas en 1959 ou simplement de jouer un rôle amplificateur à l'égard de ceux-ci comme en 1961.

En définitive, l'équilibre financier au cours du III^e Plan nous paraît avoir été assuré avant tout par le comportement des Administrations, contrairement aux prévisions qui avaient misé essentiellement sur le rôle de l'épargne privée. Ceci est dû, sans aucun doute, aux circonstances, tant politiques qu'économiques de la période incriminée. L'étude des instruments que le gouvernement s'est donné pour parvenir à ce résultat reste donc à faire pour comprendre parfaitement les réalisations du III^e Plan. Ce sera l'objet du Livre II, dans lequel l'analyse sera conduite avec le souci de déterminer le rôle exact qu'a pu jouer le Plan dans la prise des décisions en matière économique au cours des années 1958-1961.

CONCLUSION DU LIVRE I

A l'issue de ce premier Livre qui, nous l'espérons, aura plus intéressé que fatigué le lecteur par son appareil numérique et ses discussions sur les méthodes de calcul, quelques premières réflexions s'imposent.

Sur l'utilité de cette étude numérique en forme de comptes nationaux d'abord. Au lecteur certes d'en juger. Il nous semble, néanmoins, plus encore après l'avoir effectuée qu'avant de l'entreprendre, qu'une telle étude était indispensable pour donner à l'analyse de politique économique sur les instruments d'exécution du III^o Plan, les bases numériques générales et cohérentes sans lesquelles tout jugement reste fragile.

Nécessaire, l'analyse des comptes de flux n'en est pas, pour autant, suffisante. Parce que, pour les raisons exposées au texte, nous n'avons pas pu descendre en un détail très poussé ni pour les secteurs et produits, ni pour les opérations décrites. Parce qu'aussi, toute étude de Comptabilité Nationale n'est qu'un préalable aux analyses s'efforçant de reconstituer la logique des choix, des conflits et des contraintes ainsi que l'histoire concrète de leur prévision et leur transcription dans le réel. C'est pourquoi nous la prolongerons par les études annoncées sur les instruments d'exécution d'une part, sur quelques secteurs témoins d'autre part.

L'étude numérique des comptes de flux n'a cependant pas que cet intérêt indirect de préparer les bases d'analyses plus poussées. Elle comporte, par elle-même, de précieux enseignements, les uns sur le bilan de l'exécution du III^o Plan dans ses grandes masses, d'autres sur les causes des écarts entre prévisions et réalisations, d'autres enfin sur les méthodes applicables dans ce genre d'études, encore assez rares à notre connaissance.

A. Bilan sommaire de l'exécution du III^o Plan

Si l'on s'en tient aux "indices de réalisation", rapports des indices de croissance prévus, aux indices de croissance

observés sur la période 1957-61 (1) les résultats généraux du III^e Plan sont indiscutablement bons. Nous ne disons pas qu'il a intégralement satisfait tous les besoins, ni même les plus urgents d'entre eux, tels qu'ils peuvent se révéler aujourd'hui, mais seulement que les objectifs prévus, bons ou mauvais, suffisants ou non, ont été pour la plupart correctement atteints.

Au niveau le plus général, la section II du chapitre I donne les renseignements voulus sur les agrégats de la Comptabilité Nationale.

La classification des prévisions numériques adoptée par le texte officiel du Plan (décret du 19 Mars 1959) y distingue des "tâches impératives", des "objectifs prioritaires" (ou "tâches particulières") et d'autres objectifs ou perspectives sans qualificatif. Ces divers objectifs ont été regroupés par nos soins en trois catégories selon leur indice de réalisation, affecté d'une marge de "fluctuation admissible" de $\pm 5\%$.

1. Réalisation exacte: IR compris entre 95 et 105,
2. Sous-réalisation : IR inférieur à 95,
3. Sur-réalisation : IR supérieur à 105.

1^o) *Tâches impératives*

Au nombre de trois, les "tâches impératives" concernaient l'équilibre des échanges extérieurs, le rythme d'accroissement de la productivité et la "préparation de l'avenir de la jeunesse". Les deux premières tâches étaient subordonnées à la réalisation d'hypothèses sur la croissance de la production intérieure brute, de la consommation et des investissements, la troisième se confondait pour l'essentiel, avec les dépenses d'enseignement, notamment avec celles d'équipement scolaire.

Le Chapitre I nous a montré que les indices de réalisation des grands agrégats se situent tous -sauf ceux de commerce extérieur- entre 95 et 105 et témoignent donc d'une "réalisation correcte". Nous savons, de plus, que l'indice de réalisation de la productivité globale du travail est égal à 100, au prix d'un dépassement, d'ailleurs attendu, des prévisions dans l'agriculture et d'un léger retard dans le tertiaire. En cours de route les rectifications prévisionnelles introduites par le Plan Interiminaire n'ont pas fait sortir les agrégats en question du premier groupe. Nous pouvons donc conclure que la tâche impérative d'accroissement de la productivité et de la production a été correctement réalisée au niveau global.

(1) Ou sur des périodes à base pluriannuelle dans le cas de secteurs très affectés par les aléas climatiques comme l'agriculture dont les chiffres de réalisation se rapportent à la moyenne 1960-61-62.

Les deux autres tâches impératives ont subi plus de vicissitudes.

Celle relative à l'enseignement a été sous-réalisée, puisque l'indice de réalisation de la consommation de l'Enseignement est de 97,5 et celui des équipements scolaires de 93,5. Si l'on tient compte de l'afflux d'élèves, supérieur aux prévisions, l'indice de réalisation par élève tombe à 88,5 pour le premier poste et à 85 pour le second.

En revanche la tâche impérative d'équilibre des échanges extérieurs a été satisfaite, mais à un niveau sensiblement supérieur à celui prévu par le III^e Plan puisque les importations globales ont excédé celles prévues de 18,5 % et que les exportations ont fait de même à concurrence de 17 %. On retrouve ici l'effet le plus manifeste non point tant de l'ignorance des conséquences du Marché Commun Européen, que de l'absence de leur étude quantitative.

Cette forte "sur-réalisation" du Plan souligne la mauvaise qualité de la prévision. Il convient, cependant, de rappeler qu'en 1960 le Plan Intérimaire rectifia le tir, de sorte que, par rapport à ses nouveaux objectifs, les indices de réalisation s'établissent à 100 pour les exportations et à 108 pour les importations.

2°) *Les objectifs particuliers prioritaires*

Les objectifs particuliers prioritaires concernent certaines productions et le commerce extérieur agricoles, la production d'énergie, les productions métallurgiques, mécaniques et électriques, certains compartiments de la chimie, quelques industries formant goulots d'étranglement, comme le ciment et la pâte à papier, enfin la formation brute de capital fixe par grande catégorie d'agent.

Les objectifs de production totale d'énergie, ainsi que ceux de l'électricité et des carburants ont été correctement réalisés.

Les objectifs de production d'acier, de ciment et de pâte à papier ont été eux aussi très bien réalisés, ainsi que les objectifs de F.B.C.F. de l'ensemble des entreprises et de l'ensemble des Administrations.

Les objectifs spécifiques concernant l'agriculture, ceux ayant trait au commerce extérieur, ainsi que les objectifs de production des combustibles minéraux solides et la machine-outil ont été sous-réalisés. (IR < 95).

C'est ainsi qu'en matière agricole, l'excédent de la ba-

lance commerciale des produits agricoles n'a atteint que 82 milliards de francs 1956 contre 162 prévus (IR = 50,5), et que l'indice de réalisation de la production de viande est de 78 seulement.

Concurrencée par les importations, la production de machines agricoles ne réalise ses objectifs qu'à 86 %, celle de machines-outils qu'à 91, celle du minerai de fer qu'à 94 et la production de caoutchouc synthétique ne démarre qu'avec retard. De même le taux de couverture des importations de la chimie par ses exportations s'établit à 126 % contre 138 % (IR = 91,5).

Enfin, la production de charbon (et de gaz industriel) prévue n'est réalisée qu'à 91 %. L'erreur de prévision est ici manifeste et l'on sait que le Plan Intérimaire s'est efforcé de la rectifier.

Ont été enfin sur-réalisés les objectifs assignés tant à la F.B.C.F. des ménages (construction de logements par accession à la propriété) qu'à plusieurs productions métallurgiques ou mécaniques. La production d'aluminium et celle des constructions métalliques accusent les plus forts dépassements des prévisions (IR = 121 et 126).

3°) *Objectifs ou perspectives non prioritaires*

Dans cette catégorie, nécessairement moins abondante et moins bien étudiée par le Plan que les précédentes, se sont trouvées:

- correctement réalisées, les perspectives de production concernant les textiles, l'habillement, cuir, l'automobile, les matériaux de construction, les industries diverses et l'ensemble des transports et télécommunications;

- sous-réalisées les perspectives tracées pour la production des services de logement, celle des autres services et pour la consommation des Administrations civiles;

- sur-réalisées, les dépenses militaires, et les perspectives de production de l'industrie chimique.

B. Repérage des causes d'écart entre prévisions et réalisations

Dans notre Introduction Générale, nous avons proposé de retenir différentes causes d'erreurs prévisionnelles ou d'inexécution susceptibles de rendre compte des écarts constatés entre prévisions et réalisations du Plan.

Nous regrouperons ici les manifestations principales de ces erreurs que nous avons pu détecter.

Rappelons que le mot "erreur" est pris dans son sens scientifique et n'implique aucun jugement de valeur.

1°) *Erreurs sur les hypothèses*

En matière de politique internationale, le III^o Plan a vu deux de ses principales hypothèses infirmées par les événements. S'il a, in extremis, envisagé l'entrée de la France dans le Marché Commun Européen, il n'a pas tenté d'en évaluer numériquement les conséquences tant pour les échanges extérieurs que pour l'économie interne. Il avait, d'autre part, supposé que le conflit algérien se terminerait avant 1961.

On peut attribuer à la première erreur la sous-évaluation prospective des échanges extérieurs puisque ceux-ci atteignirent en 1961 118,5 % des prévisions initiales pour les importations et 117 % pour les exportations. Notons, cependant, que grâce aux efforts, préconisés par le III^o Plan dans ce domaine et mis en oeuvre au cours de la période d'exécution, grâce aussi à la dévaluation de Décembre 1958 qui ne pouvait de toute évidence, être recommandée par le Plan, l'équilibre des échanges extérieurs, "tâche impérative" du Plan fut bien atteint mais à un niveau et avec une structure différents de ceux prévus.

La prolongation du conflit algérien rend compte, de son côté, du dépassement des dépenses militaires prévues (IR = 110), et, partiellement au moins, de la sous-réalisation de l'objectif de consommation des Administrations civiles (IR = 92).

Les deux erreurs se conjuguent pour expliquer qu'avec l'indice de réalisation de 95,5, la consommation des ménages soit proche de la limite inférieure de notre "intervalle de fluctuation admissible" (100 ± 5 %) en dépit d'une erreur prévisionnelle agissant en sens contraire, sur l'élasticité de la consommation globale par rapport au revenu. Par une politique économique appropriée (programme déflationniste de fin 1958), il a fallu en effet comprimer la consommation privée plus qu'il n'était initialement prévu afin de faire place à la croissance des exportations et à celle des dépenses militaires.

Les erreurs sur les hypothèses démographiques ont été, elles aussi assez importantes. Le Chapitre I en a traité. Rappelons qu'elles ont affecté plus l'objectif d'élévation du niveau de vie (mesuré par la consommation des Ménages par tête), dont l'indice de réalisation se situe de ce fait à 93,5, que ceux de production. De même la sous-évaluation des migrations agricoles, largement consciente parce que dictée par des rai-

sons politiques, a principalement affecté les prévisions de productivité sectorielle, conduisant à leur dépassement dans l'agriculture et à un retard dans le tertiaire.

2°) *Erreurs sur les relations et sur les paramètres prévisionnels*

a) *Erreurs sur la matrice des coefficients techniques courants*

La mauvaise connaissance des relations interindustrielles existantes s'ajoutant à l'inévitable aléa des prévisions de modification des techniques semble rendre compte de plusieurs des erreurs prévisionnelles affectant les objectifs de production des grands produits énergétiques et de la chimie. Le tableau de la 3^o partie du chapitre II donne à cet égard les informations nécessaires. On s'aperçoit ainsi que les écarts prévisionnels imputables à l'emploi d'une matrice interindustrielle prospective erronée sont du même sens et du même ordre de grandeur que les écarts de réalisation des prévisions pour chacun des produits énergétiques, notamment pour le charbon (IR 91; écart prévisionnel dû aux erreurs sur la matrice technologique: - 8,5 %) et pour la production chimique (IR: 117; écart prévisionnel dû aux erreurs sur la matrice technologique: + 17 %).

En revanche les erreurs sur la matrice interindustrielle auraient dû conduire les réalisations à dépasser les prévisions de plus de 9 % pour les matériaux de construction et de 4 % pour l'automobile. Or les indices de réalisation de ces deux branches sont de 96. Il faut alors se retourner vers les erreurs commises sur l'évaluation de la demande finale.

b) *Erreurs sur les coefficients de capital*

Comme nous l'avons vu, au texte, ceux-ci étaient trop rares et trop imprécis pour qu'aucune conclusion solide puisse en être tirée.

c) *Erreurs sur les fonctions et paramètres de consommation*

La 1^{ère} partie du chapitre II en a longuement traité. Rappelons ici que, sous réserve d'admettre l'intervalle de 95 à 105 % comme lieu de fluctuations admissible des prévisions, celles-ci ont été correctement réalisées pour la plupart des fonctions de consommation. Les écarts entre élasticités prévues et élasticités observées sur la période 1956-61 n'en ont pas moins été de l'ordre de 20 % pour les légumes et fruits, les transports individuels et les transports collectifs et de 30 %

pour le poste culture et loisirs et pour celui des réparations et entretien du logement. Ils dépassent 100 % pour les produits d'entretien.

Rappelons aussi que les variations de prix relatifs par rapport à l'indice général des prix de consommation observées pendant la période sont compatibles avec le sens des modifications d'élasticité et peuvent donc les expliquer, au moins partiellement.

Les erreurs sur certaines élasticités de consommation ne justifient pas cependant la totalité de la plupart des écarts constatés entre prévisions et réalisations en matière de production des groupes de produits correspondants. Il apparaît, par exemple, que l'élasticité de la demande des automobiles et motocycles a été sous-estimée de 0,39 point. Se combinant avec l'erreur de même sens sur la matrice interindustrielle elle aurait dû conférer à la production de ces biens un indice de réalisation supérieur à celui de la consommation des ménages (95,5). Or avec 96 il lui est pratiquement égal. La raison de ce paradoxe doit être cherchée du côté des échanges extérieurs dont, pour l'automobile, les indices de réalisation se situent à 92 à l'exportation mais à 220 à l'importation. Il en va de même pour la viande.

De même le faible indice de réalisation des prévisions concernant la production de viande (IR = 78) semble s'expliquer moins par une insuffisance de la demande intérieure, puisqu'au contraire l'élasticité observée s'est élevée à 1,19 contre 0,99 prévue, que par une carence de l'offre d'origine nationale qui, de ce fait, a encore bien moins satisfait les objectifs d'exportation.

Quant à la sous-réalisation des dépenses de télécommunications, elle provient non d'une erreur sur l'élasticité de consommation ni d'une variation des prix relatifs, mais manifestement du freinage de l'offre par l'insuffisance des crédits budgétaires alloués à l'équipement téléphonique.

d) *Erreur sur les comportements financiers*

On sait qu'en cette matière le III^e Plan s'était borné à formuler des hypothèses sur le comportement des épargnants et sur la proportion entre impôts directs et indirects.

L'élasticité de la consommation globale des ménages par rapport à leur revenu devait être de 0,9; elle a été, en réalité de 1,0, ce qui toutes choses égales d'ailleurs, a réduit l'épargne des ménages par rapport aux prévisions.

Cette réduction a été d'autant plus sensible (IR = 75,5)

que le revenu disponible s'est trouvé amputé plus fortement que prévu, le rapport entre impôt directs et indirects qui devait rester constant (aux environs de 24 %) ayant augmenté (27 %).

3^o) *Facteurs d'inexécution ou d'exécution retardés*

Ces facteurs qui interviennent lors de l'exécution et affectent les instruments de politique économique (persuasion comprise) mis au service du Plan, seront étudiés de plus près au Livre II. L'étude des comptes de flux nous permet déjà toutefois d'en cerner quelques uns, au niveau du volume des investissements des secteurs maître d'oeuvre mais non de leur financement.

La sous réalisation des investissements productifs quadriennaux prévus au 3^o Plan s'est particulièrement manifestée dans l'énergie, l'industrie chimique et les transports et télécommunications.

Dans le domaine de l'énergie, la sous-réalisation des investissements charbonniers est l'effet voulu de la révision des programmes consécutive à la réduction des perspectives de consommation de charbon. Elle traduit donc une modification consciente des objectifs et leur réalisation correcte. Il n'en va pas de même des investissements de l'électricité (IR = 92,5) ni de ceux des carburants (IR = 68). Dans ce dernier cas notamment, les hésitations concernant certains programmes et leurs modalités de financement sont cause des retards apportés à la construction de la raffinerie de Strasbourg et de l'oléoduc Laveran-Karlsruhe. On peut penser que les rivalités entre groupes pétroliers, et la méfiance des Houillères nationalisées de Lorraine n'ont pas été étrangères à ces hésitations.

Des facteurs du même ordre expliquent sans doute le sous investissement des installations de caoutchouc synthétique, dont les retards encore ressentis sous le 4^o Plan sont imputables, non à des difficultés financières, mais aux réticences des sociétés liées aux groupes internationaux.

Dans les transports, les principales défaillances d'investissement concernent la RATP, les voies navigables et, dans une plus faible mesure les postes et télécommunications. Elles s'expliquent pour les deux derniers secteurs par l'insuffisance des crédits budgétaires d'équipement à laquelle s'ajoute, dans le premier cas, un lourd déficit d'exploitation. Mais, dans tous les cas, les décisions budgétaires de la Puissance Publique sont ici responsables de la sous-réalisation des programmes prévus par le Plan.

C. Quelques réflexions et suggestions méthodologiques

L'incertitude pesant sur nombre de chiffres de notre étude, la somme de travail considérable dépensée pour les réunir et les rendre homogènes les lacunes, même de l'analyse quantitative et sa portée limitée sont dues pour une bonne part aux difficultés d'information rencontrées. Nous voudrions signaler ici les principales et suggérer quelques améliorations en vue de faciliter des analyses ultérieures du même genre.

1°) *Problèmes documentaires*

Nous avons eu le plus grand mal à retrouver les documents de travail -et parfois même le texte de rapports rendus publics- ayant trait à l'élaboration du III^o Plan. Non, certes, que les services intéressés aient fait preuve de mauvaise volonté, bien au contraire. Mais c'est un fait que les archives du III^o Plan (pour ne parler que de lui) n'ont pas été systématiquement rassemblées, ni enregistrées, ni classées. Seules des archives partielles existent, les unes au Commissariat Général au Plan, les autres dans les Divisions du S.E.E.F., (qui les partage aujourd'hui avec l'I.N.S.E.E.) et plus particulièrement à la Division des Programmes. D'autres enfin restent entre les mains des rapporteurs de Commissions ou groupes de travail.

La pluralité des instances mêlées à l'élaboration du Plan explique cette dispersion des documents; elle ne la justifie sans doute pas, une fois le travail achevé; elle ne facilite certainement pas l'analyse rétrospective.

Deux centralisations au moins nous semblent s'imposer: centralisation des documents de travail, des procès-verbaux et des projets et rapports des Commissions et Groupes de travail; amorcée au Commissariat Général au Plan elle devrait y être élargie et systématisée. Centralisation des documents statistiques et comptables ayant trait aux esquisses préliminaires d'abord, aux travaux de synthèse ensuite; cette seconde centralisation pourrait être réalisée par la Division des Programmes de l'INSEE qui a actuellement la charge de ces études.

2°) *Problèmes statistiques*

Au-delà des légères modifications du cadre comptable national intervenues depuis l'époque de l'élaboration du III^o Plan, nous avons rencontré deux redoutables problèmes statistiques.

Le premier est celui des nomenclatures, principalement de produits et de secteurs. A l'époque du III^o Plan, non seulement

Les classifications des produits et des industries relevant du Plan étaient floues (partagées qu'elles étaient entre les exigences de la statistique industrielle, celles de la Comptabilité Nationale et celles des syndicats professionnels), mais elles ont également varié dans le temps.

En particulier la nomenclature de produits utilisés par le S.E.E.F. pour ses travaux de Comptabilité Nationale a été modifiée deux fois entre 1956 et 1961. De 105 produits, elle est passée à 195 puis à 65.

De leur côté, les définitions de l'investissement brut (avec ou sans gros entretien, avec ou sans logements construits par les entreprises) différaient du Commissariat au Plan au S.E.E.F., et souvent d'une Commission à l'autre.

Il était dès lors extrêmement difficile et souvent impossible de réconcilier des évaluations sectorielles émanant d'une Commission et celles provenant de la Division des Programmes.

A l'occasion de la préparation du IV^o Plan, un certain nombre de ces hétérogénéités ont disparu. Elles ont en tout cas beaucoup gêné notre travail comparatif.

Le second obstacle statistique rencontré, fut celui de l'instabilité des séries chronologiques rétrospectives de la Comptabilité Nationale.

Aux séries en francs constants 1952 (1) couvrant la période de 1949-1955 dont se servaient les auteurs du III^o Plan, et convertie pour leurs besoins en francs 1954, sont venues se substituer la série 1949-1960 en francs 1956 publiée dans le Volume I des Comptes de la Nation de 1960, puis la série 1949-1959 en francs 1956 mais sur de nouvelles bases établies pour l'année 1959 (2).

Ces modifications, justifiées non par les ravages du temps mais par la jeunesse de nos Comptes Nationaux, ont affecté non seulement les estimations mais aussi, parfois, la définition des grandeurs et sont venues compliquer singulièrement notre tâche.

3^o) *Problèmes conceptuels*

A plusieurs reprises nous avons dû nous interroger sur le contenu exact du Plan et sur le domaine des grandeurs numériques habilitées à le traduire en termes quantitatifs.

(1) Comptes de la Nation (1955) - Volume I.

(2) Les Comptes de la Nation 1949-1959 (1964).

Tel chiffre de production, d'investissement, de commerce extérieur est-il ou non un objectif, une simple perspective, un instrument, une grandeur exogène? S'il est un objectif, quelle est sa priorité? Entre deux chiffres donnés par deux instances différentes: Commissariat Général au Plan et Commission Sectorielle, par exemple, quel est celui qui représente le Plan? Sa représentativité ne varie-t-elle pas avec l'interlocuteur, le "Plan" de l'automobile ou des carburants étant par exemple, pour les professionnels de ces deux secteurs davantage constitué par les prévisions de leurs Commissions respectives que par les recommandations du Décret du 22 Mars 1959?

Une articulation plus claire entre Plan général et plans sectoriels, entre objectifs prioritaires spécifiques et perspectives couvrant toute l'économie de la nation, entre moyens physiques de réalisation aux mains des agents autres que l'Etat et instruments, le plus souvent financiers, détenus par celui-ci, s'impose donc.

Il serait aussi des plus utiles que, reprenant la suggestion de M. MASSE, le Plan fasse explicitement la part de l'irréversible et du révocable et précise les principaux éléments des stratégies qu'il entend appliquer dans les principales variantes envisagées.

On regrettera, à ce propos, que le III^o Plan n'ait pas été plus éloquent et plus systématique dans l'exposé de ses méthodes de prévision et de choix. Pour mieux appréhender les causes des écarts constatés entre perspectives et réalisations, il faut savoir comment les premières ont été tracées, à l'aide de quelles relations structurelles et à partir de quelles hypothèses.

Lorsque entre des estimations ou des programmes divergents, des arbitrages ont été rendus, il importe de savoir, pour autant que les contraintes politiques et diplomatiques le permettent, dans quel sens et pour quelles raisons ils l'ont été, ce que nous ignorons le plus souvent.

Enfin, des événements imprévus ou mal prévus peuvent, au cours même de l'exécution du Plan, imposer des modifications des hypothèses de base, et, partant, un changement des priorités. Il ne peut être question dans ce cas de refuser une adaptation nécessaire, mais il nous paraît souhaitable de préciser les répercussions attendues des changements introduits, faute de quoi la confrontation prévisions-réalisations devient impossible ou dénuée de sens.

Nous n'ignorons pas que ces observations et ces vœux ont déjà reçu partiellement satisfaction grâce aux améliorations méthodologiques et statistiques intervenues lors de l'élabora-

tion du IV^e Plan (1962-65) et que les travaux actuellement en cours pour la préparation du V^e Plan (1966-70) sont riches de nouveaux perfectionnements. Mais le nombre et le raffinement des objectifs ou perspectives des Plans croissent avec l'âge de ces derniers et il leur faut sans cesse renforcer leurs méthodes pour satisfaire ces ambitions croissantes. Aussi est-ce à nos yeux une raison supplémentaire pour attirer l'attention sur les améliorations nécessaires.

La pénombre des grandeurs floues, des hypothèses fugitives et des relations vacillantes, semble à certains nécessaire à un plan qui se veut souple et ne saurait donc s'astreindre à la rigueur de la mesure, même probabiliste. S'il est vrai cependant que la transparence de l'information est la meilleure chance de succès d'un plan qui limite l'emploi de la contrainte, il nous paraît au contraire des plus fructueux de répandre toute la lumière possible sur les méthodes et les étapes de son élaboration de façon à mieux juger de son exécution mais aussi à mieux la faciliter.

ERRATUM du "Bulletin du CEPREL"

Décembre 1963

(N° 1)

Page 31 - ligne 20.

Au lieu de: (4) $Q_F = I (Q_f, K_f, L_f, K_F, L_F)$

Lire: (4) $Q_F = I (Q_f, K_f, L_f, K_F, L_F)$

Page 31 - ligne 28.

Au lieu de: alors $\frac{Q_F}{L_F} = \frac{K_f}{L_f}$

Lire: alors $\frac{K_F}{L_F} = \frac{K_f}{L_f}$

Page 38 - Dans le schéma, mettre f' à la place de f'' et f'' à la place de f'.

(cf. le schéma exact de la page 49).

Page 86 - Première ligne du premier et du second tableau:

Au lieu de:

ω	v	τ	v	$\alpha \frac{\omega}{\tau}$	$(1-\alpha) \frac{\omega}{\tau}$	μ

Lire:

ω	v	τ	μ	$\frac{\alpha \omega}{\tau}$	$\frac{(1-\alpha) v}{\tau}$	μ